

**MCA : GHRIB RADIÉ À VIE, DEUX ANS DE SUSPENSION  
POUR MENAD ET CHAOUCHI, UN AN POUR BABOUCHE** P. 28

**ACTUALITÉ VUE**  
**AUTREMENT**

P. 7 à 17

**Le Quotidien**  
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

■ Tunisie : la Constitution  
en un débat houleux  
**ABDELKADER LEKLEK**

■ La Syrie, les ennemis  
de mes ennemis sont,  
bien sûr, mes amis !  
**BACHIR BEN NADJI**

■ France : l'accord  
d'association  
UE-Algérie garantit  
à l'enfant algérien l'accès  
aux prestations sociales  
**FAYÇAL MEGHERBI**

■ Hollande, an II  
**PIERRE MORVILLE**

■ Le monde de demain  
**BELHAOUARI BENKHEDDA**

■ Quand le café dépoussière  
la toile littéraire  
**B. KHELFAOUI**

■ Du système de santé,  
de l'échec de l'Algérie  
indépendante  
et de sa refondation  
**AKRAM BELKAÏD**

**8 MAI 1945 :  
LA MÉMOIRE  
DES VAINCUS**

**BRAHIM SNOUCI**

**8 MAI 45,  
OUI MAIS... 2013 ?**

**MOHAMMED GUÉTARNI**

**DE LA GERBOISE  
BLEUE À L'ÉPI BLANC,  
AU ROUGE DE MAI 45**

**EL YAZID DIB**

# UNE RÉVISION DE LA CONSTITUTION ET APRÈS ?

**AISSA HIRÈCHE**

## CORRUPTION : MÉDIAS-JUSTICE, MÊME COMBAT !?

**BELKACEM AHCENE-DJABALLAH**



**Twitter** PAR SMS

ENVOIE **COMMENCER** PAR SMS AU **730**



**DJEZZY**  
الجزيرة

مرحباً بالغد  
www.djezzy.com

Avec le nouveau service SMS Twitter de Djazzy, soyez les premiers à partager et à suivre les activités de vos amis en temps réel.  
\* Le client doit posséder un compte Twitter.  
\* Les tarifs appliqués sont les mêmes que les tarifs SMS en vigueur.

## Alors que l'ANA pointe du doigt les Japonais Le chantier de l'autoroute Est-Ouest toujours bloqué

**La grève déclenchée par les entreprises sous-traitantes, au niveau du tronçon constantinois de l'autoroute Est-Ouest, entre, aujourd'hui, dans sa quatrième journée, sans que les prémisses d'un dénouement n'apparaissent à l'horizon.**

A. Mallem

Les entrepreneurs qui n'ont pas été payés par Cojaal, depuis 2 ans, jugent leur situation dramatique, car faisant face, aussi, aux réclamations de leurs ouvriers mis dans une situation désespérée. Ainsi, la colère est montée d'un cran parmi les entrepreneurs, de plus en plus nerveux, menaçant de bloquer et le chantier et les bases de vie des Japonais, à partir de samedi prochain. Telle est la situation, au moment où le gouvernement, par l'intermédiaire du directeur général de l'Agence nationale des autoroutes (ANA), M. Ziani, est intervenu pour éclaircir les choses. Le DG de l'ANA a déclaré, en effet, hier à l'APS, que « l'argent réclamé par le consortium japonais, chargé de la partie-est de l'autoroute Est-Ouest, pour l'achèvement du tronçon Constantine-Skikda, a été versé, il y a près de 2 mois par le gouvernement algérien, et que le coût total des travaux de base ou complémentaires, devant être réalisés dans le cadre de ce chantier, a été versé le 12 mars 2013, au Fonds national de l'investissement (FNI), conformément aux directives du Premier ministre, M. Abdelmalek Sellal ». Le DG de l'ANA lance la balle dans le camp des Japonais qui, selon ses affirmations, « n'ont pas encaissé ces fonds pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la partie algérienne ». M. Ziani a ajouté, dans ce contexte, que la partie japonaise n'a pas présenté, jusqu'ici, la prorogation du délai de caution, document indispensable et réglementaire, dans la conclusion de ce genre de transactions. Ce délai avait expiré en octobre 2012, a encore précisé M. Ziani, ajoutant que le maître d'ouvrage « ne restera pas les bras croisés » et compte agir conformément à la réglementation en vigueur, en appliquant des « mesures coercitives à l'encontre de cet opérateur étranger qui détient le marché de réalisation de l'un des plus importants projets d'Algérie ». Rappelant « toutes les facilités multiformes accordées par le gouvernement algérien au consortium japonais Cojaal depuis la remise de l'ordre de service (ODS), en septem-

bre 2006 », le directeur général de l'ANA a indiqué que son agence avait « exprimé, il y a deux jours, lors d'une réunion avec la partie japonaise, son entière disposition à fournir tout document administratif pouvant aider les Japonais à obtenir la prorogation du délai de caution ». Le gouvernement algérien a mis les bouchées doubles pour honorer les engagements du Premier ministre, lors de sa visite de travail dans la wilaya de Constantine, en février dernier, pour régler les problèmes des factures impayées et permettre ainsi au consortium japonais de livrer le chantier dans les délais impartis, a souligné le responsable, précisant que si erreur il y a, elle incombe à la seule partie japonaise. Soulignant qu'une « régression dans le rythme des travaux a été observée sur le tronçon Constantine-Skikda », M. Ziani a affirmé que la partie algérienne veillera à ce que les « pendules soient remises à l'heure ».

Mais, les responsables de Cojaal, de la base d'El-Harrouch, dans la wilaya de Skikda, persistent dans leur obstination à mettre tout le tort sur le dos du gouvernement, en disant aux créanciers « qu'ils n'ont pas de quoi honorer leurs factures faute d'avoir reçu l'argent émanant de l'organisme gouvernemental compétent ». Contactés hier, les représentants des entreprises algériennes prestataires de services au bénéfice de la société nipponne, par la voix de M. Talhi, ont annoncé clairement qu'ils vont durcir leur position, à partir du samedi 11 mai, en paralysant complètement le chantier et la route nationale Constantine-Skikda-Annaba. « A l'expiration du délai de 4 jours que nous avons accordé à Cojaal pour nous verser au moins 50 % de la facture des 500 milliards de centimes, qui date maintenant de 2 ans, nous allons bloquer toutes les routes », a-t-il déclaré, sur un ton catégorique, ajoutant que « ses collègues vont contacter les chefs des dairas d'El-Harrouch, Zighoud-Youcef et Didouche Mourad (qui dépend de Hamma-Bouziat), ainsi que les services de sécurité, et nous bloquerons la route nationale en exigeant l'intervention des autorités supérieures ».



## ANALYSE

Kharroubi Habib

**A** l'issue des entretiens qu'ils ont eus à Moscou, Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, et John Kerry, le secrétaire d'Etat américain, ont déclaré que Moscou et Washington vont inciter le gouvernement syrien et l'opposition armée à trouver une solution politique et encourager l'organisation d'une conférence internationale sur le conflit. Déclarations que Lakhdar Brahimi, l'émissaire international pour la Syrie, a saluées en estimant qu'elles permettent un pas en avant sur la voie de la résolution du conflit syrien.

Il semble effectivement que Moscou et Washington ont convenu d'agir pour mettre un terme au blocage mortifère que leurs divergences sur la question syrienne ont imprimé au conflit. En effet, le gouvernement syrien et l'opposition armée forts chacun du soutien et des aides que leur prodiguent leurs alliés extérieurs respectifs, la Russie principalement pour le premier et les Etats-Unis pour la seconde, se sont jusque-là refusé à envisager la solution négociée que les deux émissaires internationaux successifs Kofi Annan puis Lakhdar Brahimi ont tenté de leur faire accepter.

Le conflit syrien a de ce fait atteint par ses développements des seuils d'atrocité et de dangerosité pour la paix régionale et mondiale qui contraignent Moscou et Washington à s'entendre sur un compromis à partir duquel il deviendrait possible de dégager la solution qui y mettrait fin en tenant compte des intérêts de chacune de ces deux puissances, enjeux cachés de cette guerre syrienne qui dure depuis plus de deux années maintenant. Il ne faut pas trop cependant s'empresse de voir dans les déclarations de Moscou l'amorce d'un processus irréversible allant conduire au silence des armes en Syrie. Moscou et Washington s'étaient, rappelons-le, engagés à favoriser la solution politique du conflit syrien et ont convoqué pour ce faire une

### Syrie: une lucarne s'entrouvre pour la solution négociée

conférence internationale sur la Syrie à Genève dont les accords auxquels elle a donné lieu sont restés lettre morte.

Cette fois, cependant, il semble que la Russie et les Etats-Unis, convaincus que leurs protégés

syriens réciproques ne sont pas en état de l'emporter militairement, ont réellement opté pour faire pression sur eux et les amener à la table des négociations. La Russie autant que les Etats-Unis se sont rendu compte que la poursuite du conflit dans ces conditions risque de produire des conséquences qui risquent d'échapper à leur contrôle et gestion. Ces derniers temps, il y a eu en effet des développements dans ce conflit syrien qui leur font craindre son inévitable transformation en confrontation régionale et peut-être plus encore.

Les médiateurs internationaux qui ont été chargés du dossier syrien et tous les observateurs neutres et objectifs qui en ont scruté les tenants et aboutissants n'ont eu de cesse d'alerter que le conflit en question est une « guerre par procuration » que se livrent des acteurs étrangers par camps syriens opposés et qu'il ne peut être résolu qu'après entente entre ces puissances extérieures qui sponsorisent les belligérants locaux. L'émergence dans ce conflit d'une rébellion salafiste qui est en train de prendre le dessus sur celle qu'appuient l'Amérique et les Européens et s'est ouvertement revendiquée appartenant à la mouvance terroriste internationale d'Al-Qaïda n'a pas peu compté dans le « bon sens » dont Moscou et Washington ont déclaré vouloir faire preuve maintenant.

Lakhdar Brahimi a donc apparemment été entendu et peut envisager de poursuivre sa mission à laquelle il a menacé de renoncer faute d'avoir eu le soutien tangible et sans équivoque de la communauté internationale à son plan de paix qui préconise la solution politique et négociée.

### Programme AADL 2001 et 2002

## Tous les souscripteurs seront pris en charge

Tous les souscripteurs de 2001 et 2002 pour l'acquisition d'un logement seront pris en charge, a affirmé, hier, le directeur de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), M. Ilias Benidir, après un mouvement de protestation, enregistré ces derniers jours, devant la direction générale de l'agence, à Alger. « Tous les souscripteurs de 2001 et 2002 seront convoqués pour l'actualisation de leurs dossiers et le retrait de l'ordre de versement. Nous n'avons oublié personne, mais l'opération se déroule, selon l'ordre chronologique », a affirmé M. Benidir, lors d'une conférence de presse.

Des souscripteurs du programme AADL ont

protesté, ces derniers jours, devant le siège de la direction générale de l'agence, pour réclamer « plus de transparence » dans l'assainissement des anciens dossiers. « La prise en charge des anciens souscripteurs se fait d'une manière très organisée, mais pour que nous réussissions cette opération il faut qu'elle se déroule dans le calme et la sérénité », a-t-il souligné. « L'AADL est disposée à régler tous les problèmes de ses souscripteurs, mais nous refusons de travailler dans l'anarchie et la pression », a-t-il insisté ajoutant que « la violence ne servira à rien car elle ne fait que compliquer les choses ». Selon lui, cette contestation des souscripteurs ne fera que retarder l'opération, qui devrait se terminer, fin mai, pour les

souscripteurs 2001 et mi-juin pour ceux de 2002. « Ces contestations entravent aussi l'opération de livraison du restant de l'ancien programme », a-t-il dit, sans expliquer comment.

Le directeur de l'AADL a souligné, également, la nécessité de respecter le planning des rendez-vous affiché sur le site 'web' de l'agence afin d'assurer plus de transparence et une meilleure organisation. A cet égard, l'AADL a commencé, hier, à convoquer le dernier quota de souscripteurs de 2001, pour l'actualisation de leurs dossiers. Ainsi, l'agence a publié sur son site 'web' la dernière liste des convoqués qui concerne les souscripteurs ayant déposé leurs dossiers en octobre, novembre et décembre 2001, pour les

actualiser selon le planning affiché sur ce site. Quant aux souscripteurs de 2002, la dernière liste sera affichée la semaine prochaine, a annoncé le directeur. Par ailleurs, l'opération de l'actualisation des anciens dossiers sera prolongée de 10 jours afin de recevoir les retardataires et les souscripteurs non convoqués, a encore expliqué M. Benidir, affirmant qu'après cette période, aucun dossier ne sera accepté. Concernant le choix du site, le directeur a expliqué que les bénéficiaires du nouveau programme AADL seront affectés aux différents sites de logements, selon l'ordre chronologique. Ainsi, les premiers sites AADL achevés seront attribués aux premiers souscripteurs, selon M. Benidir.

Tirage du N°5609  
119.720 exemp.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction centrale**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.32.63.09  
32.72.78 / 32.91.34  
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

**Fax Pub:** 041.32.69.06  
**Fax et Rédaction**  
041.32.51.36 / 32.69.06

**Imp.: Oran** : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger** : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
**Constantine** : S.I.E.  
**Quargla** : S.I.A.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
**E-mail** : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Rédaction Algéroise** Tél.: 021. 74.96.39 - Fax : 021. 61.71.57  
**Rédaction Constantinoise** Tél.: 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80

**Diffusion:** **Quest:** SEDOR Tél.: 041.58.85.52  
**Centre:** SEDOR - **Est:** SO.DI. PRESSE - **Sud:** TDS

## Grève de l'intersyndicale de la Santé Vers un durcissement

Salah-Eddine K.

C'est aux environs de 13 heures et sous un soleil de plomb que les professionnels de la Santé publique se sont dispersés après un sit-in qui a duré toute la matinée d'hier. Ce sit-in devant le ministère de la Santé devait achever la grève de trois jours (6, 7 et 8 mai) à laquelle a appelé l'intersyndicale de la Santé publique regroupant 4 syndicats (SNPSP, SNPSSP, SNAPSY, et SNP EPM).

Pas de nouveauté pour le moment si ce n'est le fait que le ministre de la Santé, par communiqué de presse, a informé que la plate-forme de revendications de l'intersyndicale n'est pas du ressort ni de la compétence du ministère de la Santé mais du gouvernement ce qui a, par ailleurs, ajouté au courroux des grévistes et des responsables syndicaux qui «ne comprennent pas le pourquoi de ce revirement quant à la prise en charge de ce dossier par le ministère de la Santé».

Ce dossier était en bonne voie pour son règlement particulièrement à la suite de l'instruction du Premier ministre Abdelmalek Sellal fin janvier qui instruit le ministre de la Santé sur la nécessité de la prise en charge du dossier de revendications formulées par l'intersyndicale de la Santé publique mais aussi lorsque le 12 février le ministre de la Santé a instruit ses services, lors d'une réunion avec l'intersyndicale, pour le règlement de ce dossier.

Depuis c'est le «silence» total de la part des pouvoirs publics quant aux revendications de l'intersyn-

dicale (amendement du statut particulier et régime indemnitaire ainsi que l'octroi de primes et autres revendications spécifiques).

Les protestataires avaient campé au niveau de la placette faisant face au ministère de la Santé qui s'est avérée exigüe pour contenir leur nombre important. Des banderoles aux mots d'ordres différents ont été brandies par les manifestants rappelant ainsi les revendications des syndicats. Sous le regard des agents de l'ordre dépêchés sur les lieux. Les protestataires ont à un certain moment voulu marcher jusqu'à la porte centrale du ministère mais, ils en ont été empêchés.

Rendez-vous est donné par l'intersyndicale pour se réunir incessamment et décider des suites à donner à cette protestation, ont indiqué les membres de l'intersyndicale à la fin de ce meeting. Il semblerait qu'un durcissement n'est pas à écarter et l'option pour une grève illimitée se dessine déjà, selon les syndicats.

Lundi, la Chambre administrative près le tribunal d'Alger, statuant en référé, avait déclaré la grève «illégale». Au moment où l'intersyndicale parlait d'un taux de suivi de 80%, le ministère de tutelle avait avancé un taux de 25%. «Contrairement à certains chiffres fantaisistes avancés, les taux de suivi les plus élevés n'atteignent pas 25% des effectifs concernés dans certaines structures hospitalières des grands centres urbains et sont bien en deçà dans tous les autres établissements», avait déclaré à l'APS, le responsable de la cellule de communication du ministère, Salim Belkacem.

### Selon l'Organisation internationale du travail

## 21,4% des jeunes universitaires au chômage

Le taux de chômage chez les jeunes ayant un niveau scolaire post-secondaire est plus élevé que ceux ayant un niveau inférieur dans des pays du MENA, tels que l'Algérie, l'Egypte et le Maroc particulièrement, a indiqué mercredi l'Organisation internationale du travail (OIT) dans un rapport sur les tendances mondiales de l'emploi des jeunes. Selon les chiffres de l'OIT, le chômage des jeunes ayant un niveau scolaire tertiaire (ou post-secondaire) dans les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) est parmi les plus élevés au monde avec un taux de 21,4% en Algérie, de 18,9% en Egypte et de 17,4% au Maroc. Selon les derniers chiffres, le taux de chômage en Algérie est de 10% et touche particulièrement les jeunes. Selon un récent rapport du Conseil national économique et social (CNES), le chômage est de 22% chez les jeunes de la tranche d'âge des 16 à 24 ans, ainsi que pour les universitaires (16,1%).

Pour l'OIT, l'inadéquation entre l'offre et la demande des compétences est un «problème structurel» du marché du travail dans la région MENA en général, qui est illustré à travers les taux de chômage par niveau d'instruction. A ce propos, elle explique que le décalage professionnel et l'inadéquation des compétences qui s'amplifient dans cette région «risquent de se perpétuer

faute de politiques propices à la requalification des demandeurs d'emploi en collaboration étroite avec le secteur privé». Dans ce sens, l'OIT constate que si dans la plupart des pays avancés, les personnes ayant des niveaux élevés d'instruction sont moins susceptibles d'être au chômage, «cela ne semble pas s'appliquer aux pays de l'Afrique du Nord», ajoutant que «les perspectives de trouver un emploi pour les personnes ayant achevé un cursus universitaire ne sont guère réjouissantes».

L'autre constat relevé par les auteurs du rapport est qu'en Algérie, les jeunes femmes sont, de loin, «plus susceptibles d'être touchées par le chômage que les jeunes hommes».

Dans ce sens, elle indique que le taux de chômage des jeunes femmes tourne autour des 37% contre 18% pour les jeunes hommes dans le pays. Abordant l'Afrique du Nord en particulier, l'OIT indique que le taux de chômage est «très élevé» chez les jeunes en s'établissant à 23,7% en 2012 et demeurera proche des 24% jusqu'en 2018. Au Moyen-Orient, le taux de chômage des jeunes est de 28,3% et devra grimper, selon les projections actuelles, à 30% en 2018. Les jeunes femmes dans ces deux régions sont les plus durement touchées par le chômage avec un taux de 37% en Afrique du Nord et de 42,6% au Moyen-Orient.



Ph.: Rachid K.

## Raïna Raïkoun

Kamel Daoud

Quand on manque d'inspiration, il suffit de regarder le JT de l'ENTV : ce dernier bastion de l'esthétique socialiste et de la propagande dure.

Les «réalisations» y sont toujours triomphantes, les femmes y sont appelées «sœurs», les générations y sont «montantes» et les sacrifices «immenses» face aux «ennemis envieux». Pour cette fois, ce fut l'occasion du 08 mai 1945. Date du traumatisme colonial et de l'électrochoc de notre histoire : on ne peut pas être Français et on est Algériens. L'ENTV parla donc de Ould Abbas à Mostaganem, et d'une marche de «jeunes» à Sétif pour «célébrer cette date». Avec le même lyrisme qui travaille sans cesse l'histoire de la guerre de libération comme seule histoire universelle de la création du monde, de l'éternité des anciens, et de la préséance du martyr sur le nouveau-né. Un monde où le jeune doit être reconnaissant, le vieux magnanime, souffrant et paternaliste, l'histoire réduite à un acte d'héroïsme d'une seule génération, le passé à rien avant le FLN et le présent à des distributions d'aliments et de biens post-coloniaux enfin retrouvés. Le JT montra donc, dans la logorrhée de la célébration, un ancien combattant «infirmes», une veuve éplorée, un jeune reconnaissant porteur du «flambeau», des photos d'archives en noir et blanc et parla de crimes et de bravoure. Le tout destiné à «travailler» la culpabilité de ceux qui n'ont pas fait la guerre ou subit la Souffrance Majeure et la suprématie de ceux qui sont morts ou de ceux qui ont survécu.

Comme depuis que je suis né.

Sauf que cette fois, l'amplitude du rite sonnait comme faux. Comme risible. Comme un peu forcée et presque comique. Le rite et ses stèles et ministres du temps, ont été célébrés pendant que Bouteflika et les siens se soignent en Occident (accusé de complot ourdi) et en France l'ancien colonisateur. Malgré les réserves que l'on s'impose, l'on ne peut ne pas penser à cette moquerie : on continue ici de travailler les jeunes générations sur la

légitimité révolutionnaire et le droit de cuissage au nom de la guerre de libération, et on va se faire soigner là-bas, en France justement, en Suisse pour Sidi Saïd et en Espagne pour l'autre. Sauver

sa peau et sa vie est légitime et le chroniqueur l'aurait peut-être fait. Sauf qu'il s'agit là d'une génération qui continue de nous assommer avec sa biographie dorée et qui continue de traire la vache du mythe révolutionnaire et de la décolonisation. En plus cru et en plus simple, on continue de nous servir cette soupe froide et avec le même mensonge que celui de «nos ancêtres les Gaulois» remplacé par «notre ancêtre le FLN». La guerre de libération, les sacrifices de ceux qui sont morts et qui y ont connu la souffrance est une histoire qui est la nôtre, profondément, fièrement et légitimement. Mais cette histoire été transformée en légitimité et la légitimité en propagande et la propagande en quelque chose de détestable que l'on nous force à écouter pour mieux nous tromper. Et c'est cette tromperie parfois comique qu'il faut encore et encore dénoncer.

L'histoire d'un pays, son identité, ses racines et sa présence au monde ne peuvent pas se construire sur l'exclusivité d'une seule génération, sur les actes d'un parti encore unique et sur le souvenir d'une seule guerre et sur la gloire d'une seule génération. Cela est fatigant et pousse à partir ou à s'enfermer. L'histoire de l'Algérie est plus grande que la biographie d'une seule génération et que l'on cesse donc de nous obliger au remerciement et à la reconnaissance éternelle. On est arrivé à vomir cette version.

Et cela devient même monstrueux cette propagande à usage d'indigènes quand, dans les moments de crise, c'est à l'Occident que l'on pense pour sauver sa peau, son argent et ses enfants. Combien de temps faut-il encore attendre pour décoloniser des décolonisateurs, leurs discours, leurs propagandes, leurs rapacités et leurs violences ? Jusqu'à quand cette génération va nous obliger à l'applaudir au lieu de célébrer nos ancêtres dans le calme, la paix et l'acceptation ?

### Ghardaïa

## 14 personnes sous contrôle judiciaire

Quatorze personnes présumées impliquées dans les échauffourées entre jeunes qu'a connues, dans la nuit de dimanche à lundi, la ville de Ghardaïa, ont été placées mardi soir sous contrôle judiciaire, a-t-on appris hier auprès de la cour de Ghardaïa.

Ces personnes, dont sept mineurs scolarisés, ont été interpellées en flagrant délit pour actes de «vandalisme», «destruction de biens publics et privés» ainsi que pour «coups et blessures sur corps constitué», a précisé la même source. Les mis en cause ont été placés sous contrôle judiciaire et l'enquête suit son cours pour déterminer les responsables de ces incidents qui ont secoué des quartiers

de Ghardaïa et les ksars de Mélika et Béni-Isguen, a ajouté la même source. Des affrontements récurrents et sporadiques entre jeunes (ibadhites et malékites) ont commencé au début du mois d'avril dernier dans le quartier séparant Théniet El Makhzen et Ksar Béni Isguen, avant de passer à un autre quartier entre les jeunes de Théniet El Makhzen et Mélika, suite à la construction illécite par un ibadhite, samedi dernier, d'un mur à Mélika bloquant l'accès à un cimetière malékite.

Actuellement, l'intervention des éléments des forces de sécurité a permis la maîtrise de la situation et un calme précaire, violé de temps à autre par des écoliers et autres provoca-

teurs, règne sur la ville où une partie des commerçants ibadhites ont baissé rideaux, en signe de «protestation contre le climat d'insécurité», selon leurs propos. Plusieurs imams et sages des deux communautés tentent d'user de leur notoriété pour apaiser les esprits et éviter que la situation ne dégénère vers des actes de casse, de pillage et d'incendie de magasins et autres biens.

Le wali de Ghardaïa a reçu mercredi en fin de matinée les représentants les plus influents des deux communautés afin de mettre en place des mesures concrètes visant à effacer les stigmates de ces incidents et éviter qu'ils ne se répètent.

Option **LIBERTY 1** de Djezzy Carte

**99 DA = 120 min**

EQUIVALENT À **957 DA\***



Avec Liberty 1 de Djezzy, pour 99 DA seulement, bénéficiez de 120 minutes de communications gratuites vers le réseau Djezzy, et d'une tarification avantageuse de 3.5DA/30secondes vers tous les réseaux nationaux, valables de minuit à 18h00. Pour en bénéficier, tapez \*720#.

Souscription valable 24h, sans cumul ou report des minutes non consommées.

\* Calcul basé sur le prix de la minute vers le réseau Djezzy sur l'offre Djezzy Carte 3,99 DA/30 sec soit (120min x 7,98 DA = 957,6 DA).

**DJEZZY** جازي

مرحباً بالغد  
www.djezzy.com

**Nouveau DLED 32L33**

Économisez jusqu'à **54%** sur votre consommation d'énergie



www.streamsystem.com



**Consommation Electrique**  
**MAX 55 Watts**

\* Ref: La consommation d'un TV LCD est en moyenne de 120W

**Garantie 5 ANS**

Disponible durant le mois de mai chez **UNC** 

Bab Ezzouar, Garidi, Aïn Defla, Bouira, Mostaganem.

Rejoignez-nous sur  
www.facebook.com/streamsystem

Écoute client 0560 012 841

## L'Algérie «regrette» la décision de la cour d'Agadir La grâce royale sollicitée pour le jeune Khoualed Islam

El-Houari Dilmi

Condamné, le 19 mars dernier, par le tribunal de première instance d'Agadir (sud du Maroc) à un an de prison ferme, une peine assortie de 400.000 dirhams de dommages et intérêts, le jeune Khoualed Islam revient au-devant de la scène avec la sollicitation de la liberté provisoire ou la grâce royale au profit de l'athlète algérien, a indiqué, hier depuis Blida, le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme (CNCPPDH), Me Farouk Ksentini. En effet, ce dernier a annoncé que son instance sollicitera « la liberté conditionnelle ou la grâce royale » au profit du jeune athlète algérien Khoualed Islam, détenu, au Maroc, depuis le 11 février dernier. « Si le jugement est définitif et que le père du jeune Islam n'introduit pas un recours, après 3 mois révolus, nous solliciterons la liberté conditionnelle, conformément aux dispositions fixées par la loi marocaine, en la matière », a encore indiqué M. Ksentini, cité par l'APS, en marge de la visite du groupe parlementaire d'amitié algéro-français au groupe alimentaire «Sim». Le président de la CNCPPDH a ajouté qu'en cas de « refus de la liberté conditionnelle, il est possible d'introduire, avec l'accord du père d'Islam, une demande de grâce royale », considérée, selon M. Ksentini, comme « l'ultime recours sur lequel de grands espoirs sont fondés pour être agréée ».

La Cour d'appel d'Agadir a confirmé, en appel, la peine d'un an de prison ferme, assortie d'une amende de 400.000 dirhams, prononcée en première instance.

Détenu depuis le 11 février, le jeune rameur Khoualed (15 ans) qui prenait part à un en-

traînement, à Agadir, avec l'équipe nationale de voile, est accusé d'« atteinte à la pudeur contre un mineur ». Dans une réaction à la confirmation de la peine de prison ferme prononcée à l'encontre du jeune athlète, l'Algérie regrette « vivement » la décision de la cour d'appel d'Agadir a indiqué, ce mardi, le ministère des Affaires étrangères.

Cette peine a été déjà prononcée, le 19 mars dernier, par le tribunal de première instance d'Agadir. « Nous regrettons vivement la décision de la chambre criminelle de la cour d'appel d'Agadir qui vient de confirmer une peine aussi lourde à l'encontre du jeune compatriote Khoualed Islam, alors que les éléments du dossier et l'absence de constitution et de caractérisation des faits allégués, laissent escompter une relaxe », a affirmé le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Amar Belani, dont les propos sont rapportés par l'APS. « Nous sommes profondément déçus par ce jugement et nous avons instruit nos représentations diplomatiques et consulaires d'examiner, en étroite coopération avec la défense, toutes les options possibles de libération du jeune Khoualed, allant de la demande de libération anticipée, en conformité avec les règles de bonne conduite, à la possibilité d'un pourvoi en cassation », a-t-il souligné. Le porte-parole du MAE a ajouté que l'Algérie a « demandé à sa représentation diplomatique à Rabat d'entamer les démarches auprès des autorités marocaines compétentes pour demander le transfert de notre ressortissant vers la ville de Casablanca, afin qu'il puisse être dans la proximité immédiate et sous la protection de notre consulat général établi dans cette ville », a-t-il précisé.

## Tizi-Ouzou et Boumerdès Sept terroristes abattus par les unités de l'ANP

Les unités de l'Armée nationale populaire (ANP), chargées de la lutte antiterroriste, ont réussi, dans deux opérations menées, mardi soir, à mettre hors d'état de nuire, sept terroristes et récupérer six armes automatiques, indique mercredi, un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Dans une première opération, quatre terroristes ont été abattus et trois fusils de type Kalachnikov ont été récupérés, lors d'une embuscade, menée dans la région d'Aghrib, dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Au cours d'une deuxième intervention, opé-

rée dans la région de Bouhmidane, située entre les wilayas de Boumerdès et Bouira, trois autres criminels ont été abattus et trois armes automatiques, ainsi qu'une importante quantité de munitions ont été récupérées, précise la même source. A travers ces deux opérations « menées avec succès », l'ANP réitère sa « fermeté et l'engagement irrévocable » de ses unités à « poursuivre, sans relâche, la lutte antiterroriste, dans l'ensemble du territoire national, pour anéantir tout agissement menaçant la sécurité du pays et la quiétude des citoyens », conclut le communiqué.

## Accidents de la route Quatre morts à Constantine et Tizi Ouzou



A. Mallem

Quatre personnes ont trouvé la mort, mardi soir, dans deux accidents de la circulation survenus à Constantine et Tizi Ouzou.

A Constantine, aux environs de 22h, au niveau du pont de la voie rapide longeant la cité Kouhil Lakhdar de Djenane Ezzitounne, un véhicule de tourisme de marque Range Rover, avec deux jeunes passagers à bord, a dérapé avant de franchir le parapet du pont et tomber, 6 mètres plus bas, dans le Rhumel. Les informations communiquées hier par la cellule de communication de la direction de la Protection civile de Constantine indiquent que le chauffeur du véhicule, un jeune âgé de 23 ans, identifié par les initiales A.D., a été tué sur le coup et son compagnon, S.H., âgé de 24 ans, a été transféré au service des urgences du CHU par l'ambulance de la Protection civile. Malheureusement, lui aussi n'a pas survécu à ses multiples

blessures. Dans la wilaya de Tizi Ouzou, deux personnes, un homme et une femme appartenant à une même famille, ont trouvé la mort dans un accident de la route survenu également mardi vers 18h dans la commune de Tizi Rached (25 km environ à l'est du chef-lieu de wilaya), a indiqué mercredi la Protection civile, citée par l'APS. Selon des témoins oculaires, l'accident a été provoqué par un véhicule léger roulant à vive allure dont le conducteur aurait perdu le contrôle. Il a percuté de plein fouet un fourgon de transport de voyageurs sur la RN 12 au lieu-dit Tamezguida. Le conducteur de la voiture âgé de 66 ans est décédé sur le coup. La femme, âgée de 28 ans, qui était avec lui est morte au cours de son transfert à la clinique privée de Chaib, proche du lieu de l'accident, a-t-on détaillé. 7 blessés ont été, par ailleurs, déplorés parmi les voyageurs qui étaient dans le fourgon. Deux blessés ont été soignés sur place par les éléments de la

Protection civile, tandis que les 5 autres ont été évacués vers la clinique de Chaib où ils ont reçu les soins nécessaires, a-t-on ajouté. Cinquante-sept personnes ont trouvé la mort et 819 autres ont été blessées dans 446 accidents de la route survenus à travers le territoire national durant la période allant du 30 avril au 06 mai 2013, ont indiqué mercredi les services de la Gendarmerie nationale dans leur bilan hebdomadaire. Par rapport à la semaine précédente, les unités de la Gendarmerie nationale ont relevé une augmentation du nombre de morts (+6) et une baisse de celui des accidents (-84). Concernant le nombre d'accidents, la wilaya de Sétif arrive en tête avec 22 accidents, suivie de Boumerdès (20), puis Blida et Batna (18 chacune). Les principales causes de ces accidents sont l'excès de vitesse, les dépassements dangereux, la négligence des piétons, le non respect de la distance de sécurité et le non respect de la priorité, selon la même source.

## Maghreb Emergent lance officiellement sa Web Radio

Mohamed Mehdi

« Bonjour et bienvenue sur « Maghreb M », la web radio de Maghreb Emergent ». Le coup de starter, en live, a été donné hier matin par Nejma Rondeleux, journaliste à Maghreb Emergent, avant de donner la parole à Ihsane El Kadi, directeur général et directeur de publication, pour une brève présentation de la nouvelle plate-forme radio du site économique qui fête son 3<sup>e</sup> anniversaire.

En fait, Interface Médias, la société éditrice de Maghreb Emergent, n'est pas à sa première expérience web. El Kadi Ihsane rappelle le site d'information « Algeria Interface », lancé à la fin des années 90, avant de s'arrêter en 2002. Puis une expérience avec l'édition Algérie du magazine Les Afriques (en 2007), avant le lancement en 2010, du journal en ligne. Avec tout ce background, Maghreb Emergent « n'est pas un pure player » du web, explique El Kadi. « L'environnement numérique en Algérie ne favorise pas l'émergence de pure player sur le net », principalement en raison de « l'inexistence de services » (comme le paiement électronique) et la réticence des annon-

ceurs, en particulier du secteur public qui sont totalement absents sur le segment de l'édition, « pas seulement sur Maghreb Emergent, mais également sur l'ensemble des sites web algériens », précise le directeur général du site. Si bien que dans la liste des annonceurs que compte Maghreb Emergent, ne figurent que les sociétés privées comme les opérateurs de téléphonie mobile (Djezzy et Nedjma), des sociétés d'assurances (Alliances Assurances...), et des industriels comme NCA Rouiba et le groupe Benamor.

Cette « réticence » des annonceurs publics (via l'ANEP), s'explique par une certaine « hostilité des pouvoirs publics envers les médias du web », explique Ihsane El Kadi. Si la publicité décline dans la presse privée, elle ne va pas sur les plateformes d'information sur le Net dont les tarifs sont pourtant largement inférieurs que sur les formats papiers. Selon El Kadi, les revenus du site pendant un mois sont l'équivalent d'une page de publicité sur un quotidien.

**LE WEB, LA LIBERTÉ  
DANS LE RESPECT  
DE LA DÉONTOLOGIE**

C'est ce qui pousse la plupart des sites d'information à « vendre du service ». Maghreb Emergent a donc choisi cette piste en optant pour une relation de « partenariat avec Le Quotidien d'Oran » qui se concrétise « par la publication de trois suppléments (Automobile, Economique, et TIC) par semaine ». Maghreb Emergent compte également lancer, d'ici octobre prochain, son magasin, toujours avec le même cachet de l'information spécialisée (économie, finances, énergie, enquêtes...).

Si le web est un « espace de liberté incontrôlable », ce qui explique la méfiance des autorités envers ce support technologique, il n'est pas synonyme, pour Maghreb Emergent, de publier tout et n'importe quoi. « Nous sommes pour la responsabilité du directeur de la rédaction » dans le format web, assure Ihsane El Kadi. Pour Saïd Djaaffer, Maghreb Emergent ne déroge pas aux règles professionnelles. « Nous exerçons notre liberté d'informer sans enfreindre les règles d'éthique et de déontologie du journalisme, avec ou sans reconnaissance des pouvoirs publics », ajoute le directeur des éditions de Maghreb Emergent.

OFFICE PUBLIC DE COMMISSAIRE-PRISEUR PRES LE TRIBUNAL D'ORAN  
Maître BENABDELLAH N.  
10, Rue Bahloul Ahmed – ORAN – Tél. / Fax : 041 33 53 29

# AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Le 20 Mai 2013 à 09 Heures au Parc d'Algérie Télécom \* Direction Opérationnelle des Télécoms  
d'Oran Ouest \* 116, Aspirant Hammou Mokhtar (St Eugène) ORAN

LOT N°	DESIGNATION	IMMATRICULATION	ETAT
01	RENAULT EXPRESS (Sans Carte Grise) RENAULT EXPRESS (Sans Carte Grise) RENAULT EXPRESS (Avec Carte Grise) MITSUBISHI L 300 (Carte Grise Domaniale) MITSUBISHI L 300 (Carte Grise Domaniale) MITSUBISHI L 300 (Sans Carte Grise) Matériel informatique	106.394.31 5715.00.16 (1997) 191.394.31 91.979 (1991) 91.973 (1991) 441.392.31 /	Vétuste
02	Lot de Boiserie Mobilier de Bureau Poteaux en bois	/	Usagé
03	Tube P.V.C.	/	Usagé
04	Lot de Ferraille (Au Poids)	/	Usagé
05	CAMION RENAULT Benne GLR 190 (Avec Carte Grise) FIAT FIORINO (Sans Carte Grise) FIAT FIORINO (Sans Carte Grise) VOLKSWAGEN (Sans Carte Grise) MITSUBISHI L 300 (Carte Grise Domaniale) MITSUBISHI L 300 (Carte Grise Domaniale)	6178.283.31 82 588 (1984) 5710.382.31 5617.382.31 91 976 (1991) 91.974 (1991)	Vétuste
06	CAMION RENAULT SG 2 (Sans Carte Grise) MITSUBISHI L 300 (Sans Carte Grise) MITSUBISHI L 300 (Carte Grise Domaniale) MITSUBISHI L 300 (Sans Carte Grise)	83 591 (1985) 00538.00.16 (1995) 91 983 (1991) 00855.00.16	Vétuste
07	RENAULT EXPRESS (Avec Carte Grise) RENAULT EXPRESS (Sans Carte Grise) MITSUBISHI L 300 (Sans Carte Grise) MITSUBISHI L 300 (Avec Carte Grise)	190.394.31 3234.00.16 (1997) 91 935 1933.391.31	Vétuste
08	Lot de Chute de Câbles (Au Poids)	/	Moyen

#### CONDITIONS DE VENTE :

- Les soumissions timbrées accompagnées d'un chèque de garantie et d'une copie de la CNI sous peine de nullité.
- Les visites sur autorisation du Commissaire-priseur les jours ouvrables de 9 H à 15 H.
- Voir cahier des charges.

Le Commissaire-priseur: Maître BENABDELLAH N.

EPE - ALGERIE TELECOM - SPA -  
DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS DE TLEMCCEN  
UNITE DES INFRASTRUCTURES PASSIVES  
NIS : 000216299033049

## APPEL D'OFFRES OUVERT N° DOT13/UIP/11/2013

La Direction Opérationnelle des Télécommunications de Tlemcen lance un appel d'offres pour la réalisation des travaux de canalisations et de chambres téléphoniques à :

**LOT 1 - BETTAÏM - MAGHNIA ; LOT 2 - CITE OMAR - MAGHNIA ; LOT 3 - HAMRI 2 - MAGHNIA ; LOT 4 - IBN SINA - MAGHNIA ; LOT 5 - CHEBIKIA - MAGHNIA ; LOT 6 - MESSALA - CHETOUANE ; LOT 7 - ADOU TAÏNE - TLEMCCEN ; LOT 8 - CNAS - HENNAYA ; LOT 9 - AÏN HADJER - HENNAYA ; LOT 10 - ZOUIA.**

Cet appel d'offre est ouvert aux entreprises qualifiées dans le domaine, catégorie I et plus.

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges contre le paiement de la somme de Deux Mille Dinars (2.000,00) Dinars auprès de :

**DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS TLEMCCEN  
DEPARTEMENT DE LA COMPTABILITE - RUE BEDJAOUÏ CHAOUCH –  
LES CERISIERS**

L'offre doit être accompagnée des pièces obligatoires énumérées dans le cahier des charges à savoir :  
Registre de commerce – Carte d'immatriculation fiscale – Extrait de rôle – Mise à jour (CNAS, CASNOS et CACOBATH) – Certificat de qualification I et plus – Casier judiciaire moins de 03 mois – Les références professionnelles - Planning des travaux etc.

La soumission est à présenter sous une enveloppe principale scellée comportant la mention suivante :

**A MONSIEUR LE DIRECTEUR OPERATIONNEL DES TELECOMMUNICATIONS DE TLEMCCEN  
SOUSSION A NE PAS OUVRIR  
APPEL D'OFFRES N° DOT13/UIP/11/2013  
« REALISATION DE CANALISATION ET DE CHAMBRES TELEPHONIQUES »**

Les enveloppes relatives aux offres techniques et financières doivent comporter obligatoirement la dénomination et l'adresse de l'entreprise soumissionnaire et présentée comme suit :

Enveloppe relative à l'offre technique

OFFRE TECHNIQUE  
Dénomination de l'Entreprise : .....  
Adresse de l'Entreprise : .....

Enveloppe relative à l'offre financière

OFFRE FINANCIERE  
Dénomination de l'Entreprise : .....  
Adresse de l'Entreprise : .....

Chacune de ces enveloppes scellées devra être identifiée en tant que telle. Toute soumission non appuyée de pièces énumérées dans le cahier des charges, sera rejetée.

La date limite de dépôt des offres est fixée à quinze (15) jours à partir de la 1ère parution de l'appel d'offres dans les journaux nationaux à midi (12 h 00).

L'offre doit être déposée dans les délais requis à l'adresse ci-après :

**DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS TLEMCCEN  
RUE BEDJAOUÏ CHAOUCH – LES CERISIERS**

L'ouverture des plis public, s'effectue au siège de la Direction Opérationnelle des Télécommunications de Tlemcen Rue Bedjaoui Chaouch – Les Cerisiers Tlemcen le même jour correspondant à la date limite de dépôt des offres à Quatorze (14) Heures.

Il est à préciser que les plis devront être remis directement à la date et l'heure limite de dépôt des offres. La validité de l'offre est fixée à cent quatre-vingt jours (180 jours) à compter de la date limite du dépôt des offres, délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé.

### Complexe Touristique

Pour la saison estivale

### Loue

\* **Pizzeria et Crèmerie**

\* **Supérette**

\* **Cafétéria**

Pour tout renseignement,  
veuillez prendre contact au

**N° 0550 16 84 81**

Equipement de qualité exigé

### Complexe Touristique

ORAN

**Donne en gérance  
une Plage attrayante  
au Complexe**

- Pour tous renseignements

Contacter le N° :

**0550 16 84 81**



#### LOCATION VACANCES ETE 2013

***Vous prévoyez vos prochaines vacances à Benidorm  
Vous voulez profiter d'un séjour agréable et relax  
en compagnie de votre famille ou avec vos amis  
Vous recherchez une SUPER LOCATION tout confort***

**NOUS AVONS TRES CERTAINEMENT CE QU'IL VOUS FAUT AU MEILLEUR  
PRIX ET AVEC TOUTES LES GARANTIES DE SERVICE ET SECURITE.**

**APPARTEMENTS, STUDIOS, VILLAS, BUNGALOWS, HÔTELS  
grand standing, super-équipés, avec piscine, garage, aires de jeux pour les enfants,  
pistes de sport, zones de diversions, centre médical et shopping à proximité...  
Nos locations sont situées en Première Ligne de plage, Levante et Poniente, au Rincón de  
Loix tout près de la mer, au centre-ville et dans les alentours de Benidorm.**

Soyez prévoyant (surtout si vous allez voyager après le ramadan), n'attendez pas la dernière minute pour réaliser votre réservation. **Confirmez votre location dès maintenant** et à votre arrivée vous recevrez des **entrées avec remises spéciales** pour les **Parcs d'attractions de Benidorm**.

**Pour plus de renseignements d'hésitez pas à visiter notre site  
www.benidarna.com ou bien nous consulter à notre email info@benidarna.com**

**BENIDARNA Consulting - Avenida, Jaime 1°, 20 - 03501 Benidorm (Alicante) ESPAGNE  
A votre service Tél : + 34 96 680 97 89**

### Annulation de l'Appel d'Offres

#### National et International

**N° 01/2013 SITEL**

**SITEL (Société Industrielle Algérienne**

**de Télécommunications) informe l'ensemble**

**des soumissionnaires que l'appel d'offres à la concurrence**

**National et International pour la fourniture**

**Equipements Sécurité d'Entreprise est annulé.**

### Annulation de l'Appel d'Offres

#### National et International

**N° 02/2013 SITEL**

**SITEL (Société Industrielle Algérienne**

**de Télécommunications) informe l'ensemble**

**des soumissionnaires que l'appel d'offres à la concurrence**

**National et International pour la fourniture**

**Equipements d'Accès est annulé.**

# ■ Une révision de la Constitution... et après ?

**Il n'y a pas de doute que la révision de la Constitution est parfois nécessaire pour permettre au pays et à la nation de s'accrocher aux grands changements qui surviennent à l'intérieur et de s'adapter à l'évolution du monde.**

Par Aissa Hirèche

C'est d'ailleurs à cette fin que toute Constitution, à travers le monde, comporte les mécanismes de sa propre révision. Mais de là à en faire un caprice ou une habitude en soi, il y a toute une différence. Il y a bien des choses plus faciles à manier et plus simples d'accès, qui peuvent – et qui doivent – être changées chez nous avant de passer à la Constitution. Il y a des priorités beaucoup plus pressantes aussi.

Depuis l'indépendance, le peuple a vu passer plusieurs Constitutions. Il n'en a pas vraiment senti la différence. Et si jamais il faisait une liaison entre l'évolution de son quotidien et ces changements de Constitution qui ont jalonné les cinquante années passées, alors il devrait indiscutablement tirer une conclusion dramatique. Il constaterait, en gros, que tous ces changements de Constitution ont été inutiles, ou presque, du moment que, et à part celle qui a mis fin au règne du parti unique et introduit le multipartisme, aucune Constitution n'a apporté de réels améliorations dans sa vie de tous les jours. La Constitution de 1989 a été celle qui a le plus marqué le changement de la société algérienne car, et en plus du multipartisme, elle avait aboli les «limitations à la jouissance des droits de l'homme» et elle a promu les libertés fondamentales.

## LE PAYS A-T-IL VRAIMENT BESOIN DE REVOIR SA CONSTITUTION ?

Le pays a-t-il vraiment besoin de revoir sa Constitution ? C'est une question qui mérite d'être posée. Si l'on n'a pas su gérer le pays depuis cinquante ans, ce n'est certainement pas à cause de la Constitution. Oh, oui, bien sûr que la Constitution n'est pas parfaite, bien sûr qu'elle traîne quelques imperfections par-ci et quelques insuffisances par-là, mais tel est le cas pour toutes les Constitutions du monde. Est-ce pour cela que l'on doit la refaire à chaque coucher de soleil pour la décapiter à l'aube comme faisait le roi Chahriar avec ses épouses avant de se laisser séduire par les contes de Shahrazade. Cela ne sert absolument à rien. La preuve, depuis le temps que nous changeons de Constitution nous ne sommes toujours pas arrivés à améliorer notre situation. Nous n'avons pu ni changer ni rendre meilleures nos méthodes de gestion. La dégradation du pays est toujours visible, la détérioration de nos repères est sans cesse croissante, notre sous-développement est toujours en marche et notre malaise est de plus en plus étouffant. Même les détournements de fonds, la corruption et les dilapidations de deniers publics se font de plus en plus envahissants... Alors, à quoi bon changer de Constitution encore une fois ?

Ce qu'il nous faut changer c'est d'abord et surtout la manière de gérer et, bien sûr, pour y arriver, il est nécessaire de changer de mécanisme dans la fourniture de l'Etat en hommes. On devrait en finir, une fois pour toutes, avec ce clientélisme qui renferme le pouvoir dans le même puits sombre et infect. Sortons donc de ce puits qui nous est imposé !

Allons chercher nos responsables loin du clientélisme et loin de toutes ces habitudes répugnantes. Choisissons les avec la logique et le bon sens. Sur la base de leur compétence, au regard de leurs mérites et de leur honnêteté. Pourquoi nous tuer à vouloir trouver de la chaleur dans la glace ? Pour nous tuer à chercher la vie dans les cadavres décomposés ? Pourquoi tant d'entêtement à vouloir trouver les belles lettres chez ceux qui ne savent ni lire ni écrire.

Cette fascination ridicule pour un passé lointain et ce vouloir s'accrocher à un présent insensé et évanescant nous ont fait perdre cinquante ans et quelques mois. Et si nous continuons avec la même méthode et la même manière, nous en serons toujours à nous chercher une identité, une baguette et, par-dessus tout, de gros mensonges pour aider à passer la vie d'une nation.

## IL Y A AUTRES CHOSSES AUSSI

Depuis qu'il n'y a plus de prophètes sur terre, les miracles ont cessé de fonctionner tant pour les individus que pour les peuples. Il n'y a plus de baraka qui tienne et il ne pleut jamais de l'or ou de l'uranium enrichi sur la tête de ceux qui s'engouffrent dans le sommeil. L'histoire raconte que la réussite des nations qui ont pu retrousser les manches pour se hisser, à bras le corps, vers les cimes du respect et le soleil de l'humanité n'a pu être possible qu'à partir du moment où elles ont cessé de perdre leur temps à faire et à défaire leurs constitutions. Et plutôt que de faire traîner leurs pays dans les longues discussions inutiles, ennuyeuses et infructueuses, ces nations-là ont préféré travailler.

Travailler, c'est le mot d'ordre des nations qui refusent de rester à la traîne. C'est aussi le leitmotiv de tous ceux qui ont pu, un jour, se réjouir d'avoir pu accomplir quelque chose dans leur vie pour eux-mêmes, pour les leurs ou pour leur pays. Travailler, c'est ne jamais donner ses mines d'or à des escrocs pour les vider et s'enfuir. Travailler, c'est ne jamais ouvrir les vannes de pétrole à des voyous qui s'en nourrissent jusqu'à la lie et s'enfuient avec la bénédiction silencieuse de ceux qui devraient les arrêter. Travailler c'est ne jamais se faire avoir par des voleurs et des traîtres, travailler c'est aussi refuser d'exécuter l'ordre de ceux qui vous pressent de verser l'argent des entreprises publiques dans les caisses de Khalifa Bank pour qu'il disparaisse le lendemain... Tout cela parce que travailler c'est certes suer mais c'est aussi, et surtout, avoir l'envie ardente de défendre son travail, son effort et le fruit de toute peine. Lorsqu'on travaille, on est occupé par l'avenir et les générations à venir. On est sans cesse en train de préparer le lendemain du pays au lieu de passer la vie à creuser son hier et à vouloir s'accrocher à l'air.

Non, ce n'est pas une nouvelle constitution qui nous aidera à résorber notre stupéfiant déficit en logements. Ce n'est pas cela non plus qui nous permettra d'améliorer le fonctionnement de nos hôpitaux et le produit de nos universités. Ce n'est pas une révision de la Constitution qui nous fera chercher une adéquation entre ce que nous formons à l'école et ce dont nous avons besoin sur le marché du travail. Tout cela, on peut le faire quelle que soit la Constitution, pour peu qu'on ait un peu de compétence, de conscience et de volonté de bien faire les choses.

Malheureusement, les compétences, nous les avons jetées dehors. Et nous ne cachons pas notre réjouissance. Dernièrement, un de nos ambassadeurs qui voulait épater son audience disait qu'il pouvait parler la tête haute car les algériens dans le pays hôte n'étaient pas venus balayer les rues ou bâtir des murs. «Les algériens venus ici, insistait-il, sont tous

des cadres». Ce n'est pourtant pas un sujet de fierté, loin s'en faut, que d'avoir ses cadres jetés dehors !

La conscience, nous lui avons mis un oreiller sur la bouche et nous lui avons laissé les bras libres pour qu'elle exerce sa nouvelle fonction : Applaudir. Toujours applaudir et sans cesse applaudir. Au moindre mot, au moindre geste la conscience applaudit. Pour un oui, pour un non et souvent pour beaucoup moins elle se met à courir dans les rues, à klaxonner et à applaudir. La conscience, nous l'avons aussi engloutie sous des salaires insultants et nous lui demandons de juste lever le bras ou d'être absente lors des débats importants.

Quant à la volonté de bien faire les choses, eh bien, nous la tournons sans cesse en ridicule sur la place publique ! Ceux qui veulent faire les choses correctement, conformément aux lois et aux valeurs sont la risée du pays. Ils sont les moins aisés et les plus frappés par la misère qui commence à sévir malgré l'extrême richesse du pays. Finalement, on peut avoir toutes les Constitutions du monde si l'on veut. Les plus belles, les plus grandes et les plus détaillées, on ne changera rien tant que le comportement économique et social de l'algérien demeure le même. Il y a beaucoup à faire à la base depuis que l'école s'est mise à détruire systématiquement chez l'écolier le raisonnement et la logique. Il y a beaucoup à faire aussi depuis que les mauvaises valeurs se sont mises à chasser les bonnes sur les ruelles de notre république. La Constitution n'est pas tout. Non, elle n'est pas tout, finalement.

## NOUS EN SOMMES TOUJOURS À...

Réviser la Constitution ne servira certainement pas à nous ôter cette fâcheuse manie que de nous mesurer toujours à nous-mêmes. Depuis l'indépendance, nous mesurons notre progrès en comparons notre aujourd'hui à notre hier. Et nous évaluons nos réalisations en calculons la différence entre ce que nous avions et ce que nous avons. La belle affaire !!!

Le discours qui nous a toujours servi depuis l'indépendance est celui qui met en avant le nombre d'hôpitaux, de kilomètres de routes, d'universités, de lo-

gements, de lycées... construits en tant d'années, généralement un mandat. Or, il est tout à fait normal que l'on ait construit quelque chose quand même, on ne peut pas ne rien faire. Mais lorsqu'on n'a pour modèle que soi-même, on ne progresse réellement jamais.

Ce qu'il faut nous dire c'est plutôt ce que nous avons réalisé par rapport à nos moyens, par rapport aux autres pays qui sont à notre niveau et surtout, par rapport aux besoins réels du peuple. Et là on constate le décalage. On évalue la pagaille. Est-ce que réviser ou même changer de Constitution nous aiderait à résoudre ces problèmes ? Sincèrement, non ! De ce fait, il est clair que nos problèmes quotidiens n'ont rien à avoir avec la Constitution dont la révision en cours est, peut-être, nécessaire mais elle n'est ni urgente ni vitale pour le quotidien du peuple.

Lorsqu'on voit le nombre de changements auxquels nous avons soumis notre Constitution, on a l'impression que nous cherchons une mise à jour quotidienne de notre société aux évolutions de son environnement. En réalité, nous en sommes toujours loin. Nous continuons toujours, c'est-à-dire cinquante ans après l'indépendance, à faire de longues files devant les guichets de Sonelgaz pour payer des factures anormalement salées, tandis qu'ailleurs, les gens paient ces factures par internet ou au premier distributeur de billets. Nous en sommes toujours à faire de longues files devant les guichets de la poste pour retirer notre salaire alors que, ailleurs, cela ne demande pas plus de cinq minutes. Juste le temps de s'arrêter au premier coin de rue, à la première station-service et de retirer du distributeur de billet ce dont on a besoin. Nous en sommes toujours à tenir des heures dans la file pour retirer un extrait de naissance dans une mairie le plus souvent bondée alors que, ailleurs, les gens retirent cela de chez eux, de leur imprimante, sans même se déplacer ! Le gouvernement électronique est une réalité qui est déjà ancienne chez certain. A quand sera notre tour ? après la mort peut-être ? Cinquante ans que nous sommes indépendants et le mépris dont est victime l'Algérien a fait qu'il ne bénéficie d'aucune facilité, à la différence de tous les citoyens des autres pays du monde. Est-ce de la faute de la Constitution aussi ? Non.



# Tunisie : la constitution en un débat houleux

Rendu public le 22 avril 2013, après 18 mois d'une pénible gestation, le texte portant avant-projet de la Constitution tunisienne a très tôt provoqué moult réactions et pas toutes en sa faveur.

Par Abdelkader Leklek

Déjà avant sa diffusion, plusieurs hommes et femmes de loi, sollicités par le président de l'assemblée nationale constituante, Mos téfa Ben Jaafar, pour apporter des ajustements au contenu de la constitution, avaient décliné l'invitation. Mais en réaction, la fine fleur des juristes et des constitutionnalistes tunisiens, dans le cadre des travaux de recherche de l'Association de recherche en droit constitutionnel, et également de l'Association de recherche sur la transition démocratique, avait organisé le jeudi 2 mai 2013, une rencontre durant laquelle une lecture critique du projet de constitution a eu lieu. Cela s'est passé à Tunis dans la salle des conférences de l'hôtel Afrika-El-Mouradi, à partir de 15 heures, avec la participation d'environ 400 personnes. 13 communications furent présentées. Elles avaient concerné, le caractère civil de l'Etat, les droits de la femme, en passant par la liberté d'expression, les trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, pour finir en traitant du régime des élections et de l'institution sécuritaire. Les organisateurs de cette rencontre, avaient averti qu'il ne s'agissait, nullement pour eux de cautionner ou bien désavouer la philosophie portée par le texte. Leurs travaux participaient au débat dans sa dimension académique. Le déroulement du colloque était conduit par les éminents spécialistes des questions de droit, que sont limitativement, Yadh Ben Achour, ancien président de la Haute instance de réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique. Slim Laghmani juriste prolifique et ancien membre au sein comité des experts de la même instance. Saddek Belaïd, ancien doyen de la faculté de droit de Tunis, les professeurs de droit, Salsabil Klibi, et Salwa Hamrouni, farhat Horchani et bien d'autres grosses pointures du domaine.

**Sournois comme ils l'ont toujours été, et qui persistent à l'être. Rompus à la pratique du double langage, les élus du parti islamiste tunisien à l'Assemblée nationale constituante avaient bien ciselé leur ouvrage, en pratiquant silencieusement le subterfuge, cette technique, qui consiste à s'illusionner en avançant un mensonge et d'y croire après. Pour filouter et se blouser soi-même, en premier et ensuite entraîner tous les autres, en les séduisant pour les embobiner.**

l'arabe et son régime la république». Mais avec une amputation du déterminant emblématique à l'époque, indépendant. D'ailleurs durant les travaux préparatoires, lorsqu'il s'était agi de constitutionnaliser la Chari'a, comme source fondamentale du droit en Tunisie, ou bien seulement l'une de ses sources. Et quand cette option commençait à bloquer, et que cela débordait sur la rue, Rached Ghanouchi, était intervenu pour décider, en déclarant d'une façon péremptoire et sibylline, qu'il ne voyait aucun

inconvenient à reprendre, tel quel, le premier article de la loi fondamentale de 1959. Qu'a cela ne tienne, toujours disciplinés selon les dogmes du parti, les constituants nahdhaoui, avaient saisi au vol le message, et exécution de l'ordre fut livrée aux tunisiens, à la lettre. Néanmoins, ça n'a pas berné tout le monde. Et le premier à dégainer fut l'écrivain Abdelwahab Meddeb. Qui en sémanticien averti, proclame : «Ce texte est pervers, bavard, confus. Pervers, il l'est pour ce qui concerne les références à l'islam». Bien vu, car là se terre, réside et crèche le plus grand point de discord sur le projet de société, entre une partie et l'autre des tunisiens. Sournos comme ils l'ont toujours été, et qui persistent à l'être. Rompus à la pratique du double langage, les élus du parti islamiste tunisien à l'assemblée nationale constituante, avaient bien ciselé leur ouvrage, en pratiquant silencieusement le subterfuge, cette technique, qui consiste à s'illusionner en avançant un mensonge et d'y croire après. Pour filouter et se blouser soi-même, en premier et ensuite entraîner tous les autres, en les séduisant pour les embobiner.

Selon Meddeb, c'est : «amateur et maladroit comme stratégie, car dire une chose au premier article et déclarer son contraire dans l'avant dernier, dénote la chafouinerie linguistique et la filouterie dans le projet politique euphémiquement déclamé». Pour Meddeb le fait que le projet reprenne le premier article de la loi de 1959, n'est pas en soi une régression, mais c'est l'artifice dont il est l'objet, pour insidieusement entamer la première étape de concrétisation d'un projet de société porté par les islamistes, qui l'est. A son avis l'action de faire mentionner dans le dernier article du projet que : » Est exclue toute révision constitutionnelle portant sur : L'islam comme religion d'Etat», procède d'un glissement de sens qui transforme le descriptif en prescriptif. Et de poursuivre : «s'il dispose d'une identité religieuse déterminée, exclusive, comment l'Etat peut-il être civil, fondé sur la citoyenneté, la volonté populaire, la transcendance du droit, comme l'affirme l'article 2 ? Comment peut-il être protecteur de la religion, chargé de la liberté de croyance, de la pratique des cultes ? Il conclura tranchant en disant : » Aussi cette constitution, est-elle plus idéologique que juridique. Si elle est adoptée, ce sera le désastre de la régression et la voie ouverte vers la théocratie et la clôture archaïque. Si elle est rejetée, la crise perdurera et la légitimité des islamistes, et au-delà d'eux, des constituants toutes couleurs confondues, sera encore plus érodée. En somme, la révolution continue». De son côté le collège de juristes constitutionnalistes, n'était pas également allé de main morte. La plupart d'entre eux, reprochaient aux membres de l'assemblée constituante, d'avoir décidé de jouer solo, sans consultants spécialisés. Ils y sont allés franchement et n'ont pas lésiné sur griefs pour travailler au corps, les concepts, les théories et les idéologies que véhicule l'avant projet de constitution. Yadh Ben Achour, dira : n'est ni la pire ni la meilleure constitution au monde. C'est sa réponse au président de l'assemblée constituante, qui déclarait le 23 avril 2013 que la Tunisie disposera de l'une des meilleures constitutions au niveau mondial. Il motivera ensuite son attitude d'avoir refusé de participer à la rédaction du texte proposé aux tunisiens depuis le 22/04/2013, par : «la présence de certaines personnes qui ont collaboré avec l'ancien régime et avec lesquels je ne m'assoierai jamais à la même table». Quand à Farhat Horchani, caustique, il dira : ce projet de Constitution n'est pas à la hauteur des aspirations populaires. «Ce projet a coûté beaucoup de temps et surtout beaucoup d'argent. Selon nos estimations, la Constitution a coûté quelque 114 milliards jusqu'à maintenant, pour un résultat en dessous des attentes», assénera-t-il.

Mais ce sera l'ancien doyen de la faculté de droit Saddek Belaïd qui annoncera finalement haut et fort, ce que tous avaient timidement effleuré, c'est-à-dire selon lui, l'âme du projet, qu'il qualifiera

d'ailleurs, de théorie du complot. Il choisira de dénoncer les non-dits, les sous-entendus et les informules. Pour lui, la Constitution est devenue politique, non un instrument juridique, elle est otage de tiraillements partisans des uns et des autres. Il dira : «Ce que veulent certains c'est changer le modèle de la société tunisienne, et ce projet de Constitution vise justement à réaliser cet objectif, en utilisant la politique des étapes», accentuant son propos il avertira, que : «le pouvoir exécutif actuel est un instrument partisan visant à renverser la démocratie et à instaurer le califat». Il terminera ainsi son intervention en disant : «Nous sommes dans une guerre, la face apparente de l'iceberg est la Constitution et la face cachée est un projet de chamboulement de la société tunisienne. Certains veulent entretenir le flou afin de créer un climat propice à l'application de leurs desseins». De son côté le mouvement Nida Tounès, le mouvement conduit par Béji Caïd Sebsi, qualifie l'avant projet d'ambigu, de contradictoire et de dangereux. Le texte prône l'esprit de l'exclusion étant donné que les Tunisiens binationaux n'ont pas le droit de présenter leur candidature. En outre, il regrette que le candidat doit être, le jour de dépôt de sa candidature, âgé de quarante ans au moins et de soixante quinze ans au plus et jouir de tous ses droits civils et politiques. Abondant le même sens, Amine Mahfoudh, professeur spécialiste en droit constitutionnel, pense que : «c'est aller contre la volonté populaire, que de fixer une limite d'âge ou d'ailleurs toute autre limite. Même en ce qui concerne l'âge minimum, je suis favorable à l'âge de la majorité». Et Loghmani de rencherir en disant que : «les contradictions touchent même l'égalité entre les citoyens, puisque l'article 72 du projet, exclut les non-musulmans du droit à se présenter à l'élection présidentielle, ce qui, selon lui, est un mauvais signal en direction des minorités, il faudrait laisser le peuple s'exprimer». A ce sujet, dira-t-il, seules 8 constitutions sur 135 à travers le monde limitent l'âge du candidat à la présidence, dont celle du Tadjikistan, et 7 dans des Etats d'Afrique subsaharienne.

Mais, les fins limiers, observateurs du petit univers politique tunisien, sur-surent que, cet article a été taillé sur mesure pour barrer la route à Caïd Essebsi et pour l'empêcher de se présenter contre un candidat islamiste à la prochaine présidentielle. Ce qui n'est pas, et de loin sans danger, pour ce courant. Pareille candidature mettrait un mal les nahdhaoui, qui commencent à perdre de leur aura des premiers jours. D'ailleurs dans un sondage publié par, filiale locale de la société TBC Partners, concernant l'état de l'opinion entre le 30 avril et le 01 mai 2013, à travers une enquête réalisée aux moyens de supports informatiques, et portant sur la réaction du tunisien après l'annonce faite par Béji Caïd Essebsi, le 28 Avril, de présenter sa candidature à la prochaine présidentielle tunisienne. 50% sur les 920 personnes, d'entre les sondées, selon des quotas incluant l'âge, le sexe et la localisation géographique, pensaient que Caïd Essebsi avait bien fait d'annoncer sa candidature, contre 40% qui pensaient le contraire. Ceux qui sont pour, motivent leur choix par le fait qu'ils jugent Béji Caïd Essebsi comme étant un homme d'Etat à même de redresser la situation du pays. Ceux qui s'opposent, disent eux, qu'Essebsi n'avait plus sa place considérant ses anciennes positions et son bilan, mais surtout que l'avenir de la Tunisie appartient aux jeunes. Les autres analyses du texte ont concerné, l'absence dans le préambule, de références à l'engagement de la Tunisie à respecter les chartes et lois internationales, d'un côté. Et de l'autre, la non mention dans ce préambule de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Et qu'en fin l'exorde du texte est éminemment politique qu'elle ne peut être soumise à l'expertise des spécialistes, puisqu'en tout état de cause ils ne pourront rien y changer. Toutefois les puristes d'entre les exégètes affirment que : » la reconnaissance de l'universalité des

droits humains est restreinte par le particularisme culturel, référence hautement discriminatoire et liberticide». Et que le champ sémantique religieux qui imprègne le texte dès son entrée, fait planer le doute sur la place accordée à la civilité de l'Etat. Et pour confirmer cette orientation véhiculée par projet de constitution, Farhat Horchani cite à titre d'exemple de forte teneur religieuse, la référence aux principes de l'Islam. Un concept flou, qui selon lui, pose encore une fois, des problèmes au niveau de l'interprétation que peuvent en faire certains.

«Qui peut dire, aujourd'hui, dit-il, quels sont les principes de l'Islam? Est-ce que la polygamie en fait partie ? Il existe beaucoup d'écoles de pensée islamique, il faudrait donc préciser quels sont exactement ces principes». Pour ma part et sans la moindre prétention d'ingérence, dans le houleux débat tuniso-tunisien, j'ai quand même relevé deux nouveautés. La première concerne l'adjonction à l'historique devise de l'Etat tunisien, Liberté, Ordre et Justice, le terme de Dignité en une reformulation nouvelle ainsi classée : Liberté, Dignité, Justice, Ordre. Cet heureux rajout de cette notion dont tous les êtres humains devraient bénéficier, est à mentionner. Ce concept est qualifié par le philosophe français, Paul Ricœur de : «chose due à l'être humain du fait qu'il est humain». La seconde nouveauté a trait à un point pour le moins inattendu dans un préambule de constitution. Il s'agit de cette sentence : «défendant les luttes des opprimés en tous lieux, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les mouvements de libération justes, et en premier lieu le mouvement de libération palestinien». Dès lors plusieurs questionnements se sont imposés. Un préambule de constitution est logiquement établi pour durer. Doit-on conclure que c'est ce que souhaitent ses rédacteurs, à la lutte du peuple palestiniens ; qu'elle perdure ? Par ailleurs et au-delà de cette symbolique à la limite de l'affirmation essentiellement émotionnelle d'un principe, qu'apporterait cette solennelle déclaration de concret à la lutte du peuple palestinien ? Serait-ce de la pure fantaisie discursive destinée à une partie de l'opinion publique tunisienne pour l'illusionner sur l'intérêt, jusqu'à preuve du contraire, sur papier, qu'accordent les rédacteurs de la constitution tunisienne, à la libération de la Palestine ? Bizarre, bizarre ce grandiloquent message, coup d'épée dans l'eau au final, si ce n'était ses destinataires, les frères musulmans de palestine. Ainsi à travers tous ces exemples, transparait la duplicité de l'être humain dans toutes les réalisations qu'il entreprend. Elles dénoncent ses inclinations. Soit, comme dirait l'autre, et sans surprise, car les chiens ne font pas de chats, et que les guêpes ne donnent pas de miel. Cependant, le remarquable dans toutes ces controverses demeure malgré tout, d'un côté, la continuité débat en Tunisie. Et de l'autre la non abdication devant l'adversité, du peuple et de certaines institutions. Et j'en veux pour preuves l'acquiescement le 2 mai, du doyen de la faculté des lettres, des arts et des humanités de Manouba, Habib Kazdaghli, dans le procès éminemment politique, à travers lequel s'affrontaient deux projets de société, l'un moderne et l'autre archaïque, selon les protagonistes, et où l'universitaire comparaisait comme accusé d'agression sur deux étudiantes en niqab.

Après moult reports, expertises, et autres mesures d'instruction, les deux étudiantes ont été, condamnées à deux mois de prison avec sursis, pour atteinte aux biens d'autrui et préjudice à un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions. Mais aussi je salue l'héroïque résistance des populations du gouvernorat de Kasserine, sorties en une imposante manifestation, pour soutenir leurs forces de sécurité et pour dire non aux terroristes et à leurs menées meurtrières à partir des maquis du djebel Chaambi à l'extrême ouest du pays. C'est aussi cela la Tunisie, un pays dont les citoyens refusent d'obéir aux dictats venus du minuscule émirat grenat du golfe, et de se soumettre à la politique du fait accompli de leurs frères du pays du jasmin.

# ■ Quand le café dépoussière la toile littéraire

«La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert.»<sup>1</sup>

Par B. Khelfaoui

Il fut un temps, appelé nostalgiquement « Bon Vieux Temps », où le simple fait d'évoquer, avec un double ton, gustatif et olfactif (dit-on !), le mot - tant chose qu'outil - « Café », laisser dégager une sensation pavlovienne sous l'effet de laquelle tous nos sens (y compris le sixième, au grand dam des forçats de la plume qui peinent alternativement, entre prose et rimes, sous le joug des boulets de la page blanche... !) se hâtaient à occulter, le temps de savourer les délices enchantées qu'offraient la mystérieuse tasse - paraît-il, hantée - dont les secrets et énigmes, tant vantés, - n'en déplaise aux voyantes, dignes du monde de Dante ! - demeurent des voies impénétrables, les attentions sous les œillères desquels ils étaient emprisonnés...

Une tasse de café ! Voilà une expression dont la charge sémantique - linguistique, philosophique voire générative -, qui mérite plus qu'un espace de colonnes journalistiques (loin de nous la prétention d'oser nous hasarder dans une telle aventure réservée aux initiés...) porte en elle plus d'une éruption régénératrice...

De la torréfaction subtile de nos grand-mères qui utilisaient ingénieusement leurs Tagine et Kanoune d'où s'en dégageait une senteur exotique plus qu'ensorcelante notamment en période enivrante de Ramadhan - ne garde-t-on pas une « nostalgicafe » devenue comme un mythe des mille et une tasses... ! - aux épiciers torréfacteurs parfumés à longueur de journée par les marques les plus aromatiques de cette boisson favorite, plusieurs eaux ont alimenté et coulé sous les bras des machines de presse de ce dynamisant... !

Chemin faisant, ce contenant de vertus et méfaits<sup>2</sup>, se verra glorifié par le baptême du « café de la Place du Palais-Royal »<sup>3</sup> ! Un « Café littéraire », un espace, un refuge, une bouffée d'oxygène, un bouillonnement culturel et intellectuel où trouvaient du plaisir et de l'opportunité spatiotemporelle à se regrouper les gens de Lettres et de culture... Ainsi, et au fil des grains dorés des sabliers de l'activité intellectuelle caractérisant la civilisation humaine, cet espace s'est imposé comme un site incontournable tant dans l'échange et le partage que pour régénérer et promouvoir la création artistique en général et littéraire en particulier...

La ville des eaux, où s'étaient abreuvés « (...) De Jules Verne à Habib Sayah en passant par Guy de Maupassant, Isabelle Eberhardt, Nadia Ghaïem, Arezki Mellal, Danielle Djamilia Amrane-Minne, Aïcha Bouabaci, Achir Kerroum et Abdelkader Khelil. Saïda, vénérée, étalant sa beauté et résistant aux convoitises. (...) Une pléiade d'auteurs qui consacreront le berceau de leur enfance, exprimant entre les lignes de leurs productions littéraires un attachement indéniable au passé, au présent et à l'avenir de Saïda.

Le rayonnement de ce que fut leur ville est repris dans une forte émotion

nostalgique mais aussi empreint d'une espérance à chaque fois renouvelée »<sup>4</sup>, ne pouvait demeurer sourde, tentée par le chant envoûtant des sirènes momifiées dans les étagères poussiéreuses des bibliothèques colonisées par les toiles d'araignées... Digne mère ayant enfanté sur ses pages des plumes phares et fertile mer ayant offert sur ses rivages de superbes perles rares, elle ne pouvait que donner, encore une fois, une renaissance d'un petit coin phénoménal au sein de son théâtre régional, arraché au calendrier tumultueux de l'actualité sociopoliticoéconomique, une louable initiative perçue, conçue, pensée et pansée par des Gens de Lettres entre autres: le directeur du Théâtre Régional de Saïda, le Dr OUARDI Brahim et l'écrivaine BOUABACI Aïcha... En effet, Si « Les années lumière de l'apogée culturelle de la ville nous sont remémorées à travers les écrits littéraires, comme pour nous suggérer implicitement que ce passé, pas si lointain, pourrait être ressuscité. L'espoir est permis. Il suffit de croire fortement au rêve heureux, celui des enfants de cette citadelle de toutes les convoitises. L'histoire de toutes les villes est une histoire d'élite, de conception avant-gardiste, de gestion dans le temps et le lieu de communication et de rapprochement des uns des autres, pour la même cause : construire ensemble nos rêves collectifs. »<sup>5</sup>, ce Café Littéraire, qui a, chaque première semaine du mois du semestre écoulé, invité des plumes telles que : BOUABACI Aïcha, ZAKAD Abderahmane, MAKHLOUF Ameur, BOUZIANE Benachour et récemment HAMID Grine, non seulement illuminera les sentiers de la gloire mais contribuera, par sa pierre angulaire ajoutée à l'édifice, à la restauration des ruines d'un âge d'or communément appelé « Les Années Soixante Dix » ! Et comme il n'est pas interdit de nourrir l'espoir d'un horizon meilleur, « On doit continuer à chercher pour trouver. Quand le soleil se perd dans la nuit, l'espoir guette un reflet »<sup>6</sup>, de telles initiatives, plus que vivifiantes, qui investissent pour tout un projet de société en manque de repères, doivent susciter non seulement l'admiration voire l'encouragement de la société civile mais principalement et « obligatoirement » la foulitude des intellectuels dissouts dans la plèbe anonyme à la quête insatiable pour farcir les tubes digestifs « Ce n'est pas le champ qui nourrit, c'est la culture »<sup>7</sup> ... Sinon, et Dieu Tout Puissant nous en préserve, « Vivre sans espoir, c'est cesser de vivre »<sup>8</sup>... !? Bon courage et bonne continuation pour les hommes et femmes qui travaillent et prennent de la peine pour maintenir allumée, dans les bas fonds ténébreux, la bougie de l'espoir... Amen !

Notes

- 1- André Malraux, Hommage à la Grèce
- 2- La science a démontré l'existence tant de vertus que de méfaits de la caféine
- 3- Premier «Café littéraire» qui serait fondé en 1681, l'un des premiers cafés de Paris, rebaptisé, en 1715, pour devenir «Café de la Régence»
- 4, 5- REMMAS Baghdad, «El Watan» du 20/03/2010
- 6- Citation de Louise Célinas
- 7- Proverbe russe
- 8- Citation de Fiodor Dostoïevski

# ■ Le monde de demain

Alors que des conflits internes continuent de fragiliser plusieurs pays, les mondialistes se réjouissent de voir leur projet progresser. Les fauteurs de troubles sont en train d'instaurer un nouvel ordre mondial. Il s'agit en fait d'un monde étrange dont voici les principales caractéristiques.



Par Belhaouari Benkhedda\*

## LE GOUVERNEMENT MONDIAL

Au lendemain de la guerre froide, les vainqueurs ont décidé de dévoiler un projet nommé « nouvel ordre mondial ». Selon le professeur Pierre Hillard, auteur du livre « La Décomposition des nations européennes », paru aux éditions François-Xavier de Guibert en 2005, « le but est de créer de grands blocs géoéconomiques standardisés européens, nord-américains, sud-américains, asiatiques, etc. au sein desquels les nations seraient broyées et dont la réunion constituerait l'armature d'une gouvernance mondiale. » Les promoteurs du projet ne se cachent plus pour dire : « il n'y aura pas un retour à la normale. Il faudra soit accepter un désordre général, soit mettre en place un ordre planétaire avec un gouvernement mondial. » Selon eux, pour devenir un citoyen exemplaire dans le monde futur qui sera nomade et sans frontière, il faudrait rompre avec tous les enracinements comme l'attachement à un pays ou à une culture. A présent, au Nord comme au Sud, bon nombre d'intellectuels commencent à critiquer ouvertement le nouvel ordre mondial. Le projet est considéré comme sinistre pour des raisons intrinsèques. Le gouvernement mondial est autocratique, il n'a aucune considération de la volonté des peuples et ne tolère aucun gouvernement revendiquant la souveraineté nationale. C'est pire que l'impérialisme qui vise à étendre une puissance sur une grande partie du monde.

## LA SOCIÉTÉ DE DIVERTISSEMENT

Le 27 septembre 1995, la ville de San Francisco a vu affluer 500 personnes qui devaient suggérer une politique globale pour le nouveau siècle. Parmi les participants on pouvait compter Margaret Thatcher, George H.W. Bush, Bill Gates et Zbigniew Brzezinski (conseiller pour la sécurité nationale auprès de Jimmy Carter de

1977 à 1981). Ce jour-là, la plupart des congressistes à l'hôtel Fairmont sont parvenus à la conclusion suivante: au nouveau millénaire, 20% de la population active suffira à faire fonctionner l'économie mondiale et 80% de la population restante sera superflue. Nos élites, qui se sont donné le droit de réfléchir et de prendre des décisions à notre place, avaient un seul souci : comment empêcher la révolte des 80 % dont le système de production n'a pas besoin ? La réponse qui a été applaudie par nos élites est celle de Brzezinski, sans doute il était le plus brillant, la solution se nommait tittytainment. Ce terme inventé par Brzezinski est une combinaison des mots tit (sein en argot américain) et entertainment (divertissement). L'évocation du mot sein ne fait pas référence au sexe mais plutôt à l'effet soporifique de l'allaitement maternel sur le bébé.

Le concept est un cocktail d'aliments et de divertissement qui endormirait la masse. Pour contenir la populace dans l'aliénation, il fallait donc non seulement lui donner des hamburgers et des boissons, mais aussi lui donner accès aux établissements de divertissement et de spectacles.

## L'ENSEIGNEMENT DE L'IGNORANCE

Beaucoup d'universitaires ont pu remarquer une baisse du niveau de l'enseignement un peu partout dans le monde.

Quelques-uns pensent que la régression résulte simplement de l'échec des réformes mises en œuvre. D'autres pensent qu'il y a une volonté délibérée d'abaisser le niveau de l'enseignement. Mais, si l'on y réfléchit bien, l'école moderne doit s'adapter au monde moderne. Dans son livre « L'Enseignement de l'ignorance », paru aux Editions Climats en 1999, le professeur Jean-Claude Michéa soutient que le système capitaliste devra conserver un secteur d'excellence, destiné à former, au plus haut niveau, les différentes élites scientifiques, techniques et managériales qui seront de plus en plus nécessaires à mesure que la guerre économique mondiale deviendra plus dure et plus impitoyable.

Il soutient également que, dans ce système capitaliste, le plus grand nombre des individus seront inemployés ou employés de façon précaire et ne constitueront pas un marché rentable. L'auteur conclut en montrant que dans le monde moderne on va renoncer à toute forme d'exigence intellectuelle pour le plus grand nombre.

## LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

### SOUS CONTROLE

Le célèbre humoriste français Coluche disait : « Quand on voit ce qu'on voit, quand on entend ce qu'on entend, on a le droit de penser ce qu'on pense. » Beaucoup estiment que la liberté d'expression a régressé dans les sociétés dites démocratiques. A présent, on ne peut plus parler de tout, même dans un spectacle. L'histoire de l'humoriste Dieudonné est parlante. Après avoir interprété en 2003 le rôle d'un colon israélien extrémiste sur le plateau d'« On ne peut pas plaire à tout le monde », une émission de France 3 présentée par Marc-Olivier Fogiel, Dieudonné a été stigmatisé. Depuis cette date, il subi la censure. D'autres artistes et intellectuels ont été mis en quarantaine parce qu'ils ont osé commenter certains sujets tels que la création monétaire, le réchauffement climatique ou encore la théorie du genre. Le constat est clair : personne n'a le droit de réviser la vérité absolue établie une fois pour toutes par les néo-prophètes des temps modernes.

## Y A-T-IL UNE ALTERNATIVE AU NOUVEL ORDRE MONDIAL ?

Les mondialistes essayent de nous convaincre que la situation socioculturelle et politique que nous vivons est le résultat naturel du développement de l'homme et n'a pas été créée volontairement pour servir les intérêts privés d'une oligarchie politico-financière. Ils cherchent à nous persuader que nous ne pouvons rien faire pour changer la situation. Mais il faut savoir qu'une alternative est possible. La construction d'un monde multipolaire basé sur le respect de la culture et de la souveraineté de chaque nation nous permettra sûrement d'échapper à la tyrannie du nouvel ordre mondial.

\*Universitaire

# 8 Mai 45, oui mais... 2013 ?

Par Mohammed Guétarni

**L**es événements de la Seconde Guerre se sont précipités durant l'été 1945. L'étau des troupes alliées soviétiques et anglo-américaines s'était resserré autour de l'Allemagne nazie le 25 avril. Ce qui accula Hitler au suicide le 30 avril dans son bunker de Berlin en compagnie de son dernier carré de fidèles. Cet acte de désespoir a définitivement sonné le glas aux espoirs d'une Allemagne victorieuse. Le successeur du Führer, l'amiral Dönitz, sollicita l'arrêt des combats auprès des puissances conquérantes. Il envoya le général Alfred Jodl pour signer, dans la nuit du 6 au 7 mai à 2h41' du matin, la capitulation sans condition de l'Allemagne vaincue. Quelques mois plus tard, ce même Général (Jodl) sera condamné à mort par le Tribunal de Nuremberg pour avoir exécuté otages et prisonniers durant la guerre.

Le chef d'état-major du général Eisenhower, commandant suprême des Alliés, ainsi que le général soviétique Ivan Souloparov ont paraphé l'acte de capitulation au nom des vainqueurs. La cessation des combats était, alors, fixée pour le lendemain mardi en 8 du mois de mai. Les chefs d'États et de gouvernements des troupes alliées, dont le général de Gaulle, annoncent simultanément sur les radios la fin officielle d'une guerre des plus meurtrières. Elle a coûté la vie à plus de 50 millions de personnes. Pourtant, à l'autre bout du monde, le Japon continue désespérément sa guerre jusqu'à ce que deux bombes atomiques lancées par les États-Unis sur Hiroshima et Nagasaki respectivement les 6 et 9 août le rappellent à l'évidence. Il fut obligé de capituler, à son tour, quatre mois après l'Allemagne. Le monde a, enfin, recouvré la paix. Victoire n'est pas gloire

**E**n ce jour du mardi 8 mai 1945, les Alliés fêtaient, dans la joie et l'allégresse, leur victoire sur les forces de l'Axe. Cela signifiait, en clair, la fin des hostilités. L'Algérie n'était pas de la partie. Au contraire, elle était confrontée, ce même jour d'armistice, à un épisode sanglant supplémentaire de son Histoire. Ce jour, célébré dans la liesse dans une France libérée du nazisme, était un jour de deuil pour l'Algérie colonisée. La fin du nazisme ne signifiait aucunement la fin du colonialisme.

**U**n télégramme daté du 11 mai 1945 du Général de Gaulle, alors Chef du Gouvernement français provisoire, ordonnait l'intervention de l'armée sous le commandement du général Duval, surnommé le boucher de Sétif, pour écraser l'insurrection. Ce dernier a mené une répression des plus barbares contre une population indigène désarmée, faisant fi de toutes les valeurs morales et humaines.

Le Constantinois était plongé dans un horrible bain de sang. La répression menée conjointement par l'armée et la milice, était d'une rare violence : exécutions sommaires, massacres de civils, bombardements de mechtas. Autrement formulé, cette barbarie ne pouvait être qualifiée autrement qu'un crime crapuleux contre l'humanité à Sétif, Guelma, Kherrata. 45 000 Algériens ont péri sous le regard indifférent des puissances pour sauver le régime colonial. Les trois corps de l'armée coloniale sont entrés en action : infanterie, marine, aviation contre un peuple qui avait pour seule arme sa poitrine nue et sa foi en Dieu et en son pays. Redoublant de férocité, le système colonial pensait frapper fort pour prévenir toute tentative de soulèvement à venir. Son intention meurtrière était de massacrer le maximum d'indigènes pour garantir la stabilité de son système. Ce fut une faute historique grave commise par le pouvoir en place de

## Défaite et capitulation de l'Allemagne nazie



l'époque. Au contraire, elle (répression) allait servir d'accélérateur pour la Guerre de Libération Nationale.

**D**ésormais, rien ne sera plus comme avant 10 000 manifestants se sont donné rendez-vous dans les rues de Sétif dès 8 heures scandant l'hymne patriotique « Min Djibalina » (Du haut de nos montagnes). Des banderoles étaient déployées portant des slogans : « Libérez Messali Hadj », « Nous voulons être vos égaux », « À bas le colonialisme », « Vive l'Algérie libre et indépendante. » De même, ils avaient reçu l'ordre d'exhiber le drapeau algérien pour la première fois. C'était un jeune scout musulman de 26 ans (né le 08 janvier 1919), Bouzid Saâl qui le déploya. Il fut immédiatement abattu par un policier. Le premier martyr était tombé. Ce crime crapuleux allait mettre « le feu aux poudres. » La liste des victimes sera longue, trop longue. Les émeutes se sont poursuivies pendant plusieurs jours. C'était le début d'un véritable massacre, voire un génocide qui ne disait pas son nom. Selon les sources algériennes, il y avait 45 000 morts. D'autres sources révèlent d'autres chiffres. « Pour les autorités coloniales : 1165 victimes ; un rapport du service secret américains sur place annonce 17 000 morts. Pour les historiens, comme Charles-Robert Agéron : 8 000 ; Charles André Julien : 15 000 morts contre 103 victimes européennes. Quant à l'Administrateur chargé de la région de Sétif, il avance le chiffre de 2 500 morts. » Ce qui montre bien que les colons s'étaient préparés à étouffer l'insurrection dans l'œuf. Les responsables locaux distribuaient toutes les armes disponibles aux miliciens qui se sont livrés à une réelle chasse aux émeutiers. Durant cette période, l'Est algérien a connu le déchaînement d'une véritable folie meurtrière. Les corps étaient tellement nombreux qu'on n'arrivait même plus à les enterrer tous. On les jetait partout : dans les puits, dans les gorges de Kherrata, en Kabylie. Certains miliciens ont même utilisé des fours à chaux pour faire disparaître des cadavres. Cet épisode sanglant allait servir de levain au nationalisme algérien qui ne s'était pas rétracté d'un iota. Au contraire, il est passé à la vitesse supérieure. Qui l'aurait mieux exprimé que Kateb Yacine : « A Sétif se cimenta mon nationalisme. J'avais 16 ans. » Au début, les Algériens avaient manifesté pacifiquement pour ne pas provoquer les autorités coloniales. C'était juste pour les rappeler à honorer leur promesse faite aux Algériens après avoir participé à libérer la France des Nazis. La réponse fut ce qu'elle fut historiquement. En dépit de ce massacre, les Algériens n'avaient rien perdu de leur fibre nationaliste. Ils sont restés stoïquement Algériens jusqu'au bout des cheveux en ce que le système colonial n'avait, à leur yeux, aucune légitimité. Il a « analphabétisé » la

société indigène, l'a pressurée d'impôts jusqu'à la réduire à la misère. Il a spolié les indigènes de tout ce qu'ils possédaient comme biens matériels, voire même immatériels (culture, us, traditions sociales...). Le système colonial était fondé sur une exploitation sauvage de l'Homme par l'Homme ; en l'occurrence de l'indigène par le colon. Autrement dit, c'était un « apartheid » à peine voilé mais, en tout cas, fortement discriminatoire. Il se basait manifestement sur les appartenances raciales et confessionnelles. Le code de l'indigénat faisait le reste. 90% de la population « indigène » étaient privés de leurs droits civiques, voire humains des plus inaliénables. Si les émeutes avaient baissé de tension à Sétif, d'autres avaient éclaté dans différentes régions montagneuses de la petite Kabylie. Des fermes européennes isolées et des maisons forestières ont été attaquées et leurs occupants tués. Le mouvement s'était étendu très vite de Guelma à Bel-Abbès. Par prévention, le pouvoir colonial a consigné toutes les compagnies de tirailleurs musulmans en formation et ordre était donné de mettre, sous clés, toutes les armes.

### LE 8 MAI 1945, PRÉMONITION POUR LE 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 1954

La Deuxième Guerre Mondiale n'a pas été, pour autant, stérile. D'une part, elle a fait tomber le masque sur vrai visage d'un colonialisme inhumain. Celui-ci a fait preuve d'une répression dépassant tout entendement. Les Algériens ne pouvaient supporter outre mesure. D'autre part, elle a démontré que l'armée française n'était pas invincible. La défaite rapide des Français face à l'Allemagne nazie a apporté l'eau au moulin du nationalisme algérien. Le sang de ces derniers versé pour libérer la France devait avoir pour récompense l'égalité en droits et devoirs avec les colons et le respect de l'identité et de la culture algériennes. Ce ne fut pas le cas. A contrario, brimades et vexations étaient le lot quotidien des indigènes. Ils avaient, alors, tout compris : « il n'y a d'autres solutions que les mitraillettes » (Farhet Abbas) mais... algériennes, cette fois. La Guerre de Libération Nationale était en gestation. Elle se préparait doucement, douloureusement mais... sûrement. Cette Guerre avait permis aussi de réveiller les consciences velléitaires des pays colonisés pour lutter en faveur de leurs indépendances. Si la France a dû s'affranchir de l'occupation allemande de quelques années, pourquoi l'Algérie se résignait-elle à subir les affres d'un colonialisme séculaire ? La défaite française à Dien Bien Phu (Viêt Nam) en 1954 a renforcé la détermination des indépendantistes algériens à enclencher leur Guerre de Libération. Preuve supplémentaire pour les Algériens que l'armée coloniale n'était pas invincible. Cependant, perdre l'Algérie affecterait la France dans son

rang de « grande puissance. » Quant aux Algériens, la lutte armée exprimait leur profonde désillusion due aux promesses françaises non tenues. Son déclenchement, un 1<sup>er</sup> Novembre 1954, a conduit le pays à la victoire finale. Le 5 juillet 1962 fut proclamée l'Indépendance nationale fêtée dans la même liesse que celle du 8 mai 1945 en Europe.

### ET « L'ÉTAT » DE L'ALGÉRIE EN ... 2013 ?

La somnolence politique de l'Algérie, en matière de développement, accuse un retard difficile à rattraper. Le pays ne cesse de s'enfoncer en raison de l'immoralité des politiques, des scandales financiers à répétition qui n'ont pas cessé de ternir son image déjà froissée. Les affaires de Khalifa, des Bédjaoui, Sonatrach 1, Sonatrach 2, les malversations de l'ex ministre de l'énergie, les fraudes électorales... Et la liste est encore longue, trop longue. L'Algérie se trouve, aujourd'hui, dans une impasse existentielle. En cinquante ans de pouvoir, les gouvernants ont moins appris à gérer les affaires du pays qu'à gérer leurs propres affaires par des enrichissements illicites. La voie a été « officiellement inaugurée » au lendemain de l'Indépendance avec le détournement de « la Caisse de solidarité » (Soundouk Et-tadhamoune). Nos mères et grand-mères ont offert à l'État algérien naissant les quelques bijoux rescapés de la prédation coloniale. Ils sont tombés dans d'autres mains plus prédatrices. Nationales, celles-là. Des politiques véreux l'(Caisse) ont effrontément détournée pour se payer « des châteaux en Espagne » alors que le sang de nos glorieux martyrs n'avait pas encore séché dans les montagnes. Le coup d'envoi aux concussions et malversations ayant été solennellement donné, des milliards de dollars ont été dilapidés depuis par nos « saigneurs. » Et... ça n'en finit pas. Leurs comptes se sont copieusement renfloués de prédatations confortées, en cela, par leur immunité politique, c'est-à-dire l'impunité. Ce qui explique les raisons que cette oligarchie maffieuse reste rivée à SON pouvoir depuis l'Indépendance. Et elle n'est pas prête à le quitter. Elle est en train de conduire le pays vers l'insoluble, sinon vers l'incertain. Rien n'est plus dangereux pour le pays que ses montres d'ânes lorsqu'ils deviennent nababs.

Après cinquante ans l'Indépendance, sont oubliés par nos dirigeants les Zabana, les Ben M'hidi, les Amirouche... qui se sont sacrifiés sur l'autel du pays pour que vive le peuple libre et l'Algérie indépendante. De même qu'ils ont pu estomper de la mémoire nationale la culture des Ben Badis et des Ibn Khaldoun. Ont-ils peur de leur savoir et de leur expérience ? Ils ont empêché une Algérie philomathique et savante. Ils refusent une société organisée. Notre École, sinistrée intellectuellement, est en passe d'enseigner l'ignorance parce que nos dirigeants craignent la force de l'intelligence citoyenne. D'où la pratique d'une politique délibérée de maintenir, voire de promouvoir la médiocrité à tous les niveaux afin de rendre le peuple facilement gouvernable, taillable et corvéable à leur merci. La société, qui était verticale le 8 Mai 1945 et le 1<sup>er</sup> Novembre 1954, se trouve, aujourd'hui, horizontale. La corruption a atteint, en 2013, des proportions insoutenables pour avoir atteint dangereusement le sommet de l'État. Le pays est réellement en danger. Nos seigneurs se sont frayé leur chemin vers le pouvoir mais refusent d'ouvrir la voie au développement économique, social, culturel, démocratique. Comme dit le sage adage : « Les morts fondent la patrie, les vivants la perdent. » Sans foi ni loi, l'égo individuel de ces roturiers prime le pays, la nation, la société. Il y a tout lieu de croire que... la colonisation a changé de main.

\*Docteur ès Lettres  
Université de Chlef

# 8 mai 1945 : la mémoire des vaincus

Chaque année, le 8 mai, le monde occidental fête la victoire sur le nazisme. Il célèbre la fin de la barbarie et le retour de la civilisation.



Par Brahim Snouci

Des Gurkhas népalais aux tirailleurs sénégalais, des spahis algériens aux tabors marocains, cette victoire avait, ou plutôt aurait dû avoir, les couleurs de la diversité humaine. Elle aurait dû déboucher, selon les « vœux » exprimés par les autorités étasuniennes, sur un nouveau monde constitué de nations libres et égales. Elle aurait dû signer la fin de la colonisation, l'émancipation des peuples, l'avènement d'une démocratie-monde sur le modèle promis par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, déclaration signée le 10 décembre 1948 par les neuf personnalités suivantes, représentant un large éventail de l'humanité :

- Eleanor Roosevelt, États-Unis, Présidente du Comité de rédaction
- Peng Chun Chang, Chine, Vice-président du Comité de rédaction
- Charles Habib Malik, Liban, Rapporteur du Comité de rédaction
- William Hodgson, Australie, Membre de la Commission des droits de l'homme
- Hernan Santa Cruz, Chili, Membre de la Commission des droits de l'homme
- René Cassin, France, Membre de la Commission des droits de l'homme (Stéphane Hessel y participa aux côtés de René Cassin et prit une part active à son élaboration)
- Alexander E. Bogomolov, URSS, Membre de la Commission des droits de l'homme
- Charles Dukes, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord / Membre de la Commission des droits de l'homme
- John Peters Humphrey, Canada, Directeur de la Division des droits de l'homme des Nations Unies.

Le préambule de la Déclaration souligne que « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité ». Son article 2 est non moins éloquent : « Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de lan-

gue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation » Stéphane Hessel soulignait que, dans l'esprit de ses rédacteurs, la Déclaration se voulait un manifeste en faveur de la libération des peuples. Elle s'appuyait sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, établie en 1789 lors de la Révolution Française et sur les « quatre libertés » énoncées comme buts fondamentaux par les gouvernements des pays Alliés durant la Seconde Guerre Mondiale : « la liberté d'expression, la liberté de religion, la liberté de vivre à l'abri du besoin et la liberté de vivre à l'abri de la peur ». La Déclaration a été votée par l'Assemblée Générale des Nations Unies par quarante-deux voix sur les cinquante que comptait alors l'ONU. Aucun pays ne s'y est opposé. Huit se sont abstenus, notamment l'Afrique du Sud qui y a vu une arme contre le régime d'apartheid ou l'Arabie Saoudite qui ne supportait pas l'idée de l'égalité des sexes.

Bien sûr, pendant ce temps, la majeure partie de l'humanité était exclue de l'Organisation et n'a donc pas pu prendre part à ce débat ni au vote qui lui a succédé. Il n'empêche que ce texte constituait une avancée indéniable dans la voie de l'égalité entre les peuples et qu'il aurait pu inaugurer une ère nouvelle. Cette ère n'est jamais advenue...

Le 8 mai 1945, a eu lieu la plus grande ratonnade de l'Histoire. Des dizaines de milliers d'Algériens de tous âges, de toutes conditions, hommes et femmes, ont été massacrés par des milices ivres de violence, appuyées par la marine et l'aviation françaises. Sétif, Guelma, Kherrata, Saïda ont été les théâtres de ces massacres indistincts, aveugles. Le jour même de la victoire sur le nazisme, le nazisme sévissait encore en Algérie. Ainsi, les belles promesses de la naissance d'un monde nouveau se sont-elles noyées dans le sang des innocents... La question digne d'intérêt est la suivante. Comment l'Occident parvient-il à concilier son discours de justice, de liberté et de morale, discours présenté comme universel, avec sa pratique qui le dément tous les jours ? Comment arrive-t-il à voter comme un seul homme la Décla-

ration Universelle des Droits de l'Homme et massacrer en Algérie, à Madagascar ou au Vietnam ? La raison est à chercher ailleurs que dans l'accusation classique d'hypocrisie ; en fait, elle est consubstantielle à l'Occident depuis sa création. L'Occident est incapable d'envisager la possibilité de l'existence d'un autre modèle que le sien. D'ailleurs, le représentant chinois au Comité de Rédaction de la Déclaration, Peng Chun Chang, s'est insurgé contre cette prétention et a invité ses huit collègues à se pencher sur l'œuvre de Confucius et à en faire une de leurs sources d'inspiration ! Cette invitation n'a guère connu d'écho favorable, d'autant moins qu'elle émanait d'un Asiatique vivant dans un pays totalement arriéré puisqu'il s'agissait de la Chine d'avant l'avènement de Mao-Tsé-Toung. Ainsi, en dépit de la présence de l'Arabe Charles Habib Malik, c'est bien d'une déclaration occidentale qu'il s'agit. Elle n'en est pas moins bienvenue mais le fait qu'elle soit portée par des pays qui conduisent par ailleurs des politiques colonialistes, impérialistes, ségrégationnistes, en réduit considérablement le sens.

Pour être tout à fait complet, il faut souligner que les neuf rédacteurs ne s'exprimaient pas au nom des Etats dont ils étaient les ressortissants mais ne représentaient qu'eux-mêmes (cela est désigné par la locution latine « intuitu personae »). Ainsi, même si la Déclaration a bénéficié de l'onction du vote onusien, elle n'est pas l'expression directe d'une volonté des puissances. Elle a simplement été dictée par les circonstances. La fin du nazisme devait être consacrée par la publication d'un message fort, quitte pour les puissances occidentales en question à le vider de sa substance. Elle l'on fait d'autant plus facilement que l'idée d'établir une égalité parfaite entre tous les hommes leur est totalement étrangère. La pérennité de leur puissance repose précisément sur l'inégalité et sur un fond d'essentialisme qui ne s'est jamais vraiment démenti. La Déclaration, dans l'esprit de ses promoteurs, n'avait pas d'autre fonction que celle dévolue au discours sur le transfert de civilisation qui a rythmé les conquêtes coloniales et leurs cortèges de massacres.

En France, il y a eu très peu de voix pour s'indigner de la concomitance de la victoire sur le nazisme et des massacres de Sétif. Dans l'imaginaire de la France coloniale, le massacre d'indigènes n'était pas à même de dénaturer le sens de la défaite du nazisme. Au contraire, c'était la revendication indépendantiste qui faisait scandale ! Dans la matrice de l'Occident, il n'y a pas de place pour un monde de liberté partagée puisqu'il fonde sa prospérité sur l'exploitation des plus faibles. C'est donc en toute bonne foi qu'il vote la Déclaration Universelle tout en écartant l'idée que ce texte pourrait concerner les peuples qu'ils maintiennent sous leur domination impitoyable. Nathan Wachtel est l'auteur d'un ouvrage intitulé « La vision des vaincus ». Comme l'indique le sous-titre de son livre « Les Indiens du Pérou devant la Conquête espagnole », il entreprend de rendre compte de la conquête et de la domination espagnoles du point de vue des Indiens. Ainsi, un des événements fondateurs de l'Occident moderne, la conquête de l'Amérique, est raconté du point de vue des victimes qui ont connu la défaite et la ruine de leur civilisation. C'est une des rares œuvres qui rompt avec une vision européocentriste de l'histoire en montrant comment un événement que le discours dominant présente comme positif a été pour d'autres une tragédie. En dépit de ses qualités, le livre de Wachtel ne suffit pas à bousculer des représentations que des siècles de propagande ont façonnées

si bien que cet imaginaire a été largement intégré par des peuples qui en ont été les victimes.

Le 8 mai 1945, les historiens du monde entier ont donc célébré un événement fondateur de l'Occident. La victoire du nazisme devait démontrer sa capacité à surmonter ses propres démons. La boucherie algérienne n'a pas connu son Wachtel. La voix des quelques historiens algériens qui en ont rendu compte était bien trop faible pour perturber le chœur sérapique vantant la beauté du monde « libre ». Elle a même été trop faible pour toucher les Algériens eux-mêmes qui, après plus d'un siècle de servitude, trouvaient que la mort des leurs correspondait à une sorte d'ordre naturel. Bien sûr, cet événement a eu des conséquences : le peuple a pris les armes et a réussi à arracher son indépendance. Mais il n'a pas réussi à produire un discours alternatif à celui qu'il porte malgré lui, celui que les décennies de domination ont installé dans son imaginaire. Il n'a pas réussi sa mue parce que la parole lui a été confisquée immédiatement après le départ du dernier soldat français. Il n'a pas pu s'interroger sur les raisons qui l'ont mis dans la situation de subir une domination étrangère sans partage. De la même manière, il n'a pas pu solder les comptes de la décennie noire parce que le pouvoir avait décidé que la parenthèse devait être fermée et avait décrété l'amnistie, c'est-à-dire l'oubli.

**La Déclaration a été votée par l'Assemblée Générale des Nations Unies par quarante-deux voix sur les cinquante que comptait alors l'ONU. Aucun pays ne s'y est opposé. Huit se sont abstenus, notamment l'Afrique du Sud qui y a vu une arme contre le régime d'apartheid ou l'Arabie Saoudite qui ne supportait pas l'idée de l'égalité des sexes.**

Le silence est la pire des manières de solder les crises. Il entretient un sentiment de culpabilité diffuse et empêche toute velléité d'action collective. Il engendre le mépris et le soupçon. Il est un frein à la créativité et à l'ouverture. On ne fait même plus attention aux symboles. Sinon, comment ne pas être au moins gêné par la présence, en ce mercredi 8 mai, jour anniversaire des massacres de Sétif, du Président de la République Algérienne dans un hôpital militaire français ?

Le temps est venu d'une catharsis grandeur nature pour notre peuple. La catharsis désigne le fait de libérer ses émotions refoulées. Elle suppose la libération de la parole et la mise en représentation des événements douloureux, représentation nécessaire pour leur mise à distance, leur compréhension et leur dépassement. La mémoire algérienne est une mémoire de vaincus. Malgré notre victoire sur le colonialisme, elle continue de charrier les constituants de notre faiblesse persistante, de notre incapacité d'agir collectivement, de nous projeter vers un avenir dont nous aurions nous-mêmes tracé les contours. Nous devons produire notre propre récit national sans, naturellement, nous contenter du mauvais brouet naïf et mensonger qui nous est servi depuis un demi-siècle et auquel nous ne croyons plus. Nous devons revisiter d'un œil critique notre patrimoine. Ce sera le gage de la disparition des boulets silencieux qui nous lèstent. L'Algérie a payé un tribut formidable pour sa liberté. Nous avons le devoir envers nos martyrs de donner du sens à leur sacrifice, de construire un pays qui soit à la hauteur de leurs luttes, un pays moderne, puissant, que ses enfants n'auraient plus envie de fuir. Aucune Déclaration Universelle, si belle soit-elle, ne nous prémunira des manœuvres ni des attaques. Seule, notre force nous protégera. Vaste programme. Il y faut de la volonté, du temps et de la patience. Nos suppliciés de Sétif, Kherrata, Guelma, Saïda, nos enfumés, nos emmurés, nos torturés, attendent...

## CONDOLEANCES

*Le professeur Abderrezak DAHDOUH, président de la Société Algérienne de Chirurgie Urologique (SACU), ainsi que toute la communauté des urologues algériens, très attristés par le décès de leur confrère et ami*

**Le Docteur DERRICHE Abdenour**  
Chirurgien urologue à Mostaganem

*Présentent à sa famille et ses proches leurs sincères condoléances et les assurent, en cette douloureuse circonstance, de leur profonde compassion.*

*Puisse Dieu Le Tout-Puissant accueillir le défunt en Son Vaste Paradis et lui accorder Sa Sainte Miséricorde.*

## REMERCIEMENTS

*Les familles BOUDGHENE-STAMBOULI – TERFOUS – ACHOUR TALET – SIDI YAAKOUB – BENCHOHRA – BABA HAMED remercient toutes celles et tous ceux qui ont partagé leur*

*douleur à la suite de la pénible séparation de leur chère*

*mère et tante*

**Mme BOUDGHENE-STAMBOULI Khadidja née TERFOUS,**

*et leur demandent d'avoir une pieuse pensée pour elle.*

*Puisse Dieu lui accorder toute Sa Miséricorde.*



## CONDOLÉANCES

*Le Président-directeur Général, les membres du Conseil d'Administration et le collectif de la SPA ORAN-PRESSE « Le Quotidien d'Oran » présentent leurs sincères condoléances à leur ami et frère **Miloud CHORFI** suite au décès de son frère et l'assurent de leur profonde compassion.*

*Puisse Dieu Le Tout-Puissant lui accorder Sa Sainte Miséricorde.*

## DÉCÈS

*La famille CHORFI d'Oran et de Mascara a l'immense douleur de faire part du décès de leur cher et regretté*

**CHORFI Mokhtar**  
survenu le 07 Mai 2013.

*L'enterrement a eu lieu Mardi 07 Mai à Sidi Chahmi Que Dieu accueille le défunt en Son Vaste Paradis*

**إنا لله وإنا إليه راجعون**



## PENSÉE

**Madame Veuve GANA FATIMA TLEMCEN**

*Tu es parti le 09.05.2007 pour un monde meilleur. Nul ne peut oublier ta tendresse, ta gentillesse, ta sagesse, ta bravoure et ta générosité. C'est par des larmes chaudes, on te dit tu nous manques et tu as laissé un vide immense et une douleur profonde dans nos cœurs.*

*Mais La Volonté de Dieu est la plus forte. ALLAH YERHMEK YA HEBIBA Ton petit-fils Sidi Mohamed d'Oran*



## DÉCÈS

*Les familles HAMDAN, ETCHIALI, NAÏR, ALLAL, KHADIR, FASLA, BENMERZOUKA, BOUDGHENE-STAMBOULI, BAGHDADLI, BENBLAL, ALACHAHIR, ZENAGUI, BOUCHENAK, HAKEM, HAFAT et BENHALOUCHE et ses amis, sont profondément touchées par le décès du père et oncle, survenu le Vendredi 3/05/2013 à son domicile à l'âge de 83 ans*

**Mr Hadj HAMDAN Mohamed Hebri.**

*A tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.*

*Nous prions Dieu Le Tout-Puissant de l'accueillir dans Son Vaste Paradis.*



## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 123 / SEACO / 2013 POUR LA FOURNITURE D'ACCESSOIRES POUR COMPTEURS D'ABONNES

La Société de l'Eau et de l'Assainissement de Constantine (SEACO - NIF : 000 825 006 770 575) lance un Appel d'Offres National Restreint, en un lot unique, pour la fourniture et la livraison à Constantine d'accessoires pour compteurs d'abonnés :

- Robinets avant compteur
- Clapets anti-pollution
- Robinets après compteur

Les fournisseurs intéressés (fabricants, représentants officiels du fabricant distributeurs officiels du fabricant) par le présent appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à partir de la première parution du présent avis dans la presse ou dans le Bomp à : Société de l'Eau et de l'Assainissement de Constantine, Direction Générale - ZI du 24 Février 1956, Rhumel - Constantine.

Le dossier d'appel d'offres sera remis aux candidats contre le paiement d'une redevance, non remboursable, d'un montant de cinq mille (5.000) dinars par chèque certifié ou virement au compte de la SPA SEACO n° 003-00844-009651300078, ouvert à la BADR - ZI Palma BP 298 Constantine. La durée de préparation des offres est fixée à trente (30) jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans les journaux nationaux. Le délai de validité des offres est fixé à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois à compter de la date limite de remise des offres. L'offre comprend obligatoirement :

### 1. L'Offre Technique comprenant (sous pli cacheté) :

- La lettre de présentation du soumissionnaire
- Les instructions aux soumissionnaires paraphées et signées
- La déclaration à souscrire
- La copie des certificats des attestations de représentation du fabricant
- La délégation de pouvoir du signataire
- La copie légalisée des statuts du soumissionnaire pour les personnes morales
- La copie légalisée du registre du commerce, certifiée par le CNRC
- Le protocole d'accord et déclaration de solidarité en cas de groupement.
- L'extrait original du casier judiciaire du gérant ou du directeur de l'entreprise
- Les attestations mises à jour légalisées des organismes de sécurité sociale (CNAS, CASNOS, etc.)
- l'original de l'extrait de rôle (apuré ou avec échéancier accordé)
- Les bilans comptables des 3 dernières années visées par les commissaires aux comptes et les services des impôts, les références bancaires et les facilités de paiement accordées
- La copie de l'attestation de dépôt légal des comptes sociaux de 2011 pour les personnes morales
- Le projet de marché, signé et paraphé sans indication de montant
- L'offre technique proprement dite
- Les références avec les attestations de bonne exécution de fournitures similaires délivrées par les maîtres d'ouvrage
- Le programme général d'exécution des prestations (fourniture et livraison)
- Les garanties proposées
- Le reçu de paiement original de l'achat du cahier des charges
- La déclaration de probité
- Le numéro d'identification fiscale du soumissionnaire

### 2 - L'Offre Financière, sous pli cacheté, comprend :

- La lettre de soumission selon modèle
- Le bordereau des prix unitaires dûment signé et paraphé par le soumissionnaire
- Le détail quantitatif estimatif dûment paraphé et signé par le soumissionnaire.

### 3 - Les offres se présenteront comme suit :

- Une enveloppe extérieure qui doit être anonyme et ne comporter que :  
i. Objet de l'appel d'offres, numéro de l'appel d'offres  
ii. « Soumission à ne pas ouvrir »
- Deux enveloppes intérieures fermées et séparées et portant pour chacune les mentions suivantes :  
i. Enveloppe A : Offre technique avec les mentions : objet de l'appel d'offres, numéro de l'appel d'offres, « Soumission à ne pas ouvrir ».  
ii. Enveloppe B : Offre financière avec les mentions : objet de l'appel d'offres, numéro de l'appel d'offres, « Soumissions à ne pas ouvrir ».

### 4. Dépôt des offres :

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour du délai de préparation des offres. Si le dernier jour de la durée de préparation des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos, il est fait prorogation au jour ouvrable suivant. Les offres doivent être déposées de 08.00 à 11.00 (heures locales) au siège de la Société de l'Eau et de l'Assainissement de Constantine, ZI du 24 Février 1956 - Rhumel - Constantine (Bureau d'ordre du département des marchés).

L'ouverture des plis, en présence des soumissionnaires qui le souhaiteraient, s'effectuera le même jour à 11.15 au siège de la SEACO à Constantine.



## COURS D'ESPAGNOL

**Instituto Cervantes**

Institution officielle de l'État Espagnol

## Session Mai 2013 Tous les niveaux Début de cours: 19/05/2013

**ORAN**  
13, Rue Beni Soulem  
(ex rue Léonie-Boulanger)  
Tél. : 041 35 96 61 / Fax : 041 35 96 60  
Mobil : 0697 13 21 27

**MOSTAGANEM**  
Faculté des Lettres et des Langues  
(ex ITA)  
Tél. / Mobil : 0772 20 53 27

## Familles recherchent Pour recrutement immédiat

**01 femme de ménage  
qualifiée pour famille à ORAN**

**Conditions :** Résider à Oran centre ou environs immédiats

**01 nourrice qualifiée pour  
la garde d'un bébé à ALGER**

**Conditions :** Résider dans le périmètre de Staoueli / Moretti - Wilaya d'Alger

**Il est offert :** bonnes conditions de rémunération selon compétences.

Téléphoner aux numéros suivants :

**Pour Oran : 0770 35 23 52**

**Pour Alger : 0770-98-17-56**

## Condoléances

Le PDG, L'ensemble du personnel de la **SARL SMTRA**, ainsi que la Famille **KADDOUR BETCHIM**, Présentent leurs sincères condoléances à la famille **BENBERNOU** suite au décès de leur regrettée Mère et les assurent de leur profonde sympathie.

بسم الله الرحمن الرحيم  
إنا لله وإنا إليه راجعون  
صدق الله العظيم

# De la gerboise bleue à l'épi blanc, au rouge de mai 45

**Drôle de nuance tricolore ! Pourtant les couleurs sont censées égayer l'iris. Sauf si les yeux sont abasourdis par la fumée, le nuage et l'irradiation. Un regard en rétrospective est toujours une halte en ce mai, même sous l'effet d'un retardement d'une bombe atomique**



Par El Yazid Dib

**L**e président François Hollande a promis de « dire la vérité » mais sans « repentir » sur la colonisation française de l'Algérie afin d'ouvrir une nouvelle ère entre les deux pays, à l'occasion de sa première visite d'Etat chez nous « je ne viens pas ici –ce n'est, ni ce qui m'est demandé, ni ce que je veux faire– faire repentance ou excuses. Je viens dire ce qu'est la vérité, ce qu'est l'Histoire », a-t-il dit dans une conférence de presse à la veille d'un discours très attendu devant les deux chambres du Parlement algérien. Pour dire plus loin et en toute humilité diplomatique « Pendant 132 ans, l'Algérie a été soumise à un système profondément injuste et brutal : la colonisation. Et je reconnais ici les souffrances que la France a infligé au peuple algérien » ceci sans pour autant présenter d'excuses officielles »

Ces mots avec toute l'intensité qu'ils véhiculent sur la teneur des relations algéro-françaises notamment dans leur volet historique n'ont pas laissé inaptés « les gardiens de la mémoire nationale » pour saisir l'opportunité de la célébration du 68ème anniversaire des massacres du 8 mai 1945 à Sétif, Guelma, Kheratta, Saida, Tizi-tzert et bien d'autres villes d'Algérie pour organiser, par le biais de la fondation du 08 mai un séminaire sur les explosions nucléaires françaises 1960 1966 au Sud algérien. Cette séminaire à regroupé à la maison de culture Houari Boumediene de Sétif le 1 mai 2013 d'éminents professionnels et associations des victimes des essais nucléaires venues du Sud, d'Alger, d'Oran. Des juristes de renommée internationale y faisaient également partie.

**Le tir fut effectué dans une galerie creusée dans une montagne, en forme de spirale, bouchée par du béton armé. Lors de l'explosion, le système d'obturation céda sous la pression. C'est l'accident de Beryl (du nom de code de l'essai). Il y eut rejet de matériaux radioactifs, gaz et des poussières radioactives, à l'extérieur.**

C'est dire que la mémoire n'est pas exclusivement une chose de souvenance, mais aussi et surtout de preuves, de constatations et de témoignages. La fondation du 8 mai 1945 en accords avec les associations concernées avait pris en charge ces dossiers pour enregistrer, établir et compléter ce grand chapitre de l'histoire à l'effet d'évaluer les incidences des contaminations et les dégâts néfastes considérables causés par les Irradiations subies par l'homme, la nature et l'environnement. L'association voulait à travers l'élévation

au caractère scientifique de ce conclave et son élargissement aux spécialistes algériens et étrangers en nucléaires, aux cancérologues, aux neurologues et surtout aux gynécologues (déformations congénitales) « c'est pour établir avec technicité l'affreuse période vécues par nos compatriotes » tenait à dire M. Salakdji président de la fondation. Il interpelle, pouvoirs et opinion publique « qu'a-t-on fait depuis 50 ans ? »

Le 8 mai 2012 le président Bouteflika en déposant la première pierre du projet de construction de l'observatoire du 8 mai 1945 de Sétif avait lancé un message en direction de Mr Hollande invitant la France de cesser cette guerre de mémoire. En réponse à cela affirme M. Salakdji « Mr Hollande lors de sa visite en Algérie au mois de décembre dernier avait prononcé des mots diplomatiquement apaisants. Personnellement je n'y crois pas car la France n'a jamais été sincère et honnête quand il s'agit de l'Algérie.

Droite ou gauche la France d'aujourd'hui dispose d'un puissant lobby néo-colonialiste, électoraliste et qui influe considérablement sur la politique » Il garde cependant un grand espoir dans le devenir des générations futures « nous avons tout les temps pour crier haut et fort la carte économique afin de ramener la France à reconnaître sa responsabilité dans les massacres du 8 mai 1945 »

Il était ce séminaire très enrichissant au plan de la fourniture des détails sur les motifs génésiaques ayant entraîné de telles péripéties. Un Commissariat à l'énergie atomique a été créé par le général de Gaulle, le 8 mai 1945, qui avait pour mission la conception de la bombe atomique. Le premier site d'essais français au Sahara se trouvait à côté de Reggane, dans le Tanezrouf. La base avancée pour le tir était à Hamoudia La construction du site de Reggane débuta dès juillet 1957 dans la vallée du Touat. C'est là qu'ont eu lieu les quatre premiers tirs atmosphériques du 13 février 1960 au 25 avril 1961. Outre dans tout le Sahara algérien, les retombées radioactives ont été enregistrées jusqu'à plus de 3000km du site (Ouagadougou, Bamako, Abidjan, Dakar, Khartoum, etc.). Onze essais se sont ainsi déroulés après l'Indépendance du 5 Juillet 1962 et ce, jusqu'en février 1966. En 1967, « les sites ont été rendus aux autorités algériennes après démontage des installations techniques, nettoyage et obturation des galeries.

Le 7 novembre 1961, la France réalise son premier essai nucléaire souterrain. Mais le 1er mai 1962, lors du deuxième essai souterrain, un nuage radioactif s'est échappé de la galerie de tir à In Ecker, au

Sahara. Le tir fut effectué dans une galerie creusée dans une montagne, en forme de spirale, bouchée par du béton armé. Lors de l'explosion, le système d'obturation céda sous la pression. C'est l'accident de Beryl (du nom de code de l'essai). Il y eut rejet de matériaux radioactifs, gaz et des poussières radioactives, à l'extérieur. Les deux ministres présents furent irradiés: Pierre Messmer, ministre des Armées, et Gaston Palewski, ministre de la Recherche, qui mourut d'une leucémie.

L'assistance était saisie d'un sensible sentiment quant au retard sempiternel enregistré jusqu'ici pour réaliser l'ampleur des dégâts et partant s'inscrire dans une approche de revendications sous le sceau officiel. S'il n'y a rien à attendre de ce côté-là, il est du devoir de l'Etat algérien de rappeler, en toutes circonstances à la communauté internationale et à l'opinion française, ce qui s'est réellement passé dans cette partie de l'Algérie pour que le martyr de Reggane soit reconnu comme crime contre l'humanité, à l'instar du génocide de Hiroshima et de Nagasaki. Le 08 mai 45, ses crimes, son génocide et toute sa barbarie restera comme Reganne une honte, sans ce repentir, sur le front de cette république prônant la fraternité, l'égalité et la liberté sur tous les frontons et documents de ses institutions.

A Sétif, en ce moi de mai où le souvenir vous prend par-dessus tout, c'est cet avatar macabre replongeant dans ce jour fatidique, un mardi, un souk, une marche, une fusillade qui vous embarque à jamais sur le récit de cette grande tragédie. Le grand chaos n'est pas prêt d'être oublié. Bouteflika s'en était déjà pris longuement

à aborder l'importance de l'histoire, dans son discours de Sétif l'année dernière. En son début, la parole présidentielle était toute dédiée au « courage incessant » des pionniers de toutes les révoltes populaires qui ont émaillé le parcours rédempteur, pour se faire acclamer quand il qualifia Sétif de « symbole et forteresse du combat, des arts et des sports ». Le 08 mai 45, dans sa dimension de date-phare dans la galvanisation du sentiment national, a été abordé par un rappel à tous les sacrifices consentis par ceux et celles qui ont eu à mourir pour un idéal d'indépendance.

Une minute de silence a été observée par l'assistance, demandée par le président, en milieu de son propos, à la mémoire des Martyrs du 08-Mai 45 et de Novembre 54. Ce fut un moment plein d'émotion. Fustigeant les méfaits du colonialisme français lequel « s'exerçait avec barbarie et humiliation », dira Bouteflika, « les relations avec la France doivent être édifiées dans une culture de respect mutuel ». C'est dans cette optique de lutter contre l'oubli, de pérenniser la souvenance et de sacraliser la méditation qu'un complexe dédié aux massacres du 08 mai fut décidé par le président Bouteflika dont il a lui-même posé la première il y a une année jour pour jour. La communauté investie dans ce créneau entre journalistes, chercheurs, passionnés, historiens et artistes, comme la population ne connaît pas encore l'évolution de ce projet. Toutefois un mérite reste à attribuer au nouveau jeune maire de la ville le Docteur Waharani pour son investissement dans les pans de l'histoire.



L'accord d'association entre l'Union européenne et l'Algérie permet l'accès aux prestations familiales aux enfants algériens entrés hors regroupement familial

## France : l'accord d'association UE-Algérie garantit à l'enfant algérien l'accès aux prestations sociales

Par Fayçal Megherbi\*

**L**e 5 avril 2013, l'Assemblée plénière de la Cour de Cassation a décidé que les prestations familiales pour les enfants entrés hors regroupement familial ne peuvent être refusées aux Algériens. Cette haute juridiction judiciaire a donc annulé un refus des prestations familiales pour un enfant algérien entré en France hors regroupement familial.

Selon l'arrêt attaqué, un ressortissant algérien a sollicité, auprès de la caisse d'allocations familiales de Paris, le bénéfice de prestations familiales pour son enfant née en Algérie.

A la suite du refus qui lui a été opposé par la caisse d'allocations familiales et du rejet le 19 juin 2007 de sa réclamation devant la commission de recours amiable, le père a saisi le 7 août 2007 le tribunal de sécurité sociale de Paris afin de se voir reconnaître le droit à percevoir les prestations familiales pour son enfant. La Cour d'appel de Paris a rejeté les demandes du requérant de nationalité algérienne. Cette dernière décision a fait l'objet d'un pourvoi en cassation.

Le requérant a soulevé que « le principe de l'interdiction de toute discrimination à raison de la nationalité postule que des prestations familiales ne sauraient être refusées au bénéfice d'enfants étrangers séjournant régulièrement sur le territoire français, à raison d'une exigence n'existant pas pour les enfants français,.... ».

La caisse d'allocations familiales motive son refus sur la base des dispositions de la loi du 19 décembre 2005 qui subordonnent le droit aux prestations familiales à la régularité du séjour des parents mais également de la personne de l'enfant. Dans le cas d'espèce, ce dernier n'est pas née en France, n'est pas entrée par la procédure de regroupement familial et ne peut pas produire le certificat de contrôle de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) ex Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM).

Dans cette procédure, la Cour de cassation a retenu deux éléments suivants :

1-La demande d'allocations familiales, pour la période postérieure à l'entrée en vigueur de la loi du 19 décembre 2005, a été rejetée car la caisse d'allocations familiales a par « exacte application de la loi » opposé un refus d'attribution des prestations sollicitées au titre de l'enfant algérien ;

2-Toutefois, qu'il se déduit de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne qu'en application des dispositions de l'article 68 de l'accord euro-méditerranéen UE-Algérie qui dispose d'un « effet direct, applicable aux prestations familiales en vertu des paragraphes 1 et 3, l'absence de toute discrimination fondée sur la nationalité dans le domaine d'application de l'accord implique qu'un ressortissant algérien résidant légalement dans un Etat membre soit traité de la même manière que les nationaux de l'Etat membre d'accueil, de sorte que la législation de cet Etat membre ne saurait soumettre l'octroi d'une prestation sociale à un tel ressortissant algérien à des conditions supplémentaires ou plus rigoureuses par rapport à celles applicables à ses propres ressortissants »

La Cour conclut que l'application des articles du Code de la sécurité sociale qui, « en ce qu'ils soumettent le bénéfice des allocations familiales à la production du certificat médical délivré par l'Office français de l'immigration et de l'intégration à l'issue de la procédure du regroupement familial, instituent une discrimination directement fondée sur la nationalité. »

Des accords d'association mentionnant l'égalité de traitement en matière de sécurité sociale ont également été conclus par l'Union européenne avec le Maroc et la Tunisie. Le principeretenue dans l'arrêt du 5 avril 2013 se révèle directement transposable aux ressortissants de ces deux Etats du Maghreb.

\*Avocat au Barreau de Paris

## LA CHRONIQUE DU BLEDAIR

Paris : Akram Belkaïd



## Du système de santé, de l'échec de l'Algérie indépendante et de sa refondation

**L'**hospitalisation à Paris d'Abdelaziz Bouteflika n'a pas fini de faire réagir les Algériens.

Il y a d'abord les questions plus que légitimes qu'elle pose à propos de la capacité du chef de l'Etat à assumer sa mission voire à briguer ce fameux quatrième mandat présidentiel. A cet égard, il est effarant de voir à quel point ce sujet est évacué du débat public où, encore une fois, seuls les réseaux sociaux et la presse jouent leur rôle tandis que la classe politique – appelons-la ainsi même si c'est lui faire beaucoup d'honneur – rivalise en mutismes gênés ou en déclarations serviles de soutien à l'intéressé. Dans un pays normal, avec une société consciente des enjeux du moment, qu'ils soient internes ou externes, les incertitudes à propos du président devraient pourtant générer des analyses en boucle. Au lieu de cela, c'est le silence radio et on se croirait revenu à l'époque de la maladie de Houari Boumediene où tout le monde ou presque avait fini par être au courant sans que personne n'ose en parler publiquement...

Nombreux sont les Algériens qui n'admettent pas le fait que leur président soit soigné à l'étranger, et plus spécialement en France alors que tant de leurs compatriotes endurent le martyr dans les hôpitaux du pays quand ils n'y laissent pas tout simplement la vie faute de soins ou d'équipements adéquats cela sans parler d'une hygiène des plus déplorable. La colère et l'indignation des Algériens – car c'est bien de cela qu'il s'agit – sont donc compréhensibles. En effet, comment leur donner tort quand on sait la misère et la crasse dans laquelle s'est enfoncé le système de santé public algérien ? Mais ce n'est pas tant le fait que Bouteflika se soigne à l'étranger qui devrait déranger et provoquer des polémiques. Après tout, nombreux sont les chefs d'Etats, y compris occidentaux, qui se déplacent hors de chez eux pour bénéficier de l'avis des meilleurs spécialistes et traitements mondiaux. Admettons donc qu'il s'agit-là de l'un des nombreux privilèges de la fonction présidentielle. En réalité, le vrai problème dans l'affaire, c'est la sombre situation du système algérien de santé publique. Une situation qui n'est rien d'autre que l'un des échecs majeurs de cette Algérie qui fête le cinquantième anniversaire de son indépendance.

A la suite de ce qui précède, on pourrait se précipiter pour mettre en accusation les responsables de cette triste situation où, exemple parmi tant d'autres, il faut avoir de l'argent et de l'épaule pour espé-



rer être convenablement soigné. Pour autant, il serait d'abord nécessaire de convenir qu'il y a bien échec de l'Algérie en la matière. Or, chose curieuse, c'est tout sauf évident. Ne parlons pas de la voix officielle qui nie complètement le problème. Pour elle, tout va très bien et l'Algérie est un pays enviable et admiré par des milliards de terriens... Délablement des hôpitaux publics, agonie organisée de la médecine gratuite, pratiques indues des cliniques privées, conflits d'intérêts chez des mandarins accrochés à leurs postes depuis des décennies (et ayant dégoûté des générations entières de jeunes médecins), déversement de médicaments contrefaits grâce à la libéralisation du commerce extérieur, voilà autant de dossiers qui alimentent pourtant la chronique et qui prouvent que l'idée d'une bonne médecine pour tous a vécu comme tant d'autres idéaux de l'indépendance.

Il est donc effarant, pour ne pas dire plus, de voir nombre d'Algériens nier la réalité de cet échec majeur. Dans les sphères privées, dans les discussions à bâtons rompus, on se complait dans une étrange schizophrénie. On en veut au pouvoir, on le critique avec virulence pour l'état des hôpitaux (et pour tant d'autres choses) mais, dans le même temps, on se gargarise de grandes déclarations, on se félicite de l'excellente formation des médecins algériens, on loue leur valeur marchande et on rappelle que les hôpitaux français, canadiens ou autres, se les disputent. Ce faisant, on contribue à éluder le problème et à reconnaître la gravité de la situation. Ce qui, dans la foulée, évite aussi d'avoir à se poser les bonnes questions sur les raisons de ce naufrage de l'hôpital en Algérie.

« Le Val de Grâce pour tous »... Tel a été l'un des slogans mobilisateurs sur la Toile pour protester contre l'hospitalisation de Bouteflika en France. D'autres internautes n'ont pas manqué de suggérer l'idée d'une pétition nationale pour exiger l'annulation du projet de grande mosquée d'Alger et son remplacement par un grand hôpital pour la capitale. Mais un grand hôpital pour quoi faire ? a-t-on envie de demander. Pour qu'il se délabre en deux trois ordonnances ? Pour que ses équipements flamboyants ne tombent rapidement en panne ce qui permettra leur réforme rapide suivie par une discrète revente à quelques cliniques privées du coin ? Ce n'est pas le mur ou l'infrastructure qui fait le système de santé mais les hommes et les femmes qui en sont responsables ainsi que la politique qui le définit et l'encadre. Croire que les problèmes de santé des Algériens vont être réglés parce que l'on va « importer » le Val-de-Grâce, c'est commettre une erreur d'appréciation. C'est, pour user d'une analogie informatique, confondre le software et le hardware. C'est continuer de croire que c'est la technologie qui transforme les mentalités alors que ce sont ces dernières qui peuvent la rendre inutile.

L'emploi des jeunes, l'éducation, l'agriculture et le système de santé devraient constituer les chantiers prioritaires de la nécessaire refondation de l'Algérie. Or, pour qu'il y ait refondation, il doit d'abord y avoir reconnaissance de l'échec en la matière. Et cela passe par l'abandon des discours d'autoglorification qui ne servent qu'à fuir la réalité et à s'inventer un beau pays qui n'existe que dans les imaginations chauvines ou naïves.

**Du jamais vu, les ennemis d'hier et de demain sont devenus les amis de ceux qui ont pris les armes contre le régime syrien, incroyable mais vrai ! Les ennemis d'Israël sont devenus du jour au lendemain ses amis. Il s'agit de ceux qui ont, sous la bannière de l'Islam, décidé de «libérer» le peuple syrien.**

## ■ La Syrie, les ennemis de mes ennemis sont, bien sûr, mes amis !

Par Bachir Ben Nadji

**L**a prétendue armée de libération de la Syrie, djeich ennosra et je ne sais pas qui c'est, auxquels s'ajoutent les monarchies du Golfe qui ont eu de la peine à voir le pauvre peuple syrien souffrir et qui ont pris le taureau par les cornes pour chasser El Assad de son propre pays, eux qui ne sont concernés ni de près ni de loin par ses malheurs, ont « applaudi » le raid israélien venu le soulager du sacrifice qu'ils endurent depuis plus de deux années pour des objectifs obscurs.

Hé oui, Israël qui a trop attendu pour réagir semble avoir eu le feu vert de ses alliés arabes pour attaquer la Syrie, Etat souverain, et en finir avec le président élu par les syriens, en éliminant l'armée nationale syrienne ou en réduire sa capacité à faire face aux armées de mercenaires payés rubis sur ongle par les monarchies traîtres et armées par ceux qui prétendent aimer la Syrie et son peuple qui, à leurs yeux, vis le martyr depuis que le monde est monde. Israël est passé à l'action dans la nuit de samedi à dimanche de cette première semaine du mois de mai 2013. L'aviation israélienne a agressé la Syrie et les arabes ne réagissent pas, au contraire certains ont donné leur aval pour le lancement de cette attaque lâche et vil de la part des sionistes qui ont pour objectifs d'envahir tout le Proche-Orient et demain arriver jusqu'aux monarchies qui soutiennent Israël, et là ça sera trop tard pour eux, il le fera car ses faucons n'ont d'yeux que pour cette région qu'ils veulent dominer de long en large et profiter de ses ressources.

**L**es arabes ne diront rien car la Ligue censée les représenter est consentante, elle qui s'est mise en travers de la volonté du peuple syrien en installant une horde d'opposants à la place des légitimes représentants de la République arabe syrienne, lesquels vivent ailleurs sous des ciels plus cléments, en Europe bien sûr et aussi dans des hôtels luxueux à Doha et à Dubaï, pour venir parler au nom du peuple qu'ils ne connaissent pas et qui ne les connaît pas. Ce peuple ne les a jamais mandaté pour parler en son nom et ne les mandateras pas tant qu'il fait la différence entre le bien et le mal, entre ses amis et ses ennemis, à moins que..., comme l'ont fait ceux qui sont encore dans le tunnel et qui le resteront pour longtemps, ce peuple fera son mauvais choix.

Israël a frappé et l'a dit tout haut, sans rougir, à la face du monde et ses amis syriens et arabes ont dû féliciter les sionistes pour leur acte « lâche » accompli dans de bonnes circonstances, dans un bon contexte et de bonnes conditions, puisque l'Armée nationale syrienne était occupée avec les membres de l'internationale terroriste que l'occident n'hésite pas à soutenir, ne sachant pas que ceux qui combattent El Assad aujourd'hui, prendront demain leurs armes contre eux, comme l'ont fait les talibans en Afghanistan, et comme savent le faire tous les terroristes « verts ».

bans en Afghanistan, et comme savent le faire tous les terroristes « verts ».

Le pire dans cette agression, c'est que des médias lourds arabes ont eux aussi applaudi cette agression, la présentant comme un coup ayant fait mal à l'armée syrienne, donc au régime, alors que ce sont les enfants syriens, qu'ils soient militaires ou civils, qui tombent sous les bombes et roquettes de l'armée israélienne. Et là, comble de l'ironie, des télé arabes claironnent quand l'ennemi israélien frappe leur prétendu ennemi syrien. Des commentateurs de presse arabes prennent le micro pour s'enorgueillir de « l'œuvre » de l'armée israélienne contre la Syrie comme si c'était le contraire qui se produisait.

Maintenant nous savons tous que si Israël se faisait attaquer qui seront ses défenseurs, eux qui en 2006 ont supporté le Hezbollah contre l'armée sioniste.

**E**t maintenant, les choses ont changé de puis les révolutions du printemps obscur arabe, l'ennemi d'hier est devenu l'ami parce que les monarchies du Golfe ont changé de cap et grâce à leur pétrodollars financent qui ils veulent et se liguent contre leurs « frères » d'hier.

Revenant à l'agression de ces jours-ci ou aux agressions répétées enregistrées par la Syrie ces derniers jours. L'aviation israélienne et les batteries de roquettes se sont mis de la partie contre cet Etat souverain dont Israël occupe déjà une partie de son territoire depuis des dizaines d'années.

Ce sont les américains, le tuteur légal du prétendu Etat sioniste, qui ont « vendu » la mèche les premiers en annonçant au monde que les israéliens ont menés une attaque contre la Syrie. Israël a bafoué avant de reconnaître son acte lâche, prétendant avoir visé, « sans doute » des armements destinés au Hezbollah, comme si c'était écrit sur ces armements « made in je ne sais pas quoi, destinés à je ne sais pas qui ». Obama, himeself, a justifié l'agression commise par les israéliens, en déclarant qu'ils cherchent à se protéger contre le transfert d'armes sophistiquées à des organisations terroristes comme le Hezbollah. Et ceux qui se battent inutilement en Syrie contre la Syrie officielle, ne sont-ils pas des terroristes ? Non pas maintenant ! Peut-être demain quand il sera trop tard pour toute la région du Proche-Orient et un peu plus ailleurs.

**L**es syriens par la voie de leur agence de presse, eux, ont parlé de l'attaque d'un centre de recherches scientifiques dans la région de Damas, et au fur et à mesure que les heures passaient, il a été précisé que des militaires ont péri dans cette attaque, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, basé à Londres. Comment voulez-vous que des gens se trouvant à Londres fassent au quotidien, le décompte macabre du nombre de victimes en territoire syrien. Hé bien sachez que cet observatoire communique au quotidien avec la presse mondiale, occidentale surtout, pour dire tant de personnes sont mortes et tant d'autres ont été blessées à tel ou tel endroit



de la Syrie. Cet observatoire prétend disposer d'un réseau de correspondants à même de transmettre (par quel moyen ?) des informations que les médias prennent pour argent comptant. Incroyable ! Et là, on affirme qu'il y a près d'un million de victimes des deux années de guerre que subit le peuple syrien de la part de l'internationale terroriste, de mercenaires payés par la Turquie voisine, par l'Arabie Saoudite et le Qatar, et pas par l'occident qui se trouve en crise et qui a lui-même besoin d'être financé pour sa survie. Et pour cela le Qatar est là !

Ces victimes sont cautionnées par les pays arabes du voisinage et du pourtour qui ne font que compter le nombre de réfugiés syriens afin d'amener vers eux les organisations caritatives du monde entier, de l'ONU et autres afin de financer ou de les servir en produits de première nécessité. Voilà la solidarité des pays arabes, dresser des tentes, compter les réfugiés et tendre la main au plus offrant !

**B**ien sûr, il faut aussi attendre les condamnations des groupes régionaux, l'Union européenne, le Commonwealth et je ne sais pas qui d'autres. Le Conseil de sécurité lui aussi se prononce dans ces conditions pour condamner et dénoncer n'importe quoi. Les ministres des AE des pays impliqués dans la crise syrienne se réunissent assez souvent et invitent à leurs conférences, même les soldats libres syriens installés dans le Monde libre qui viennent eux aussi dénoncer Bachar El Assad et le régime syrien d'être l'auteur des atrocités que subissent les syriens qui sont attaqués par les terroristes de djeich ennosra dirigé par un libyen, un tchétchène, ou un autre de je ne sais pas quel petit pays ou royaume qui veut instaurer la Chariaa dans tel ou tel autre contrée, pas la sienne bien sûr. Et là le tour est joué, il y a des sponsors tout prêts à dégainer en dollars US ou en euros. Il y a les israéliens pour les œuvres basses que la coalition de l'opposition syrienne approuve et cautionne.

**N**y a-t-il pas d'autres pays ou le monde occidental, USA en tête, avec l'argent du Qatar et de l'Arabie Saoudite à libérer du joug des dictateurs. Non, vous diront-ils. Ils n'ont d'yeux que pour le Proche-Orient, une région fragilisée depuis l'arrivée en Palestine des hordes sionistes à la fin de la deuxième guerre mondiale. La catastrophe continue et le monde entier ne se souvient pas des massacres du peuple palestinien, ni des autres peuples qui subissent le martyr un peu partout à travers la planète, en Afrique, en Amérique latine et ailleurs.

Il y a bien sûr la Syrie qu'il faut à tout prix et vaille que vaille détruire, réduire en un tas de ruines pour ensuite partager le gâteau, satisfaire Israël et tous les sponsors

**Israël a frappé et l'a dit tout haut, sans rougir, à la face du monde et ses amis syriens et arabes ont dû féliciter les sionistes pour leur acte « lâche » accompli dans de bonnes circonstances, dans un bon contexte et de bonnes conditions, puisque l'Armée nationale syrienne était occupée avec les membres de l'internationale terroriste que l'occident n'hésite pas à soutenir, ne sachant pas que ceux qui combattent El Assad aujourd'hui, prendront demain leurs armes contre eux, comme l'ont fait les talibans en Afghanistan, et comme savent le faire tous les terroristes « verts ».**

en mal de territoires et de pouvoirs. Hier c'était le Golan et le Sinaï et demain jusqu'ou iront-ils ? Ils ont l'armada suffisante pour détruire le monde, ils ont leurs armées et leurs mercenaires, à qui le tour après l'Irak, après la Syrie. Que reste-t-il de l'Egypte, de la Libye, de la Tunisie après les révolutions préfabriquées dans des laboratoires malsains ?

Les peuples de ces pays, comme beaucoup d'autres, pensaient s'en sortir après avoir fait sortir ce que l'occident, pour défendre ses intérêts, appelle des dictateurs. Hé bien non, ils n'ont pas eu les résultats escomptés, et le peuple syrien, lui aussi, ne s'attend pas au miracle au cas de la disparition de Bachar El Assad, il vivra le calvaire, lui le peuple digne, attendra les miettes que ne distribuera pas l'occident trop affairé à régler ses propres problèmes. A bon entendeur salut !

la Chronique  
de Paris

Par Pierre Morville



**Le 6 mai, Hollande fêtait très tristement sa première année de président. Mais il lui reste quatre ans...**

À Paris, il fait gris et froid, quand il ne pleut pas. Le printemps est mort, c'est en réalité l'hiver qui n'en finit pas. Au moindre rayon de soleil, c'est le coup de soleil que vous risquez, tant la peau n'y est plus habituée. Au mois de mai, sous-vêtements, pull, veste et manteau quand vous sortez. Ça doit être comme ça en Norvège, en Suède ou en Finlande. Mais nous, on est France ! Que fait la police ? La plaisanterie qui court, moult fois répétée dans ce printemps calamiteux : « pour un mois de novembre, il ne fait pas si froid... ». Dépêche du 27 avril : « La neige est venue s'ajouter aux fortes précipitations enregistrées toute la journée sur Rhône-Alpes. Il a neigé dans l'Ain mais aussi de façon plus spectaculaire dans le Pilat. Des conditions difficiles en ce jour de départs pour les vacances de «printemps». » (On appréciera les guillemets entourant le terme printemps). Depuis dix jours, on a le droit à un grand feuilleton « inondations ». La Seine est sous haute surveillance. Après les fortes pluies qui ont touché le centre-est de la France en fin de semaine dernière, une partie du fleuve a été placée en vigilance orange. D'importantes inondations sont en effet redoutées dans l'est de la France et tous les regards sont tournés vers l'Île-de-France où le niveau de la Seine ne cesse de monter. Tout le monde craint le retour de la grande crue de 1910 quand Paris baignait sous deux mètres d'eau. On avait baptisé à l'époque, ce déluge de « crue centenaire ». 1910, 2013 ? Zut on n'est pas très loin...

### Maussade météo politique

L'influence climatique joue beaucoup sur le moral de la population. Deux jours de beau temps, et l'on voit refluer partout « jupes et calicot », comme disait le poète ; dès que la température dépasse 15° degré, les jardins publics et les terrasses sont envahis. Sourires et rires. Patatras ! Le lendemain, il faut ressortir les parapluies et les caches-nez. Et les visages se ferment. Dans les bureaux, chez les petits commerçants, dans les bistros, au téléphone, les commentaires sur le bulletin météo constituent une part importante des discussions, souvent conclues d'une voix sépulcrale, « ça doit être pour ça que j'ai pas le moral ». C'est vrai et le phénomène est assez général : ces temps-ci les Français n'ont pas le moral. Mais le climat n'est pas la seule cause de la morosité générale, même si nos températures de fin d'hiver en rajoutent une couche. Car l'autre grand sujet de conversation, c'est évidemment « la crise ». Quelques extraits quotidiens : « Tu sais que Machin vient de perdre son boulot », « Ma fille a réussi à décrocher un stage. Mais de deux mois. Avec un bac + 5... », « t'as vu ce qui se passe en Espagne (Italie, Portugal, Grèce...). Je suis sûr que ça va nous arriver sur la tronche »... Le 6 mai dernier, François Hollande célébrait le 1<sup>er</sup> anniversaire de son arrivée à l'Élysée. Il n'y a pas eu de bals populaires et les manifestations officielles furent d'une extrême discrétion. Le 15 mai 2012, à la sortie de son investiture, François Hollande avait remonté les Champs-Élysées sous une pluie battante. Et ce mercredi 6 mai 2013, alors que le président s'apprêtait à effectuer le même trajet, il pleuvait encore sur Paris. Même mésaventure lors de son 1<sup>er</sup> voyage présidentiel au Maroc. Son arrivée a coïncidé avec des trombes d'eau. « Hollande, passager de la pluie » ? Il avait pris com-

me slogan de campagne électorale « le changement, c'est maintenant ». Il parlait du changement climatique ? Non ! Soyons rationnel. On ne peut prêter autant de pouvoirs à un président « normal ».

Mais la 1<sup>re</sup> année du quinquennat s'il ne s'est pas déroulé dans un climat de tempête, a subi tout au moins quelques « gros grains », comme on dit dans la météo marine. Il est vrai que l'arrivée au pouvoir de François Hollande coïncide avec un événement international très négatif sur lequel l'actuel président ne porte aucune responsabilité. C'est en effet à partir de 2012 que l'Europe et la France ont ressenti les premières conséquences concrètes de la crise économique sans précédent ouverte aux États-Unis en 2008 avec la faillite de grandes banques internationales. Pour sauver leur propre système financier, les états européens ont dû massivement intervenir, creusant leur propre déficits budgétaires. Les mêmes sociétés financières dont l'ingratitude n'a d'égal que leur voracité, ont immédiatement spéculé contre les états qui les avaient sauvés. Pour résorber les déficits budgétaires, ces mêmes états européens se sont lancés dans une cure d'austérité : réduction des dépenses publiques, augmentation de la fiscalité. Résultat : la croissance déjà atone a laissé place à une récession. La consommation a fortement baissé aussi vite que le chômage a augmenté, nourrissant de fortes inquiétudes dans les populations.

### Les Français, champions du monde du pessimisme

Notamment en France, alors que les Français sont traditionnellement les champions du monde en matière de pessimisme économique. Une enquête de l'institut américain Gallup montre régulièrement que huit Français sur dix estiment que l'année qui vient sera pire que la précédente. Après les Français, les Irlandais puis les Autrichiens et les belges affichent les niveaux de pessimisme les plus élevés parmi les 51 pays étudiés. Selon l'étude, les neuf premières places du classement sont occupées par des pays européens, déprimés par la crise de la dette qui affecte le Vieux Continent. L'étude conclut ainsi que « l'Europe mène en matière de désespoir, suivie par l'Amérique du Nord. Le reste du monde, Afrique en tête, demeure globalement optimiste ». Le Nigeria, troisième économie africaine, se montre le pays le plus optimiste du monde, devant le Vietnam et le Ghana. Avec une économie en berne et des Français angoissés, pas facile de diriger le pays. Pour des raisons de conjoncture et de cure d'austérité contestable, il était pas non plus facile au nouveau président de mettre en œuvre ses 60 promesses électorales pour lesquelles il s'était fait élire. Plus particulièrement dans un pays qui, face aux difficultés à tendance naturellement à se recroqueviller sur lui-même et à voir resurgir en son sein, de vieux antagonismes. Le « ma-

riage homosexuel » avait fait partie des promesses de la campagne présidentielle. Son institutionnalisation par voie législative a mobilisé de très grandes manifestations d'opposants, largement dominées par des courants catholiques. On peut penser que si l'intitulé de la Loi avait été « union homosexuelle », le texte de loi serait passé sans grandes difficultés. Mais le mot mariage a choqué une partie de l'opinion dans un pays profondément laïc mais qui reste de tradition chrétienne. On a pu constater aussi qu'une partie de ces courants catholiques se radicalisaient à droite, alors on constatait depuis les années 70 un glissement à gauche continue des régions plus marquées par le phénomène religieux, comme l'ouest de la France.

Les députés socialistes inquiets ont, en revanche, renvoyé à plus tard une promesse électorale, celle du droit de vote des immigrés aux élections municipales. Bon, il est vrai que tant que les immigrés ne votent pas, ils ne constituent pas une clientèle électorale intéressante... Mais le retrait ou le report de cette promesse électorale très attendue dans un grand nombre de banlieues (constituant parfois l'essentiel de la population de municipalités, notamment de l'est parisien) ne constitue pas un acte de courage de l'actuelle majorité socialiste.

Bref ! Le climat est un peu partout à la déception. Les sondages plongent de façon inquiétante : plus de trois quarts (76 %) des Français jugent le bilan de l'action de François Hollande plutôt négatif un an après son élection, selon un sondage TNS Sofres pour i>Télé publié lundi. Ils sont seulement 15 % à estimer ce bilan plutôt positif. 9 % des sondés sont sans opinion. Plus particulièrement, 56 % ayant voté pour François Hollande au premier et second tour de l'élection présidentielle de 2012 juge négativement son bilan. Au-delà de ce revers de popularité, François Hollande affronte de surcroît une presse qui lui est globalement défavorable. C'est le « Hollande bashing », la raclée, le tir-à-vue. La plupart des hebdomadaires, radios, télévisions multiplient les critiques cinglantes fustigeant les travers du « pépère » (c'est le surnom qui lui est donné), trop mou, hésitant, incapable de prendre des décisions. Ces mêmes médias consacrent très peu de place aux nombreuses réformes réalisées ou mise en chantier, qu'elles concernent le système éducatif, la modernisation de la justice, la sécurisation du travail... Même l'opération au Nord-Mali qui avait acquis un consensus parlementaire quasi-complet et qui à ce jour, est plutôt réussie, fut somme toute peu traitée par certains médias d'importance.

### Une certaine solitude

Dernière difficulté pour François Hollande, une certaine solitude. Le président affronte bien sûr une opposition mais celle-ci se radicalise sur sa droite de façon un peu irresponsable. Il arrive parfois même que les propos de certains leaders de l'UMP soient plus virulents que ceux du Front National de Marine Le Pen ! Et l'on garde

en mémoire cette image d'un député UMP giflant un CRS. Le monde à l'envers ! Mais c'est à gauche que le problème est le plus épineux. Bien évidemment il existe une « gauche de la gauche » qui n'appartient à la majorité présidentielle, regroupant le Parti communiste et le Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon, très habile orateur. Ils ont tous deux réussi les 5 mai à regrouper plusieurs dizaines de milliers de manifestants sous l'étiquette un peu ambiguë de « Du balai ! ». S'adressaient-ils au président ?

Alors qu'il est majoritaire au Sénat et à l'Assemblée nationale, que le PS dirige de nombreuses régions et départements et qu'il a pu composer le gouvernement de son choix, le nouveau président doit surtout veiller actuellement à la cohérence de ses équipes. Les affrontements entre ministres se multiplient, les élus veulent à tout prix exister médiatiquement. Beaucoup de couacs depuis un an dans ce domaine ! Longtemps 1<sup>er</sup> secrétaire du Parti socialiste, François Hollande est plutôt naturellement un homme de synthèse qui répugne aux mesures autoritaires. Certains dans son propre parti y voient une preuve de faiblesse.

### Quels sont les atouts de François Hollande ?

#### Plus nombreux qu'on le croie

Tout d'abord, c'est lui qui contrôle le grand calendrier du quinquennat : il a encore quatre ans à exercer le pouvoir. Quel que soit le verdict des prochaines élections intermédiaires, élections municipales l'an prochain, puis les élections européennes, qui seront défavorables à son camp, il dispose d'une majorité parlementaire très solide. Par ailleurs, cet homme naturellement jovial, bon enfant et très drôle dans le privé est également un être très secret qui lui aussi son propre calendrier d'actions sur lequel il ne se livre pas. S'il aime le consensus, il n'est du tout certain qu'il ne soit pas capable de mesures autoritaires qui pourraient surprendre autant son opposition que sa propre majorité, comme un remaniement surprise au creux de l'été. Non, la principale difficulté que devra affronter ces prochains mois François Hollande est la question européenne. L'union européenne a quasiment consacré l'absence de solidarité entre les 27 pays adhérents. La Commission de Bruxelles, organisme non élu, se comporte de façon de plus en plus dirigiste, comme l'a montrée la taxation autoritaire des comptes des particuliers à Chypre, préparant la même mesure pour tous les pays européens en difficulté. Les politiques économiques européennes se sont enfermées dans des imprécations d'austérité qui tuent tout espoir de reprise de croissance.

Le tout sous la férule de Mme Merkel, qui joue les seuls intérêts à court terme de son propre pays et qui ne veut surtout pas parler d'un éventuel « pacte de croissance ». François a lui-même qualifié ses relations avec Angela comme frappées actuellement de « tensions amicales ». Après les élections allemandes de septembre 2013, les tensions subsisteront, plus vives et peut-être moins amicales.



## Hollande, an II

# ■ Corruption : médias-justice, même combat !?

## médiatic



Par Belkacem Ahcene-Djaballah

**L**es relations Presse-Justice commencent à se calmer.

.....  
Par Belkacem Ahcene-Djaballah

Mais, ne voilà-t-il pas que certains, surtout des hommes politiques ou des managers de haut rang, se mettent à attiser les flammes pour, tout simplement, détourner l'attention, en demandant, lorsque leur nom est « cité », ou risquait d'être cité quelque part dans une « affaire » plus ou moins scabreuse (dont la corruption), aux journalistes de ne pas s'en mêler et de « laisser la justice suivre son cours normal » ou, alors, ils se mettent à monter du doigt la presse, presque traitée d'incompétente et d'incapable, et qui, d'après eux, se rend coupable d'ingérence et de diffamation.

Sachant pertinemment que les relations presse-justice ont été, de tout temps et en tous lieux, assez fragiles. Voilà donc le nœud de la problématique : Comment protéger la (bonne) relation Justice-Journalisme, une relation naturellement « à problèmes » répétitifs, tout particulièrement en ce qui concerne le traitement du phénomène de la Corruption (Phénomène dites-vous ? Bien plutôt une activité presque formalisée, tellement le mal s'est généralisé... et s'est même banalisé).

Il n'y a de meilleure approche méthodologique pour arriver à illustrer la problématique (une problématique nationale, cela s'entend !) que celle de citer quelques exemples.

Avant 1988, on peut dire que « TOUT ETAIT SOUS CONTRÔLE » : Les journalistes, la Communication institutionnelle, la Justice... et la Corruption (on parlait alors, avant le milieu des années 80, d'Etat corrompu plus que d'Etat corrompu). Comme le dit Miloud Brahimi (Liberté, 8 mars 2010), les campagnes contre la corruption, par exemple, étaient d'une « lisibilité parfaite ». Il en donne d'ailleurs les explications (Forum de Liberté, lundi 29 avril 2013).

Les scandales étaient assez vite étouffés, laissant, bien sûr, la place à la rumeur... mais la rumeur n'a jamais empêché quiconque de corrompre ou d'être corrompu.

L'exemple le plus significatif est, d'ailleurs, devenu un cas d'école et, il est, à mon avis, celui qui a fait brutalement basculer le pays dans une spirale infernale tant les effets furent néfastes, pour ne pas dire catastrophiques : Par les conditions de sa production, Par les conditions de son exploitation par les politiciens, entre autres.

Le FIS (parti dissous), dans le cadre de ses campagnes électorales, locales puis législatives, l'a largement exploité en rappelant que « les gens au pouvoir, depuis 62, étaient TOUS POURRIS »... et, un tel slogan reste encore inscrit dans l'imaginaire social (Note : il y a même des cités résidentielles, à Alger et dans d'autres villes, qui sont appelées par la « vox populi » : « Cité des 26 milliards »).

A partir de 88, les choses allaient se gâter... C'est-à-dire apparaître au grand jour.

Pourquoi ? Plusieurs changements extraordinaires eurent lieu dans le champ de l'expression :

a) Ouverture du champ politique (ouvert depuis le 18 août 1989, date d'agrément du PSD, du PAGS, du RCD, du PNSD, du FIS...). A fin mars 90, il y avait 21 partis politiques agréés, dont le FLN.

b) A partir d'Octobre 1988, la presse PUBLIQUE s'était ouverte aux autres « sons de cloche » et ce sous la pression du Mouvement des Journalistes algériens (MJA), entre autres. Les rédactions s'étaient plus ou moins libérées.

### REVENONS À NOTRE EXEMPLE

.....  
Il eut lieu avec des journalistes de la presse publique qui en avaient, comme on dit, « gros sur le cœur » et qui voulaient, avec leurs publics, « rattraper le temps perdu ».

Donc, le 20 Mars 1990, un acteur principal : Abdelhamid Brahimi (ex-Premier ministre englouti par la tempête d'Octobre, ex-Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, Président, à partir de 1981, de la toute puissante Commission des grands équilibres par laquelle transitaient les opérations financières à l'étranger, ex-représentant de Sonatrach aux Etats-Unis d'Amérique, ex-Wali de Constantine, ex-Officier de l'Aln, ouf !... C'est tout dire sur la « crédibilité » des informations divulguées). Un

observateur social : Une journaliste du quotidien du soir El Massa, alors jeune journaliste, et actuelle directrice de publication d'un quotidien arabophone de qualité, était présente lors d'une de ses conférences tenue à l'Institut des sciences économiques du Caroubier (Alger). Et, pour répondre à l'attente d'un public de plus en plus friand de « révélations », notre reporter n'a saisi que ce qui lui a paru essentiel, et qui sera publié dans l'édition du 22 Mars : L'ex-chef du Gouvernement a fait état de commissions de 20% versées à des opérateurs sur les marchés contractés avec l'extérieur. En calculant sur une base de 20 ans d'importations, cela donnait le chiffre effarant de 26 milliards de dollars, soit un peu plus que le niveau de la dette extérieure du pays (environ 24 milliards de dollars).

Devant l'esclandre, une mise au point a été faite quelques jours après. Elle précisait que le chiffre a été le fruit d'une gymnastique intellectuelle se basant... sur la déclaration d'un haut responsable... en l'occurrence Mouloud Hamrouche qui, lors de journées d'études parlementaires, avait critiqué les « surcoûts des importations », qu'il évaluait à 20%. « Ce que j'ai dit », devait-il préciser par la suite, dans une interview accordée à l'APS, « n'a rien à voir avec les accusations de détournement et de pots-de-vin ».

Dans une interview accordée le 21 octobre 1990 au quotidien El Moudjahid, celui par qui le scandale était arrivé donnait plus de précisions sur sa mésaventure intellectuelle, précision qui prouvaient seulement une certaine inconscience ou légèreté des interventions publiques des hommes politiques de l'après-Octobre, soucieux, par ailleurs, de se placer ou de se replacer dans un échiquier bouleversé : « J'ai évoqué, devant les étudiants, les conditions de la relance économique et les mesures à prendre pour lutter contre le chômage, après avoir énoncé les principes économiques et techniques et pour assurer la relance économique. J'ai dit que ces mesures sont nécessaires mais pas suffisantes. Il faut, en outre, restaurer la confiance pour que les citoyens puissent adhérer et soutenir la politique d'austérité engagée. Ceci passe par la lutte contre la corruption ».

J'ai cité la corruption externe, et pour arriver à 26 milliards, je suis parti d'un calcul de 20% sur une période de 20 ans d'importations. Je peux dire davantage. Non seulement, je maintiens l'estimation des 26 milliards mais, si je tiens compte de toutes les déperditions, outre la corruption et les surcoûts comme par exemple le manque à gagner dû au faible taux d'utilisation de nos usines et le gaspillage, la « facture » dépasserait largement ce chiffre. Peut-on accepter cette fuite sans contrepartie dans le contexte que vit notre pays ?

Deuxièmement, j'ai parlé de la constitution de milliardaires, de fortunes dans des délais très courts par les procédés illicites aggravant, par là-même, les inégalités et les tensions sociales.

Troisièmement, j'ai parlé des trafics d'influence, de la corruption générée par les pratiques bureaucratiques au plan interne à tous les niveaux et dans tous les secteurs d'activité. Donc, il faut des mesures claires et sérieuses.

Pourquoi, d'ailleurs, la presse nationale n'a retenu que la première question appelée l'affaire des 26 milliards et n'a rien dit sur les deux autres questions non moins importantes que j'ai soulevées. Question... toujours d'actualité brûlante ? : Est-ce à l'homme politique ou au décideur quel qu'il soit, de décider - après avoir fourni ou divulgué plusieurs informations, sans prendre les précautions en usage dans la presse - de la hiérarchie de l'information à diffuser au public, et, ainsi, se substituer au rédacteur en chef ? Dans un système démocratique où la liberté de la presse (et du journalisme) n'est pas, n'est plus, un vain mot.

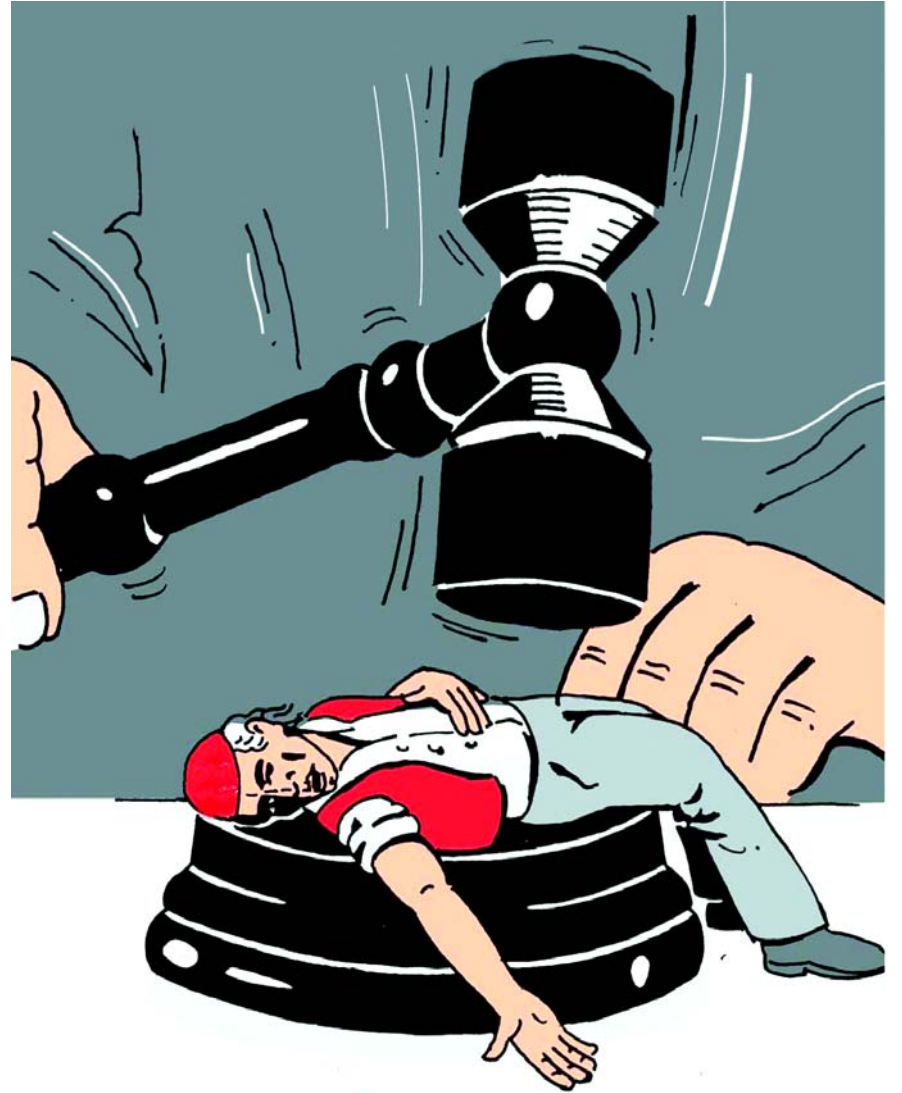
Ce premier exemple a été suivi, hélas, par bien d'autres, la boîte de Pandore étant désormais bel et bien ouverte.

- L'affaire de la BEA, avec un premier procès du 23 février au 19 mars 91, qui avait vu 24 milliards de cts « volatilisés ».

- L'affaire des attributions illicites des terres agricoles des domaines socialistes (3831 cas) - L'affaire de la Chambre de commerce....

Le tout ponctué de déclarations publiques d'hommes politiques (reprises largement par la presse publique d'autant que la presse privée s'était développée) sur le sujet favori, sur la corruption de ceux qui les ont remplacé ou évincé, chacun voulant se placer, ou se replacer ou tout simplement « solder des comptes » en les réglant sur la place publique par médias interposés. Deux cas assez tonitruants : ceux de Ben Bella et de Belaid Abdesslam.

Par la suite, et jusqu'à nos jours, nous avons



un gros lot d'exemples de corruption (suite de l'affaire Khalifa, Sonatrach 1, 2 et un autre jour, 3..., Autoroute Est-Ouest...)

Et, en matière de relations Justice-Presse, on relève que, globalement, nous avons les mêmes comportements des uns comme des autres, inchangés depuis la fin des années 80, avec une exception pour la partie procès Khalifa Bank... et ce, à mon avis, grâce à une magistrature qui a su mener la barque. Au fait, que devient-elle ?

A un certain moment, cela a même empiré, puisque des correspondants de presse locaux, ont été menacés par des mafieux encouragés par le développement anarchique du commerce informel et on ne sait quelles protections. Un journaliste de Tébessa, Beliardouh, humilié publiquement par les sbires d'un mafieux local, a été, peu à peu, amené au suicide... et un autre, Ghoul Hafnaoui, a « goûté » de la prison. Et, à dire vrai, du temps du parti unique, le travail de journaliste localier était bien moins dangereux, les autorités locales d'alors n'allant jamais aux « extrêmes ».

### CONCLUSION

.....  
Nous avons donc :

DES DECIDEURS (en dehors ou à l'intérieur du système) qui ne savent pas ou ne veulent pas communiquer ou communiquent mal. Lorsqu'ils communiquent, il y a toujours des zones d'ombre dans leurs informations. A l'endroit du journaliste, ils ont souvent un comportement autoritariste voire méprisant... voulant être aussi « rédacteur en chef ». Ils ne connaissent pas les mécanismes (actuels qui sont encore plus compliqués) de la presse et d'une rédaction de journal et encore moins la psychologie du (nouveau, celui arrivé après 90) journaliste et du métier.

Ils ne facilitent pas l'accès aux (bonnes) sources d'information.

MAIS AUSSI, DES JOURNALISTES, souvent jeunes, parfois inexpérimentés, et avec une formation (technique, éthique et déontologique) lacunaire.

Des journalistes qui sont pris dans le cercle vicieux du « scoop » et du « sensationnel », résultat logique d'un secteur (pour la seule presse écrite, plus de 110 quotidiens nationaux pour la seule presse écrite) qui connaît une forte concurrence au niveau des ventes avec un marché de 10 à 12 millions de lecteurs, au niveau de la publicité avec un marché de 20 millions d'euros, au niveau des jeux et manœuvres politiques.

Des journalistes encore trop généralistes et non spécialisés.

Des journalistes qui ne se méfient pas assez des « sources anonymes ».

Tout cela touchant aussi bien le secteur public que celui privé.

ET, AU MILIEU, UNE JUSTICE... qui est bien connue, depuis longtemps, des premiers (les décideurs), et, qui cherche, encore, à connaître les seconds (les journalistes) AINSI QUE DES OPINIONS PUBLIQUES qui (pour reprendre un commentateur) « restent médusées face à un discours officiel sur la corruption qui leur semble édulcoré et de circonstance... les choses leur semblant aller de mal en pis et en dépit du renforcement des mécanismes de contrôle et de lutte et malgré bien des efforts »

### QUE FAIRE ?

.....  
QUE LA JUSTICE ait une vision qui positive (au moment idoine) l'acte d'informer le citoyen.

Qu'elle ne « diabolise » pas, ou qu'elle ne tombe pas dans la « diabolisation », du droit d'informer et de la liberté de la presse. Qu'elle ne refuse pas l'accès à l'information au journaliste.

QUE LE DECIDEUR sache, une bonne fois pour toutes, que, hors la communication, il n'y point de salut... et que, désormais, avec le développement des technologies nouvelles de la communication, la bonne gouvernance, la gouvernance utile, la gouvernance rentable... est celle qui devance, qui prévient... La communication dite de crise n'est plus valable que pour les seules catastrophes imprévisibles. Et encore ! les Japonais, sont arrivés, par la prévention et la communication à limiter les dégâts et les coûts et à faciliter les retours à la normale.

QUE LE JOURNALISTE respecte rigoureusement les commandements de l'éthique et de la déontologie du métier.

Qu'il fasse le tri entre les faits et le commentaire, tout particulièrement pour ce qui concerne les décisions de justice.

Qu'il se spécialise. Qu'il fasse de l'investigation et de l'enquête préalable en se basant sur des faits avérés (plusieurs fois « recoupés ») et sur des preuves concrètes indiscutables.

Qu'il ne se départisse jamais de son esprit critique (je ne parle pas de l'esprit de critique), même à l'endroit de ceux qui l'emploient et encore plus à l'encontre de ceux qui veulent le corrompre.

Qu'il se méfie des sources anonymes et des « fuites »... même venant de cercles proches de la justice.

Ces conditions respectées, point besoin pour lui d'aller jusqu'à prêter serment comme il a été demandé dernièrement. Sa conscience lui suffit.

## Enquête : grands brûlés, la vie au bout des doigts

A l'hôpital Saint-Louis de Paris, un service de pointe prend en charge les victimes les plus atteintes. Nos reporters y ont passé six mois.



PARIS  
**MATCH**

Ce n'est qu'une petite faim, un soir à Dakar. Bénédicte est rentrée tard. Le réchaud rechigne à s'allumer. Elle ajoute de l'alcool en gel, craque une allumette. La bouteille explose. Bénédicte s'embrace. Brûlée sur près de 60% du corps, un tiers au troisième degré. Les médecins prédisent une mort rapide. Mais son mari, refusant la fatalité, se bat pour la rapatrier en France. Les trois enfants du couple ont besoin de leur mère. Bénédicte prend l'avion pour Paris; elle est hospitalisée à l'hôpital Saint-Louis... Un mois plus tard, dans l'unité 1 du centre de traitement des brûlés, réservée aux patients les plus gravement atteints, je suis sur le seuil de la chambre 14, celle de Bénédicte. Je me suis enduit les mains d'un gel antiseptique qui assèche la peau. Il faut frotter chaque doigt, plusieurs minutes, puis remonter jusqu'aux poignets. Du

bout du pied, j'enfonce le bouton-poussoir qui commande l'ouverture de la première porte du sas. J'enfile une blouse blanche et des gants en latex, ajuste un masque sur mon visage et me coiffe d'une charlotte. Pas un cheveu ne dépasse. Puis, du bout du pied encore, je déclenche l'ouverture de la seconde porte. J'y suis...

### «SAUVER LA PEAU, C'EST SAUVER LA VIE»

Allongée sur son lit, Bénédicte est réveillée. Sur son corps courent des fils colorés, raccordés à des tuyaux, eux-mêmes reliés à une dizaine d'écrans. Ces appareils de pointe clignotent, bipent, sonnent en permanence. On sait à chaque seconde de ce qu'il se passe dans les poumons, les reins, le foie de la patiente. Comment vont ses globules rouges, sa tension, sa glycémie. Du plafond souffle de l'air filtré. Bénédicte est «en pansement». Chaque étape de ce soin sera douloureuse. Intubée, elle ne peut pas parler. Alors, elle désigne du doigt les parties de son corps. Fanny, l'aide-soignante, ajoute un peu de morphine

dans le cathéter afin de la soulager. Pour la rassurer, sa voix est caressante: «Je sais que vous n'avez pas envie, que vous en avez ras-le-bol, mais il faut le faire. Sinon ça va s'infecter encore et encore, et vous ne sortirez jamais d'ici. Allez, on enlève, on nettoie et on remballage.» Un instant, elle jette un regard vers la baie vitrée, admire les toits de Paris, puis sourit à Bénédicte et lui murmure: «MmeNdiaye, vous avez la plus belle vue de l'hôpital, c'est du cinq étoiles.» La cloison opposée, elle aussi vitrée, donne sur le couloir en face du poste de soins, tour de contrôle de l'unité 1. Les créateurs de ce nouveau centre ont refusé que les patients soient cachés. Ils aiment cette comparaison: «C'est comme dans les cuisines ouvertes des restaurants, on est obligé d'être propre.» Pour éviter les infections croisées, les brûlés reçoivent les soins dans leur chambre. On se bat pour «sauver leur peau». Ici, sauver la peau, littéralement, c'est sauver la vie.

Le «pansement» va durer deux heures. Deux soignantes découpent

au scalpel les dizaines de mètres de bandes, les compresses et le tulle gras qui enveloppent Bénédicte. Fanny nous avertit: «Quand on ouvre, ça pue. Car avec le sang, les fluides, les pommades, tout ça macère...» Pour éviter l'hypothermie, elle monte encore la température de la chambre. Il fait plus de 30°C. L'air affiche 60% d'humidité. En cas de besoin, une couverture chauffante est à portée de main. Les odeurs de sueur se mêlent aux effluves des antiseptiques. Ça sent le soufre, l'œuf pourri. Les jeunes femmes dévoilent les blessures de Bénédicte. La peau est déchirée, boursoufflée. Le sang affleure par endroits. Des croûtes noirâtres se sont formées. Sur les jambes, des lambeaux de peau virent au jaune. Mais le premier bilan est bon. Les greffes réalisées il y a trois jours ont pris. Romy va pouvoir retirer les agrafes. Corps décharné, bouffi, écorché vif. L'infirmière est habituée, mais n'en demeure pas moins sensible. Fanny surveille les traits du visage de Bénédicte. Assommée de sédatifs, celle-ci perçoit des bruits, comme un lointain brouhaha. Elle entend, même si elle ne comprend pas, ce qui est dit. Sa bouche se crispe de douleur. Au même moment, un signal retentit, quelques notes à l'interphone. Une voix annonce: «Un pansement à voir chambre 13.»

Je retrouve Bénédicte huit jours plus tard. Crâne rasé, elle est encore intubée. Depuis son arrivée, elle a subi plus d'une vingtaine d'opérations. Pour l'heure, elle a évité le pire. Mais il lui faut réapprendre à vivre. Sandrine, la kinésithérapeute, est là pour l'aider. Plier les doigts, tenir un objet, s'asseoir, poser un pied à terre... Tous ces gestes banals semblent impossibles à Bénédicte. Sa main droite repose sur un coussin. Sandrine lui demande, avec fermeté, encore un petit effort. «Si on laisse comme ça, la peau greffée va se rétracter et vous ne pourrez plus bouger les doigts», lui dit-elle. Elle lui prend le bras, le plie: «Ça ne va pas craquer, ne vous inquiétez pas. Aidez-moi.» Bénédicte l'implore du regard. Sandrine acquiesce et plaisante: «Je suis la tortionnaire!» A l'heure des visites, le fils de Bénédicte est assis à ses côtés, la tête posée sur le barreau du lit. Jordan a 18 ans et a suivi sa mère lors de son rapatriement. «Elle mérite ce qu'il y a de mieux, c'est une super maman», chuchote-t-il. Son père discute dans le couloir avec l'assistante socio-éducative. Un instant après déboule dans la

chambre la benjamine de la fratrie. L'adolescente parle, parle, parle pour libérer son angoisse. Quand l'infirmière vient contrôler la glycémie de sa mère en piquant le bout d'un de ses doigts, la jeune fille s'inquiète: «Ça fait mal» Bénédicte sourit et secoue la tête en signe de dénégation. Une goutte de sang dans un océan de souffrance. «Elle est habituée, c'est ça» interroge la collégienne.

### SHAISTA, 33 ANS, BRÛLÉE DEPUIS 30 ANS...

Elle n'ose soulever son chemisier. Shaista aimerait nous montrer son ventre et sa poitrine mais craint de nous choquer. Cette jeune femme de 33 ans, originaire du Pakistan, aux traits fins et aux longs cheveux noirs, s'est brûlée le torse lorsqu'elle avait 3 ans. Ces quinze dernières années, Maurice Mimoun l'a opérée à trente-deux reprises. A la place des seins, elle a une masse grasseuse, d'un seul bloc. Des cicatrices ravagent son ventre. Aujourd'hui, Shaista est venue évoquer avec le professeur sa prochaine et ultime opération. «On va me prendre de la chair dans l'aîne pour faire des tétons et couper mon unique mamelon en deux parties», -explique-t-elle. Devenue préparatrice en pharmacie, cette mère de deux enfants confie, en rougissant, qu'elle aimerait au moins une fois dans sa vie voir et, surtout, toucher les seins d'une femme normale. «Je me demande quelle consistance cela a», glousse-t-elle. Un jour qu'elle en parlait avec sa mère, cette dernière lui a proposé de lui montrer, «mais ça m'a mise mal à l'aise». Faute d'avoir connu autre chose, elle est habituée à son corps brûlé, à son image. Entre le Pr Mimoun et Shaista, on sent une étonnante complicité, presque une relation filiale, l'un et l'autre s'entraînant mutuellement pour aller toujours plus loin... «On est emporté dans une sorte de défi», admet le professeur. Lorsque Shaista le remercie encore, il l'interrompt: «On fait un beau métier, c'est nous qui avons la chance de vous aider...» Aujourd'hui, la trentenaire a envie que tout cela s'arrête. Pourtant, avant de quitter Mimoun, elle lui glisse: «J'aimerais bien avoir un nombril quand même.» Un nombril. Cette petite boursoufflure au milieu du ventre la fait presque autant rêver que des seins. Mimoun acquiesce, avec un sourire entendu: «C'est vrai, tout le monde a un nombril. Seule Eve n'en avait pas.»

## Pakistan : une énorme erreur judiciaire, et la mort en prison

Courrier  
international

L'Indien Sarabjit Singh est mort le 2 mai sous les coups de ses co-détenus au Pakistan. Il était incarcéré depuis 1990, victime selon son avocat d'une erreur sur la personne.

Singh a été condamné à la peine capitale en 1990 pour avoir commis des attentats à la bombe qui ont fait 14 morts à Lahore et à Faisalabad. Dans un ouvrage intitulé Sarabjit Singh : A Case of Mistaken Identity (Sarabjit Singh : un cas d'erreur sur la personne), Me Sheikh affirme que son client [indien] était entré au Pakistan par erreur et qu'il a été accusé à tort.

Son livre de 199 pages détaille les erreurs commises dans l'enquête, le procès et les recours en appel et reproduit des lettres que le détenu a reçues en prison ou qu'il a envoyées à sa famille en Inde ainsi qu'aux gouvernements indiens et pakistanais pour demander sa mise en liberté.

L'avocat souligne que la procédure n'a pas été régulière, que des problèmes juridiques essentiels n'ont pas été réglés et que les enquêteurs ont fait appel à de faux témoins. «Sarabjit a été victime d'une condamnation injuste, qui l'a obligé à passer toute sa vie d'adulte en prison», écrit-il [en février, soit deux mois avant son passage à tabac à coup de briques].

### UN PROBLÈME D'IDENTITÉ

Pour commencer, le formulaire de rapport d'enquête des autorités de Lahore fait mention d'un certain Manjit Singh, fils de Mehan-ga Singh. Or, l'avocat précise que son client se nommait Sarabjit Singh et qu'il était le fils de Salakhan Singh.

Le 8 septembre 1990, Sarabjit Singh a été présenté devant le juge par un officier du renseignement militaire. Le magistrat a jugé l'affaire de Manjit Singh et "n'a pas écouté Sarabjit, qui ne cessait de répéter qu'il n'était



pas Manjit Singh. Il n'a pas pris la peine de vérifier le nom du prévenu traduit devant son tribunal". Ce problème d'identité n'ayant pas été réglé, "toute la procédure est illégale et ne correspond pas aux faits", observe Me Sheikh.

A cette époque, Sarabjit Singh n'avait pas d'avocat. Il lui était impossible de contacter sa famille en Inde pour la mettre au courant

de son arrestation. Et le gouvernement pakistanais ne l'a pas informée non plus, en violation du droit international.

### TÉMOIGNAGE FORCÉ

Selon Me Sheikh, les supposés aveux de son client, sur lesquels repose sa condamnation, ne portaient ni sa signature ni son emprein-

te. Devant le juge du Tribunal spécial, le prévenu a nié les accusations portées contre lui et affirmé que Manjit Singh avait été arrêté puis libéré et que lui-même avait servi de "remplaçant". Le seul témoin de l'affaire, Shaikat Ali, a déclaré avoir été forcé à témoigner contre Singh.

Dans une lettre, Singh écrit qu'après son arrestation, il a été présenté devant le commandant Ghulam Abbas. "Vous êtes Manjit Singh", m'a dit-il dit abruptement. J'ai nié. Il a fait un signe aux soldats. Ils ont commencé à me frapper. [...] Mes cris et mes lamentations n'ont eu aucun effet. Finalement, on m'a fait passer pour Manjit Singh, et même si je n'ai pas été accusé, on m'a condamné pour les explosions."

### INTERROGATOIRES INVALIDÉS

Dans une autre lettre, Singh critique le juge. "Tous les témoignages et interrogatoires étaient en ma faveur. Le juge aux affaires de terrorisme, Aslam Shami, a invalidé les interrogatoires." Dans un autre courrier, il se plaint de la manière dont il est traité en prison. "J'ai été psychologiquement torturé en 2006 et 2007. On m'a enlevé mon crayon, mon papier et d'autres affaires. Ils continuent à utiliser les vieilles tactiques. Mon voisin de cellule, Karpal Singh, est une véritable peste. Il donne de fausses informations sur moi aux gardiens." Et aussi : "On ne m'autorise pas à m'asseoir au soleil. Je ne vois la lumière du soleil qu'une heure par jour."

Invoquant un jugement de la Cour suprême, Me Sheikh estimait que, puisque Singh avait déjà passé 22 ans en cellule d'isolement, sa peine devait être commuée en détention à vie. "J'espère que le président examinera les recours en grâce qui lui ont été adressés", écrivait-il [deux mois avant le meurtre de son client].

# Armes, portes blindées et caméras : l'autodéfense des joailliers

Midane Al-Gamie, quartier des bijoutiers. En apparence, rien n'a changé depuis la révolution. Sauf qu'aujourd'hui, ce sont les vigiles privés des marchands d'or qui rassurent les policiers et non l'inverse.

Hebdo  
Al-Ahram

**A**mr, propriétaire d'une bijouterie, appelle Moustapha. Dès que le vigile fait son apparition, la cliente, rassurée, se sent en sécurité pour sortir du magasin avec les bijoux qu'elle vient de s'offrir. «Depuis la révolution, la situation sécuritaire instable fait peur aux commerçants et aux clients», dit Amr. La cliente se sent plus tranquille en voyant ces vigiles qui font des va-et-vient incessants devant les bijouteries.

Moustapha, le vigile, se fond dans la foule pour détecter le moindre mouvement suspect. C'est cette situation qui règne au souk de Midane Al-Gamie à Héliopolis, considéré comme le deuxième plus important marché de l'or en Egypte.

Mais depuis le déclenchement de la révolution, c'est la peur qui règne dans ce marché. Des millions de livres dorment dans les deux rues principales, ce qui suscite la convoitise des voleurs, dont le nombre est en recrudescence. «Le nombre de crimes a quadruplé et la police est quasiment absente, occupée par d'autres problèmes. Il a fallu se débrouiller pour protéger nos vies et notre gagne-pain», Amr exprime haut et fort ce que ressentent tous les bijoutiers de ce marché.

Ces derniers sont obligés à assurer leur propre sécurité. Pourtant, ils ne cachent pas leur inquiétude et la tension qu'ils ressentent à chaque fois que quelqu'un entre dans leurs magasins. Ils ne peuvent s'empêcher de jeter des regards suspicieux surtout si le client n'est pas connu.

## TOUT SEMBLE COMME D'HABITUDE

En se promenant dans ce souk grouillant de monde, les visiteurs ne remarquent aucun changement. Des

dizaines de bijouteries collées les unes aux autres bordent les rues. Mais dans ce souk, on ne vend pas uniquement que des bijoux. On y trouve des magasins de vente en gros, un grand marché de légumes et de fruits et un endroit réservé à la vente de tapis. C'est un souk très animé où les magasins restent ouverts 24 heures sur 24. Dans ce décor, le commissariat de police garde sa place au centre du souk. Mais les choses ne sont plus comme avant. La relation entre les commerçants et les agents de police n'est plus la même. Aujourd'hui, personne n'attend rien de l'autre.

«Notre commissariat a été l'un des rares à n'avoir pas été attaqué lors de la révolution. Dans ce marché, tous les propriétaires de magasins se connaissent et ont toujours entretenu de bonnes relations avec la police», dit Karim, un bijoutier.

Karim termine ses propos en pointant du doigt la fenêtre d'un appartement au premier étage, en face de son magasin. En la regardant, rien de suspect, mais le bijoutier affirme que derrière les rideaux se trouvent des hommes armés surveillant l'endroit nuit et jour. Et ce n'est pas le seul appartement qui sert de «mirador».

Les vigiles sont des militaires des forces spéciales à la retraite. Mais ces mesures coûtent excessivement cher : un garde spécial peut toucher entre 300 et 400 L.E. par jour. Mais d'après les bijoutiers, c'est une somme dérisoire à côté de ce qu'ils risquent de perdre en cas d'attaque. Tous les bijoutiers se partagent les frais de ce genre de protection.

Les visiteurs, eux, ne peuvent reconnaître ces vigiles habillés en civil. Ils bougent tout le temps, sans se faire remarquer. Comme à l'accoutumée, les passants admirent d'un côté les vitrines remplies de bijoux et, de l'autre, les fruits et légumes ou les pacoilles exposées sur les trottoirs par les vendeurs ambulants.



Avant, les agents de police patrouillaient deux par deux, faisant des va-et-vient incessants. D'autres se tenaient à des endroits fixes, exhibant leurs tenues et leurs armes. Ce n'est plus le cas depuis deux ans. Ce qui a obligé les bijoutiers à acheter des armes et à installer des portes blindées.

## RESTER CALME FACE À LA PSYCHOSE

Mais certains bijoutiers refusent de vivre dans cette situation de psychose. Ils se protègent, mais sans dépenser beaucoup d'argent. Ossama Raouf explique qu'il ne faut pas exagérer. Selon lui, le danger existe à cause du manque de sécurité, mais «ça ne fait pas craindre quand on se trouve dans un tel endroit où chaque bijoutier a plus de dix employés, et quand on a en face des marchands de fruits qui représentent une ligne de défense en cas d'agression». Les bijouteries qui pourraient faire l'objet d'attaques sont celles qui sont isolées. Pour lui, la situation stratégique du souk suffit en elle-même. Il faut cependant prendre quelques précautions supplémentaires comme celle d'ouvrir plus tard que les autres magasins et de fermer avant.

Mais rares sont les bijoutiers qui partagent le point de vue de Raouf. Après la révolution, on a déjà attaqué Al-Sagha, le centre névralgique de la vente de l'or en Egypte. Pour beaucoup, il ne faut pas prendre les choses à la légère comme dit Rafiq Abassi, chef du secteur de l'orfèvrerie à l'Union des industries.

«Les magasins de Midane Al-Gamie ont déjà fermé durant une semaine lors du premier chaos qui a suivi le déclenchement de la révolution à cause de la disparition de la police», dit Abassi. Pour les bi-

joutiers, le choix est vite fait : rester chez eux en attendant le retour de la police ou braver le défi en trouvant des moyens pour se protéger.

«Nous avons choisi de survivre même si l'on doit dépenser de l'argent pour protéger nos vies. A présent, on n'attend plus rien de la police. Au contraire, ce sont les policiers du commissariat qui se sentent protégés, grâce à nous», conclut Amr, en surveillant lui-même la position des nouvelles caméras qu'il vient d'installer.

Ironie du sort, les rôles se sont inversés. Aujourd'hui, ce sont les bijoutiers qui protègent la police.

## VOLEURS TORTURÉS, VOYOUS DÉCAPITÉS, QUAND LES CITOYENS FONT JUSTICE EUX-MÊMES, C'EST LA HAINE QUI PARLE

- Juin 2011, gouvernorat de Charqiya. Les habitants tuent un voleur et blessent grièvement son frère. Ils avaient attaqué un fonctionnaire et lui avaient volé 52 000 L.E.  
- Août 2011, gouvernorat de Kafr Al-Cheikh. Une centaine de personnes font irruption dans la maison d'un hors-la-loi, y mettent le feu, font sortir le malfaiteur, le battent et le mutilent. On lui coupe ses deux mains et sa jambe droite avant de le traîner dans la rue, de le décapiter et de jeter son corps devant le poste de police.

- Septembre 2011, gouvernorat de Ménoufiya. Les habitants arrêtent des cambrioleurs, les dénudent et les battent avant de les emmener au poste de police. L'un meurt des suites des blessures avant même d'arriver au commissariat. Les autres sont grièvement blessés.

- Décembre 2011, gouvernorat de Banha. Les habitants poursuivent des bandits durant des heures et les battent à mort. Ils terrorisaient les habitants et leur demandaient des rançons.

- Janvier 2012, gouvernorat de Charqiya. Deux criminels qui avaient tué un jeune garçon sont arrêtés par les habitants, puis pendus dans la rue devant tout le monde.

- Février 2012, gouvernorat de Charqiya. Les habitants tuent un bandit et brûlent son cadavre avant de le suspendre à un poteau.

- Février 2012, gouvernorat de Qalioubiya. Des voyous sont arrêtés et fouettés par les habitants. L'un d'eux meurt de ses blessures.

- Juin 2012, gouvernorat de Charqiya. Les habitants d'un village torturent et tuent des voyous qui harcelaient leurs filles.

- Août 2012, gouvernorat de Damiette. Les habitants tuent un voyou et brûlent son cadavre dans sa voiture.

- Mars 2013, gouvernorat de Gharbiya. Les habitants dénudent et torturent à mort des criminels qui ont kidnappé des femmes du village. Ils sont ensuite pendus à un poteau.

## En Afrique du Sud, un mariage frôle l'incident diplomatique



**U**ne famille richissime, proche du président Jacob Zuma, a utilisé une base militaire de l'armée de l'air pour faire atterrir un avion transportant ses invités d'Inde pour un mariage.

Le gouvernement sud-africain a fait tomber des têtes dans l'administration vendredi après le scandale d'un fastueux mariage organisé par une très riche famille amie du président Jacob Zuma dont les invités en provenance d'Inde ont pu atterrir sur une base de l'armée de l'air.

Pas moins de six ministres (Justice, Intérieur, Défense, Présidence, Police, Affaires étrangères) ont tenu une conférence de presse pour annoncer la suspension de cinq membres de l'administration et personnel de l'armée, à la suite de cet incident qui provoque des remous jusqu'en Inde.

L'avion transportait près de 200 personnes venues assister au mariage de Vega Gupta, 23 ans, héritière de l'une des plus riches familles d'Afrique du Sud, d'origine indienne et très liée à Zuma. Deux des fils du président sud-africain ont travaillé comme directeurs dans des entreprises de la famille Gupta, propriétaire de nombreux intérêts en Afrique du Sud et généreux mécènes du parti au pouvoir, l'ANC. La famille Gupta possède entre autre le quotidien New Age, considéré comme la voix de l'ANC.

«On est proche de l'incident diplomatique», a commenté la minis-

tre des Affaires étrangères Maite Nkoana-Mashabane alors que l'ambassadeur d'Inde à Pretoria est soupçonné d'avoir demandé l'autorisation d'atterrir et triché sur la formulation pour l'obtenir. Tous les ministres ont assuré, l'un après l'autre, devant la presse qu'«aucune autorisation officielle» n'avait été accordée pour l'atterrissage de cet Airbus A330-200 privé mardi sur la base de l'armée de l'air de Waterkloof. Et le ministre de la Justice Jeffrey Radebe a annoncé des poursuites contre ceux qui «ont terni l'image du pays» et promis un rapport d'enquête complet d'ici sept jours.

Deux officiers de police et un réserviste ont également été arrêtés en lien avec l'escorte policière accordée aux invités des Gupta lors de leur transfert entre la base militaire et la station touristique de Sun City, le lieu de la fête. La plupart des voitures avaient été louées et illégalement équipées de girophares, et un véhicule de police au moins circulait avec.

Les invités à ce mariage, organisé dans le plus pur style de la tradition indienne, avec débauche de kitsch et de luxe, devaient repartir ce vendredi mais le scandale pourrait durer au-delà compte tenu des réactions inhabituellement critiques des alliés de Zuma. «Nous attendons encore une explication appropriée ou une justification à cette décision qui a été prise d'autoriser l'invasion d'un site-clé de sécurité nationale par des individus privés», a commenté le secrétaire général de la puissante confédération syndicale du Cosatu Zwelinzima Vavi.

## Sécurité aérienne : attachez vos ceintures !

Notre collaborateur François Nénin publie une enquête implacable sur la sécurité aérienne. A lire absolument.

Marianne

**C**e livre n'est pas le résultat d'un hasard ou d'une rencontre. C'est le fruit d'une passion. Une passion pour l'aviation et ses chevaliers du ciel qui a conduit son auteur, notre collaborateur François Nénin, à enquêter depuis huit ans sur le transport aérien, au point d'y consacrer deux précédents ouvrages, de belles enquêtes publiées notamment dans Marianne, et un documentaire très remarqué diffusé en novembre dernier sur Canal+. Tout en trouvant le temps d'alimenter un site Internet très documenté sur la sécurité aérienne, securvol.fr.

Alors où diable le bougre a-t-il trouvé matière à un troisième bouquin ? Ces avions qui nous font peur\* part d'un constat : non, l'avion n'est pas le moyen de transport le plus sûr - le train fait moins de victimes. Et, chaque semaine, une trentaine d'incidents graves en vol mettent en jeu la vie des passagers. La faute à qui ? Aux logiques néolibérales déployées par les compagnies depuis le début des années 2000, «quand les financiers en ont pris les commandes pour faire des économies et baisser les prix, répond François Nénin. On n'a pas seulement rogné sur les services à bord...»

Et le journaliste d'en faire la démonstration au fil des pages. Il nous plonge au milieu des pilotes de ligne SDF précarisés par la crise, ces galériens du ciel employés au coup par coup et qui se mettent aux commandes épuisés, dans des avions de compagnies intérieures ou régionales. Concernant le crash



de la Colgan Air à Buffalo, en 2009, on apprend que la jeune copilote Rebecca Shaw arrondissait ses fins de mois en travaillant comme serveuse entre deux vols !

Et que dire des projets fous des lobbyistes de Bruxelles, révélés par Marianne (no 809 du 20 octobre 2012) ? Ejecter le copilote, piloter les avions à distance comme des drones, former les hôtesse de l'air aux atterrissages d'urgence, réduire de moitié le nombre d'heures de vol pour la formation des pilotes..., la liste des économies est longue, qui va la payer ?

Partout dans le monde, des compagnies poubelles pressurées ne regardent plus sur l'origine des pièces et magouillent avec la maintenance. Et les contrôles, comme dans la filière viande, semblent parfois pour le moins... aléatoires. Malheureusement, en cas de raté, les implications sont autrement plus définitives que de croquer du cheval sans le savoir dans ses lasagnes.

# Polygamie : enquête sur un archaïsme

## TELQUEL

“Avoir plusieurs femmes, c’est le meilleur moyen que j’ai trouvé pour concilier mes pulsions et ma foi musulmane. Il ne faut pas se leurrer, ce n’est pas dans la nature des hommes d’être fidèles à une seule et unique femme. Et ça, c’est dans le monde entier. Certains choisissent de prendre des maîtresses, de vivre des relations cachées, d’autres, comme moi, préfèrent la transparence et se marient.” Ainsi s’exprime Salim, 35 ans. Il est marié à deux femmes et envisage d’en épouser une troisième. Pourtant, contrairement à ce qu’on pourrait croire, ce n’est ni un barbu, ni un vieux d’allure “rétrograde” vivant dans une campagne reculée. Ce polygame assumé est un jeune ophtalmologue à l’allure de hipster et d’apparence on ne peut plus moderne. Et aussi surprenant que cela puisse paraître, il est loin d’être le seul à penser ainsi. En effet, selon l’étude “L’islam au quotidien au Maroc”, réalisée par les sociologues Mohamed El Ayadi, Hassan Rachik et Mohamed Tozy, 44% de la population marocaine est pour la polygamie. Plus étonnant encore, cette même étude révèle que “l’opinion favorable à la polygamie est plus importante dans les catégories scolarisées de la population que dans les catégories non scolarisées”. De quoi donner des sueurs froides aux féministes comme Fouzia Assouli, qui milite depuis de nombreuses années pour l’abolition de cette pratique : “La polygamie est préjudiciable à la femme, mais a aussi des conséquences néfastes sur les enfants et la société”, tonne la présidente de la Ligue démocratique des droits des femmes (LDDF).

### MISSION COMPLIQUÉE, PAS IMPOSSIBLE

La bataille est donc loin d’être gagnée, d’autant qu’avec l’arrivée en novembre 2011 d’un gouvernement islamiste, la polygamie a, quelque part, “repris du galon” en la personne de deux ministres pjdistes qui assument sans complexes leur statut de polygames. C’est le cas du ministre de la Justice et des Libertés, Mustafa Ramid, qui est allé jusqu’à déclarer dans une interview accordée à TelQuel : “C’est certainement plus facile que d’avoir une épouse ‘légale’ et une maîtresse”. L’autre membre du gouvernement qui affiche sa polygamie au grand jour n’est autre que Abdellah Baha, ministre d’Etat sans portefeuille et spin doctor du chef de l’Exécutif, Abdelilah Benkirane. Et si ce dernier est monogame, il ne s’est pas gêné pour déclarer, au quotidien français Le Monde, à propos de ses ministres polygames : “Ce n’est pas pire que d’avoir des séries de maîtresses.” Avec de tels propos, gageons qu’un amendement de la Moudawana qui interdirait définitivement la polygamie ne risque pas de se faire sous l’ère Benky... Concrètement, tous les ans, à l’instar de Salim, notre ophtalmo bi-daoui, ils sont plus de mille à prendre une deuxième, voire une troisième épouse. Plus précisément, selon les statistiques du ministère de la Justice, sur les 325 415 mariages contractés au Maroc en 2011, on recense 1104 autorisations pour un second mariage, contre 991 en 2010. “On constate en effet une légère augmentation des cas. En attendant l’interdiction pure et simple de la polygamie, on ne pourra jamais connaître la véritable tendance des chiffres”, analyse Khadija Rouggany, avocate au barreau de Casablanca et membre de l’Association marocaine pour les droits des femmes (AMDF). Des chiffres d’autant plus “obscur” que certains se débrouillent comme des chefs pour contourner la loi (voir encadré), cette fameuse Moudawana instaurée en 2004 et qui avait notamment pour objectif de faire baisser la polygamie en obligeant les hommes à demander l’autorisation préalable de leur épouse avant de contracter un autre mariage. Pour cet adoul de Casablanca, “la Mou-

**Profondément ancrée dans le socle religieux, social et culturel, cette survivance du passé a la peau dure et ne risque pas de disparaître de sitôt. Décryptage.**



dawana a certes compliqué les conditions du mariage, rendant, de facto, une seconde union presque impossible. Mais certains n’hésitent pas, pour contourner les contraintes du nouveau Code de la famille, à recourir au mariage dans le secret, conclu par la lecture de la Fatiha tout simplement. Sans oublier que les hommes rivalisent d’ingéniosité pour tricher et contourner la loi”.

### OBSCURS OBJETS DU DÉSIR

Qu’est-ce qui fait donc rêver ces hommes désireux d’avoir plusieurs épouses ? Mis à part les cas particuliers de stérilité ou de maladie chronique de la première épouse, l’argument qui revient systématiquement dans la bouche de la majorité des polygames, c’est le sexe. Le sexe et la variété des plaisirs. Imad, un quadra professeur de maths au physique d’éternel adolescent, en véritable macho, nous lance le plus naturellement du monde : “Qui n’a jamais rêvé d’être un Don Juan, un Casanova ou, pour parler de quelqu’un de plus proche de nous, un Haj Mitwaly (héros du célèbre feuilleton égyptien des années 2000, ndlr) ? Les hommes qui prétendent le contraire sont des menteurs... On a tous au fond de nous un fantasme de harem. Mais si le harem est un privilège réservé aux rois, la polygamie est accessible à tous”. De son côté, Salim, notre ophtalmologue, n’hésite pas à affirmer de manière tout à fait décomplexée et bla hechma : “ça va vous paraître un peu vulgaire, mais on ne peut pas manger du poulet tous les jours, il faut varier”. Une excuse très usitée chez les adeptes de la polygamie, qui présuppose que le besoin de varier les plaisirs n’existe que chez les messieurs, et en aucun cas chez les dames. Elle laisse aussi entendre que finalement, pour ces hommes, les relations qu’ils entretiennent aux femmes se limitent à la chair, et que ces dernières ne sont, à leurs yeux, rien d’autre qu’un corps, un instrument de jouissance. “Pour nous les hommes, qui sommes fondamentalement chasseurs dans l’âme, épouser plusieurs femmes c’est la solution idéale, qui permet d’assouvir fantasmes et désirs, mais dans le halal, sans culpabilité, puisque l’islam met à notre disposition un cadre qui régit ces relations, poursuit Salim. Ce qui, à mon sens, est en faveur de la femme, qui peut ainsi être reconnue socialement et avoir des droits, hériter, avoir des enfants, etc.” Un point de vue partagé par Abdeslam El Bouraini, adoul et ancien président de l’Ordre national des adouls, pour qui “la polygamie est le meilleur remède contre al fassad”. Comprenez qu’il s’agit d’une sorte de rempart contre les relations sexuelles extraconjugales. Par ailleurs, toujours selon l’an-

cien big boss des adouls, ce serait aussi un excellent moyen de lutter contre le célibat, puisqu’il n’hésite pas à affirmer : “Il y a autant de divorces que de mariages chaque année, il faut bien recourir à cette solution pour absorber le surplus de célibataires qui résulte de cette équation.” Qui dit mieux ? Pour Fatiha Layadi, ex-députée du Parti authenticité et modernité (PAM), “ces arguments sont fallacieux, et ne sont qu’une manière de rendre licite ce qui ne l’est pas.”

### GESTIONNAIRES D’ENTREPRISE FAMILIALE

Et lorsqu’on demande à un polygame si ce n’est pas dur de composer avec les humeurs et les états d’âme de plusieurs femmes, la réponse est sans appel : “Il y a bien des hommes qui gèrent des entreprises de 3000 personnes, alors pourquoi pas deux femmes ?”, décrète Salim, sans même réaliser combien sa comparaison est réductrice pour la gent féminine. Même son de cloche du côté de Imad : “Comme les femmes se sentent en compétition et quelque part en danger, elles redoublent d’efforts pour satisfaire leur mari, le ‘gagner’. Elles font plus attention à elles, nous bichonnent... et c’est merveilleux ! Loin de se sentir en difficulté, avoir plusieurs épouses donne un véritable sentiment de surpuissance”. Ben voyons...

Cependant, si l’islam autorise cette pratique, il l’accompagne de conditions assez restrictives : “Épousez comme il vous plaira deux, trois ou quatre femmes, mais si vous craignez de n’être pas équitable, prenez une seule femme” (Coran, sourate Annissae, verset 3). Une restriction renforcée plus loin dans la même sourate : “Vous ne pouvez être équitables à l’égard de vos femmes, même si vous en avez le désir” (Annisae, 129). Un verset qui souligne bien, à sa manière, que l’existence d’un homme marié à plusieurs femmes sera ponctuée d’injustices faites à l’une ou l’autre.

Alors comment organisent-ils leur vie de famille au quotidien ? Exit le temps où, comme dans le film de Mohamed Abderrahmane Tazi, A la recherche du mari de ma femme, les épouses acceptaient de cohabiter sous le même toit. Aujourd’hui, les femmes de polygames version New Age exigent chacune d’avoir leur propre maison. Et équité oblige, de même “calibre” s’il vous plaît. C’est le cas de Salim, notre doc polygame, qui loue deux appartements dans le quartier Oulfa de Casablanca. Et qui dit deux appartements, dit deux loyers. “ça me fait un budget logement de près de 10 000 dirhams mensuels. Ce qui n’est pas négligeable. D’ailleurs, à mes yeux, l’argent est le seul véritable obstacle que je vois au fait de prendre encore une autre femme”, re-

grette-t-il le plus sérieusement du monde. Imad, dont les revenus sont plus limités, a choisi quant à lui d’acheter une petite maison familiale à Sidi Maârouf, dans la banlieue casablancaise, et d’installer chacune de ses deux femmes à un étage distinct. Il passe la nuit chez l’une ou chez l’autre à tour de rôle.

Sur ce volet, le devoir d’équité pour un polygame envers ses épouses est une obligation à la fois juridique et religieuse. Mais sa traduction dans la pratique relève de l’impossible. Et les témoignages ne manquent pas. En effet, jongler entre plusieurs foyers donne le tournis même au plus aguerri des maris. “Parfois, je suis bien chez moi et je passe une bonne soirée avec les enfants. Mais dès que je m’apprête à sortir pour passer la nuit chez la seconde épouse, c’est la scène de ménage garantie. Souvent elle me lance : ‘Vas-y, sors de ma maison, va voir ta traînée’. C’est pénible”, nous confie Imad, dépit. Des scènes de ménage qui se suivent et se ressemblent, où le polygame se retrouve dans un no man’s land psychologique difficile à déchiffrer, surtout pendant le ramadan ou les jours de fête, où il doit pratiquement “se couper” en deux, voire trois, pour visiter ses belles-familles. “Il m’arrive de tout laisser tomber et partir en escapade tout seul ou avec un ami pour me reposer, surtout moralement. Je suis fatigué tout le temps, mais j’ai de la tendresse pour mes deux épouses”, avoue Imad. Un casse-tête...

### CE QUE PENSENT LES FEMMES ?

Et les principales intéressées dans tout ça ? Que ressentent-elles ? Comment vivent-elles leur situation de femmes de polygames ? Deux mots reviennent presque systématiquement quand elles décrivent leur ressenti : la colère et le sentiment d’humiliation. “Lorsque mon mari m’a annoncé qu’il voulait prendre une deuxième épouse, c’est toute ma vie qui s’est écroulée. Passée la colère, j’ai essayé de comprendre pourquoi ça m’arrivait à moi, qu’est-ce que j’avais bien pu faire de mal, en quoi j’ai failli, fauté, en quoi finalement je me suis montrée incomplète pour qu’il ait besoin d’une autre ? Nous étions mariés depuis dix ans, nous avons deux beaux enfants. Bien sûr, comme tous les couples, il y a des hauts et des bas, mais rien de particulier, à part une certaine distance ces deux dernières années, due notamment à ses nombreux déplacements professionnels. Apprendre qu’il voulait prendre une autre femme a été une véritable humiliation”, se souvient Sonia, cadre en entreprise de 43 ans. Même son de cloche du côté de Fouzia, 35 ans, femme au foyer : “Ça a été un choc. Je savais plus

ou moins que mon mari était coureur, qu’il avait des maîtresses, qu’il était zehouani comme on dit, particulièrement depuis la naissance des enfants, mais je n’imaginais pas un seul instant que l’homme dont j’étais tombée amoureuse, un homme instruit et moderne, puisse passer à l’acte et se remarier.” Mais alors, si cette nouvelle a engendré tant de souffrance chez ces femmes, pourquoi ont-elles donné leur autorisation ?

### DESPERATE HOUSEWIVES

“La pression sur ces femmes est énorme et la société est impitoyable à leur égard. Au Maroc, on préférera toujours qu’une femme reste mariée, même si elle est malheureuse, plutôt que l’opprobre du divorce”, nous déclare Fatiha El Ayadi. Ce que nous confirme Souad Benmessaoud, coordinatrice des centres d’écoute de la LDDF : “La polygamie est une véritable violence psychologique faite aux femmes. Et cette violence est perpétrée non seulement par les maris, qui choisissent de prendre une seconde épouse, mais aussi par les familles de ces femmes qui, loin de les soutenir, n’ont qu’une obsession : éviter à tout prix le divorce de leurs filles et, surtout, empêcher leur retour au domicile parental.”

“Bien sûr, j’aurais pu refuser, demander le divorce. J’ai les moyens matériels de me prendre en charge, j’ai un bon travail. Mais j’ai pensé à mes enfants, que j’aurais privés de leur père, au regard de la société. Et puis, à 43 ans, divorcée avec deux enfants, comment refaire ma vie ? Quel homme voudrait encore de moi ? Je me suis donc résignée et je lui ai donné l’autorisation de se marier”, explique Sonia d’un air triste. Puis elle nous confie que, depuis, elle voit un psy et suit un traitement pour dépression chronique. Un scénario assez classique, que nous confirme ce psychologue spécialisé dans les problèmes de couple : “Lorsque leur mari prend une deuxième épouse, les femmes se retrouvent plongées dans une immense détresse où prédomine un sentiment de culpabilité, souvent étayé par l’attitude de l’entourage et de la société, qui leur laisse entendre que si l’homme a décidé de se remarier, c’est sûrement qu’elles n’ont pas su le satisfaire, le ‘tenir’”. Et ce chagrin, ce désarroi, se transforme parfois en une dépression dont l’issue peut être dramatique, fatale. C’est le cas de cette femme qui s’est suicidée, en 2008, avec ses deux filles, à Mohammedia, après avoir appris que son mari voulait en épouser une autre car elle ne lui avait “donné” aucun garçon... Et la détresse des mères est généralement partagée par les enfants, qui paient inévitablement les pots cassés de la polygamie et de la distorsion de la cellule familiale. “Un deuxième mariage du père a des conséquences extrêmement néfastes sur la vie des enfants. Suite à cela, il n’est pas rare d’assister à des retards ou des échecs scolaires, un repli psychologique, voire des fugues”, souligne Souad Benmessaoud.

D’autres femmes encore choisissent de se battre et déploient, pour y arriver, une énergie phénoménale. A l’instar de Fouzia, qui a préféré jouer la carte de la reconquête : “Très rapidement, mon côté combatif a repris le dessus. Je me suis dit à la guerre comme à la guerre. Si je me retire de la bataille maintenant, la nouvelle aura tout gagné, et tout ce que j’ai construit jusqu’à présent sera perdu. Donc, au lieu de le rejeter, j’ai joué à la femme compréhensive, j’ai même été jusqu’à ‘copiner’ avec la deuxième. Et puis, petit à petit, en parallèle, j’ai sorti le grand jeu : lingerie fine, j’ai perdu du poids, je me suis mise au sport, j’ai renouvelé ma garde-robe, changé d’attitude avec lui... Et les résultats ne se sont pas fait attendre. Lui qui était devenu volage, quasi toujours absent du foyer, il s’est montré présent et attentionné plus souvent, presque amoureux. Par contre, il n’a pas encore répudié l’autre, mais je compte bien arriver à mes fins tôt ou tard.” Comme on dit, l’espoir fait vivre...

## Des mesures annoncées pour le recouvrement de la fiscalité locale

# La Corniche : Paradis fiscal ?

Houari Saaïdia

La daïra d'Aïn El-Turck est le «mauvais élève» de la fiscalité locale. Un chiffre, à lui seul, illustre le taux «dérisoire» du recouvrement fiscal dans la commune chef-lieu de cette daïra côtière : le budget communal 2013 d'Aïn El-Turck est de 11 millions de DA.

Avec tous les hôtels et complexes touristiques, les plages mises en concession, le patrimoine immobilier communal, entre autres, la recette de cette grande municipalité à vocation touristique ne récupère que des miettes des taxes et impôts qui lui reviennent de droit. Il y a anguille sous roche à la Corniche. C'est le chef de daïra d'Aïn El-Turck, qui, au détour d'un point de situation sur les projets financés sur budget communal (BC), pour les 26 APC de la wilaya, tenu mardi lors d'un briefing de l'exécutif sous la présidence du wali, a tiré la sonnette d'alarme sur ce fait «scandaleux». C'en est vraiment un, car le phénomène d'évasion fiscale est connu de tous sur la Corniche oranaise, véritable «paradis fiscal». Les trois autres communes de la daïra

sont logées à la même enseigne : les BC 2013 de Mers El-Kébir, El-Ançor et Bousfer ont respectivement : 5, 6 et 6 millions de DA, soit moins que le prix d'une benne-tasseuse ! Le SG de la commune de Mers El-Kébir a souligné, dans le même contexte, que «notre commune n'encaisse aucun sou des entreprises étrangères qui réalisent des projets sur son territoire et causent des tas de nuisances pour son environnement.» Le wali, d'ailleurs, a dû «zapper» ces communes lors de son passage en revue, à tour de rôle, des programmes BC. Car, à l'évidence, il ne pouvait tout de même pas demander des comptes sur l'autofinancement à une APC dont la recette est une misère. Cependant, être une commune riche ne veut nullement dire être une commune en bonne santé en termes de développement local. Sidi Chahmi en est l'exemple le plus édifiant à l'échelle de la wilaya d'Oran. Avec un budget communal confortable de 37 milliards de centimes, cette commune ne reflète pas un visage de collectivité nantie, loin de là. La mauvaise gestion des fonds, des ressources financières et des moyens humains et matériels octroyés par la wilaya, se traduisant par un retard béant dans tous les secteurs, a atteint un tel point à Sidi Chahmi que le chef de

l'exécutif local a décidé de «déléguer» la mise en œuvre de ses projets, tous programmes confondus (budget communal, budget de wilaya, programme sectoriel, PCD, FCCL, etc.), au directeur de l'Administration locale (DAL). Le wali a également promis qu'il allait se charger lui-même du dossier du recouvrement de la fiscalité locale, annonçant une batterie de mesures «très fermes» dans les semaines à venir, sans pour autant en dévoiler les détails, avec comme première cible : Aïn El-Turck. Il n'est pas un secret qu'il y a des taxes et des impôts qui ne sont point recouverts par les APC, à l'image de la taxe sur l'assainissement, la taxe foncière, considérée comme l'impôt fondamental, entre autres.

Depuis le changement des prérogatives des services extérieurs du Trésor, les impôts ne recouvrent pas les redevances qui ne leur sont pas directement dus ou qui ne constituent pas des recettes pour le budget de l'Etat. Par ailleurs, beaucoup de communes ne perçoivent pas de taxe sur l'activité professionnelle des entreprises installées sur leur territoire au motif qu'elles s'acquittent de leurs impôts à partir du siège social qui se trouve, pour la plupart des entités économiques au niveau du centre d'Alger ou sur les hauteurs.

## La SARL BTG nous écrit

Suite à l'article du 24 avril paru dans votre journal, concernant des incidents apparus avec notre personnel activant sur le projet Métro d'Oran, la Sarl BTG vous demande de publier son droit de réponse comme suit :

-Tous nos travailleurs ont été, depuis le début du projet, déclarés régulièrement à la Sécurité sociale. Vous pourrez vous approcher de notre siège principal pour avoir copie des déclarations CNAS

-Aucun licenciement abusif n'a eu lieu. Les travailleurs ont été jusqu'au bout de leur contrats ou bien quelques uns ont démissionné volontairement.

Vous pouvez vous rapprocher du siège principal de notre société pour avoir copie des contrats ainsi que des soldes de tout compte signés avec les anciens employés.

-Les arriérés de salaires ont été honorés suite au règlement d'un manque temporaire de trésorerie imputable à des charges de production imprévues pour satisfaire l'exigence de qualité relative à ce type de projet hautement technologique.

A. Achir - Directeur du bureau d'Alger de la Sarl BTG  
Coopérative Zouatna  
N°76, les Vergers -  
Kouba - Alger

## Tranche de Vie

Par El-Guellil

### «Chaton ensemble»



Le docteur préconisa des soins intensifs et administra de puissants sédatifs et nous conseilla de le laisser se reposer et d'appeler demain vers midi pour un premier briefing.

Le lendemain à 11h00 du ma-

tin, la voix du Dr. Lianne retentit : la bonne nouvelle ! Ses jours ne sont plus en danger, seulement il doit garder le lit d'hôpital pour au moins trois jours. Pour nous rassurer, Dr. Lianne nous réconforta en insinuant que l'hôpital dispose d'un système honoraire dit «paiement par crédit» si toutefois l'addition est trop «malha». Al Hamdu Lillahi, peu importe pourvu qu'il soit sauvé, qu'il guérisse et retourne à la maison.»

Je m'arrête, affecté, de lire le mail que m'a envoyé mon ami Mohamed Tholia. El ghorba, je ne peux même pas rendre visite au malade. Affecté. Je prends ma douleur en patience et continue la lecture, j'ouvre les guillemets : «Wa Allahi c'est l'histoire de mon chat Minouch: Il fut heurté par un automobiliste à Melbourne le 2 mai 2013.»

Melbourne pour ceux qui ne le savent pas est la deuxième agglomération urbaine d'Australie après Sydney.

## Journée nationale de la sage-femme

Houari Barti

La Journée nationale de la Sage-femme a été célébrée par la direction de la Santé et de la Population (DSP) à travers l'organisation d'une journée d'étude au niveau de l'école de formation paramédicale de la rue Mohamed Khemisti. Organisée par l'Etablissement public de Santé de proximité (EPSP Front de mer), cette journée d'étude a regroupé des sages-femmes de l'ensemble des EPSP de la wilaya d'Oran. Pour Mme Meguenni, chargée de la communication au niveau de la DSP d'Oran, outre l'objectif de réunir les sages-femmes de la wilaya pour ouvrir le débat sur le métier de sage-femme et sur son rôle en matière de lutte contre la mortalité maternelle néonatale, cette journée vise également à faire «la promotion auprès de ce corps de métier, du

dépistage du cancer du sein et du col utérin, de l'usage du stérilet et de l'allaitement maternel, et ce conformément aux recommandations du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Mme Meguenni a ajouté dans ce même ordre d'idées, que le taux de mortalité des nouveaux-nés est en net recul en Algérie, où il a chuté à 3%, grâce notamment au dispositif d'accompagnement de la femme enceinte durant sa grossesse avec des contrôles effectués à la 12<sup>ème</sup>, 22<sup>ème</sup>, 28<sup>ème</sup> et 32<sup>ème</sup> semaine à travers notamment un bilan sanguin détaillé visant, entre autres, le dépistage du diabète et de l'hypertension artérielle et la connaissance du rhesus.

Ce programme de sensibilisation et d'information sera clôturé aujourd'hui lors d'une rencontre qui se déroulera à l'hôtel Président.

## Ils maquillaient des véhicules volés Cinq personnes dont un tôlier et un mécanicien arrêtées

K. Assia

Véritable coup de filet que celui opéré par les services de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya d'Oran avec le démantèlement d'un réseau spécialisé dans le trafic des véhicules. Cinq personnes dont un tôlier installé à El-Hassi et un mécanicien ont été appréhendées dans le cadre de cette affaire. Ce réseau s'adonnait à la falsification des caractéristiques techniques des véhicules. Un procédé frauduleux qui leur a permis de les écouler sur le territoire national et notamment à Oran. Le stratagème adopté par les auteurs de ce trafic consistait d'abord à «dénicher» les véhicules à trafiquer, autrement dit identifier d'éventuels «clients» voulant maquiller des véhicules volés ou autres.

Cette mission était confiée à un mécanicien, un intermédiaire et un autre membre du réseau arrêté également. Les véhicules à maquiller étaient acheminés vers un garage situé à El-Hassi chez un tôlier qui a été arrêté en flagrant délit de falsification. Poursuivant leurs recherches, les enquêteurs ont arrêté deux autres individus qui ont acheté des véhicules maquillés. L'enquête a révélé la présence d'un autre individu chargé de conclure des transactions avec les personnes intéressées. Avec le démantèlement de ce réseau spécialisé, les services de la police ont récupéré un véhicule chez le tôlier. Les mis en cause ont été présentés au tribunal et placés sous mandat de dépôt. Les recherches se poursuivent pour déterminer d'éventuelles complicités dans ce trafic.

### Aïn El-Turck

## Incendie dans un atelier de mécanique pour motocyclettes

Un grand incendie s'est déclaré dans un atelier de mécanique pour motocyclettes, au cours de la nuit du mardi au mercredi, aux environs de 22 heures, apprend-on auprès de la Protection civile. Les flammes se sont rapidement répandues dans ce garage qui fait office d'atelier de mécanique d'une superficie d'environ 140 m<sup>2</sup>, sis rue Dif Mohamed en face du Centre de formation, dans le chef-lieu de la daïra d'Aïn El-Turck. Des motos et des bicyclettes, qui se trouvaient à l'intérieur de cet atelier pour des réparations ont aussitôt pris feu et ont en quelque sorte attisé l'incendie. A cause du carburant dans leurs réservoirs, des motocyclettes ont explosé, provoquant ainsi une grande panique parmi les habitants et les commerçants des alentours im-

médiats, indique notre source. L'unité de la Protection civile de la localité de Bouisseville a mobilisé d'importants moyens humains et matériels pour circonscrire le feu qui menaçait de se propager vers les habitations et les établissements de commerce situés dans les abords immédiats. Les soldats du feu ont lutté contre les flammes jusqu'à hier, un petit intervalle de temps avant les premières lueurs de l'aube. Plus de peur que de mal, fort heureusement, car on ne déplorait aucune victime parmi les habitants de cette zone à forte concentration de la population. Une enquête a été déclenchée par les services de police pour déterminer les circonstances ayant entraîné ce sinistre et situer les responsabilités en termes de mesures de sécurité.

Rachid Boutlélias

### ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Moukdad Aek, 63 ans, Sidi El-Houari  
Hamoum Lahcen, 8 ans, Dar El-Beida  
Boualem Amel, 35 ans, St-Eugène  
Bendhiba Ahmed, 86 ans, St-Eugène

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

28 jourmada ethani 1434

El Fedjr 04h24	Dohr 12h58	Assar 16h47	Maghreb 20h00	Icha 21h29
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Cela fait un bon bout de temps que je n'ai eu de ses news. Mais comme dicte le fatalisme, ou l'optimisme, cela dépend, je me suis dit, pas de nouvelles bonnes nouvelles. Aujourd'hui, surprise, c'est lui qui m'écrit. Je m'empresse d'ouvrir le message. La connexion étant ce qu'elle est chez nous autres c'est une «conne-ction». Ça y est, je l'ai et je lis : j'ouvre les guillemets pour vous faire partager mon moment de joie :

«Il était 18h30 lorsqu'il s'approcha traînant sa jambe, la mâchoire saignante et de travers, ne pouvant faire signe de présence si ce n'est que par l'aide d'un ami fidèle. On lui ouvra la porte de la maison, le cœur se serre, larmes aux yeux et le désarroi nous envahit tous. Sans rien attendre, il fut transporté et admis en urgence à l'hôpital. La première consultation fait état d'une jambe cassée et une mâchoire disloquée.

**EL-BAYADH**

## Un silo de stockage et un complexe industriel des viandes rouges en perspective

**Hadj Mostefaoui**

Les élus locaux des 22 APC que compte la wilaya ont pris part récemment à une séance de travail présidée par le premier chef de l'exécutif. Homogénéité dans les relations de travail et de gestion de la collectivité locale, prise en charge des doléances des citoyens et plus particulièrement la rigueur dans la gestion de l'état civil et, enfin, la concrétisation des différents projets de développement, inscrits au titre des différents programmes, ont été les principaux thèmes débattus lors de cette rencontre. Dans la foulée, des éclaircissements ont été apportés aux élus communaux sur les ambitions économiques et industrielles de la wilaya et, plus particulièrement, en ce qui concerne les grands projets qui seront mis en chantier.

Le projet de réalisation, dans le chef-lieu de la commune de Bougtob, du troisième complexe régional des viandes rouges à l'échelon national, que l'on croyait passé à la trappe, vient enfin d'être dépoussiéré et remis au goût du jour. La concrétisation de ce projet à vocation industrielle a été constamment mise

en avant par les citoyens de cette région, eu égard, d'un côté, au potentiel ovin entre les mains des éleveurs, soit plus d'un million de têtes pour cette seule daïra, véritable vitrine de la wilaya donnant sur le nord du pays, et de l'autre, à sa position géographique comme une incontestable plaque tournante ayant toutes les chances de réussite. Un futur pôle commercial qui mérite de retrouver la place économico-industrielle qui lui échoit. Cependant, il y a lieu de signaler que des retards considérables dans la réalisation de ce complexe ont été enregistrés, à telle enseigne que les nouvelles les plus pessimistes et les plus alarmantes circulaient dans toutes les chaumières de la wilaya selon lesquelles il ne s'agissait plus que d'un coup d'épée dans l'eau et qu'il ne fallait plus se leurrer, du moment que les deux autres établissements régionaux retenus à l'échelon national ont connu un taux d'avancement des travaux très significatif. Le nouveau chef de l'exécutif a retroussé ses manches et a tenu à faire de la concrétisation de ce projet son cheval de bataille, et la bonne nouvelle n'a pas tardé à atterrir sur son bu-

reau puisque l'on a appris dans un communiqué de presse que ce projet a été bel et bien maintenu au niveau central et que les pourparlers entre la tutelle et le bureau d'études auquel seront confiés les travaux sont sur la bonne voie. D'ailleurs, le premier coup de pioche sera donné tout au début du mois de juin de cette année et il était vraiment grand temps, car des signes d'impatience, voire de déception, étaient perceptibles sur les visages des habitants de cette région du sud-ouest du pays que l'on dit souvent malchanceux et sur lesquels s'acharne le plus souvent le mauvais sort. L'on dit souvent qu'une bonne nouvelle ne vient jamais seule. En effet, l'on a appris auprès de cette même source que la wilaya d'El-Bayadh vient de bénéficier de l'inscription d'un projet de réalisation d'un silo céréalier d'une capacité de stockage de 100.000 quintaux et que l'étude du terrain d'assiette qui servira à son implantation sera bientôt ficelée. L'on peut dire d'ores et déjà, sans risque de se tromper, que la capitale des Laghouat Ksel a le vent en poupe et qu'elle peut larguer les amarres.

**ADRAR**

## Les élus débattent de leurs problèmes

**Bentouba Saïd**

En présence de plus de 300 participants, s'est tenu ce mardi à l'université d'Adrar le premier séminaire sur la formation des collectivités locales sous le thème «Les collectivités régionales et le déficit de développement local». La rencontre a regroupé tous les acteurs de développement : le wali, les chefs de daïra, maires et les élus de l'APW d'Adrar ainsi que les membres de l'exécutif, les contrôleurs financiers des communes et les trésoriers, des représentants de la société civile, en présence des chercheurs et professeurs venus de plusieurs universités d'Alger, Ouargla, Constantine et d'Oran pour encadrer ce séminaire.

La manifestation scientifique initiée par l'université d'Adrar en collaboration avec la wilaya a été ouverte par le wali, M. Sassi Ahmed Abdelhafid, qui, dans son intervention, est revenu sur l'évolution des collectivités locales depuis l'indépendance de l'Algérie, en décortiquant les mécanismes d'organisation des collectivités locales et le rôle des élus dans le développement et la concertation avec la société civile en les invitant à plus de rationalisation dans les dépenses publiques. De son côté, le professeur Abbassi Ammar a insisté sur le rôle de l'université comme le noyau de création de recherche et de réflexion sur les problèmes de la nation et son impact pour développer,

former et chercher les solutions à la société en invitant les participants à se rapprocher de l'université, qui reste ouverte à toutes les initiatives et prête à résoudre les problèmes de la société à travers ces équipes de recherche et ces laboratoires. Les thèmes du séminaire s'articulaient autour de plusieurs axes, «le financement local et les défis de développement en Algérie», «la planification stratégique au niveau des collectivités locales», «le code de la commune et de la wilaya, une lecture juridique» et «nouveau code des marchés».

Des ateliers ont été mis en place pour débattre des problèmes que rencontrent les nouveaux élus dans la gestion des communes.

**SIDI BEL-ABBÈS**

## La relation avec la presse redynamisée

**M. Delli**

La traditionnelle cérémonie organisée par la wilaya à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté d'expression, boudée ces dernières années, a été redynamisée par une conviviale réception tenue conjointement avec la sûreté de wilaya où les journalistes et correspondants de presse ont été honorés. Le premier responsable de la police a tenu dans son intervention à lire la lettre du Directeur général de la sûreté nationale adressée en cette occasion à l'ensemble des médias. La police, qui a toujours mis parmi ses priorités une relation privilégiée avec

les médias, compte renforcer ses moyens de communication avec des mécanismes qui facilitent l'accès à l'information. La sûreté de la wilaya de Sidi Bel-Abbès comptabilise une expérience riche dans ce domaine par le biais d'une efficace cellule de la communication qui maîtrise les techniques de rédaction à travers ses communiqués quotidiens qui retracent les activités de la police. De son côté, le premier chef de l'exécutif a affirmé à travers son intervention une volonté de la wilaya à œuvrer en collaboration avec la presse dans la promotion de l'information qui constitue un droit pour le citoyen. «L'Etat algérien n'a rien à cacher

et les portes de la wilaya et des directions de l'exécutif seront maintenues ouvertes», a-t-il souligné. A propos de la cellule de communication, le wali a enregistré une doléance des journalistes et correspondants de presse relative à un renforcement de ce service qui se limite actuellement à adresser des invitations.

La difficulté d'accéder à l'information officielle ouvre la voie dans la majorité des cas à la rumeur et les spéculations. Le nouveau wali, M. Hattab Mohamed, qui semble développer une force d'écoute et un sens de la communication exceptionnelle, a promis des changements dans l'avenir.

**OUED FODDA**

## Plusieurs projets de développement en cours

**Bencharki Otsmane**

Dans le cadre des visites de travail et d'inspection, le wali de Chlef, Mahmoud Djemaâ, s'est rendu mardi dernier dans la daïra d'Oued Fodda à la tête d'une délégation comprenant notamment les directeurs de l'énergie, de l'hydraulique, de la santé des travaux publics et de la jeunesse et des sports. Au menu de cette sortie, le wali a tout d'abord visité, dans la commune de Oued Fodda, les UMC (urgences médicochirurgicales) en cours de réalisation. Ce projet, dont une enveloppe de 27 milliards de centimes lui a été consacrée, comporte outre la salle postopératoire une soixantaine de lits. Six logements sont également prévus pour cette structure pour pouvoir loger les chirurgiens et cadres médicaux. Poursuivant sa visite dans cette même commune, M. Mahmoud Djemaâ a visité le chantier de rénovation du réseau d'assainissement dont les travaux ont atteint un taux d'avancement de l'ordre de 55%. Pour cette opération, une enveloppe financière de 500 millions de dinars a été dérogée par les pouvoirs publics. A Bir Saf-Saf, le wali a visité le chantier d'un important projet de construction de 210 logements et dont les travaux sont d'ailleurs achevés à l'exception de la voirie. Le wali a demandé au maître de l'ouvrage d'activer les travaux afin de faire profiter les futurs bénéficiaires de leurs logements avant la date du 5 Juillet de cette année. Saisissant cette occasion, le wali a instruit le chef de daïra et le P/APC d'établir dès maintenant la liste préliminaire des bénéficiaires de ces logements. Quant au douar de «Kouadjlia», il a été question de travaux d'AEP et de revêtement en béton bitumeux d'un tronçon routier pour désenclaver la région et améliorer les conditions de vie des populations locales. Poursuivant sa tournée, le wali s'est rendu dans la localité de «Z'moul» pour s'enquérir des travaux de réaménagement et de protection du périmètre du moyen Cheliff. A ce sujet, il faut savoir que 5.000 hectares de terre agricoles sont constamment menacés par la crue des eaux de l'oued Cheliff. A la forêt de «Zamoul», un magnifique site naturel d'une trentaine d'hectares fait actuellement l'objet de travaux de réaménagement et de

réhabilitation pour un montant de 100 millions de dinars. Sur les lieux du site, le wali, qui visiblement était admiratif du paysage, a demandé à ce que le problème de la sécurité du parc soit une priorité absolue notamment pour les familles en quête de quiétude. Dans la commune de Béni-Rached qui, faut-il le rappeler, a souffert énormément du séisme de 1980 (l'épicentre du tremblement de terre se situait justement dans cette commune), le wali a visité, tour à tour, les chantiers d'un groupe scolaire, d'un ensemble de 40 logements, du stade communal et, enfin, de la bibliothèque municipale. Au sujet des chalets réalisés à la suite du séisme dans cette commune, le wali a exhorté les citoyens de faire preuve de responsabilité particulièrement pour l'éradication de ces baraques sachant que l'Etat a octroyé une aide de plus de 120 millions de centimes à chaque propriétaire d'un chalet. Enfin, dernière commune à être visitée par le wali, c'est celle d'Ouled Abbas. Là également, le wali a visité les travaux de réalisation de plusieurs ensembles de logements (plus de 300), en sus d'un réservoir de stockage d'eau potable de 5.000 m³, en provenance de l'usine de dessalement d'eau de mer de Mainis (Ténès). A retenir qu'à la suite de cette sortie et au cours d'un point de presse tenu au siège de la wilaya, le wali s'est montré particulièrement satisfait du taux d'avancement des différents projets achevés ou en cours de réalisation dans la daïra d'Oued Fodda. Toutefois, conscient que le développement économique et social d'une région ne peut être uniquement tributaire des pouvoirs publics, M. Mahmoud Djemaâ souhaite également l'implication du secteur privé pour la réalisation de projets aptes à créer l'emploi et, par conséquent, la richesse. Le wali dira : «Nous considérons que le secteur privé peut jouer un rôle essentiel dans le développement économique et industriel d'une région ou d'un pays particulièrement dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, sachant que les entreprises privées boostent la croissance économique et génèrent des revenus en créant de nouveaux emplois permettant ainsi une réduction durable de la pauvreté».

**RELIZANE**

## Des moustiques envahissent la ville

**E-Yacine**

Pratiquement tous les habitants de la ville de Relizane se plaignent de la présence, détestable et en abondance, des moustiques au niveau de tous les quartiers de la ville, particulièrement pendant les nuits de chaleur. Mais il n'y a malheureusement pas moyen pour s'en défaire. La grande cité populaire de Haï El Intissar, les cités des 1.026 logements, 262 logements, 58 logements duplex de la nouvelle ville Adda Benada (ex-Bermadia), lotissement Ouafi, le centre-ville et plusieurs autres quartiers de la ville, sont envahis, pour ne pas dire submergés, de moustiques. Même les bébés n'échappent pas aux blessantes piqûres de ses insectes. Les citoyens, forcés qu'ils

sont de protéger leur progéniture, se munissent de prises et de pastilles qui agissent contre les moustiques, ainsi que de différents insecticides, mais ces produits ont également leurs méfaits, par les odeurs qu'ils dégagent et leur nocivité à la santé, surtout des nourrissons. Les habitants de la ville de Relizane ne comprennent pas pourquoi dans les temps passés, les services concernés, et à chaque approche de la saison d'été, lançaient des campagnes de démoustication à travers tous les quartiers de la ville, pour permettre aux citoyens de passer une saison estivale des plus salubres. Malheureusement, au grand désarroi des citoyens, ces campagnes, très utiles pour la salubrité publique, ne se font pas de nos jours.

**MOSTAGANEM**

## Les sages-femmes fêtent leur journée

Sous le thème «Le monde a besoin de sages-femmes, aujourd'hui plus que jamais», la direction de la santé et de la population de la wilaya de Mostaganem, en collaboration avec la coordination syndicale de la santé, a célébré à Mostaganem, hier, la Journée internationale des sages-femmes.

Les nombreuses sages-femmes et accoucheuses de la wilaya de Mostaganem ont manifesté leur participation aux conférences-débats ayant marqué cette

journée, qui ont eu lieu au centre de la jeunesse et des sports d'Aïn Brahim-plage dans la commune de Sidi Lakhdar. L'objectif de cette rencontre est de réunir, d'évaluer la mission et de discuter des différentes préoccupations des sages-femmes.

Les participantes, profitant des conférences-débats, ont discuté également de nombreux problèmes concernant la mission dont elles sont investies ainsi que leurs droits et devoirs.

**H. B.**

TÉBESSA

Les réseaux sociaux en question

Ali Chabana

Les TIC et leur impact sur les rapports au sein de la famille algérienne, les réseaux sociaux de communication, entre l'ouverture et l'isolement ou bien, l'information virtuelle et ses conséquences sur les comportements individuels et les relations familiales ou encore, le rôle des moyens d'information dans l'éducation et la culture de l'enfant, sont autant de sujets et de questions que viennent de soulever les travaux du colloque, organisé par l'université de Tébessa (5-6 mai). Ainsi, des chercheurs et spécialistes en matière

de sociologie des moyens de communication ont exposé des études scientifiques menées autour de la problématique, de l'intrusion, de plus en plus massive, des nouvelles technologies de communication, leurs portées mais aussi leurs dangers, psychologiques et sociaux sur l'individu, la famille et la société.

Notons une première expérience dans ce séminaire, la tenue d'un atelier consacré uniquement aux travaux de recherches réalisés par des étudiants en fin de cycle de Master 1 et 2, des recherches concernant des thèmes précis à partir de spécimens sélectionnés selon des critères

de choix d'étude, à l'exemple du travail présenté par les étudiantes Habes Amina et Djabri Abla, relatif aux «contenus informationnels destinés aux personnes aux besoins spécifiques, étude analytique de l'information télévisée».

Autre sujet qui a suscité l'intérêt dans cet atelier : «les annonces (publicité) proposées sur Internet et ses conséquences dans le milieu familial» du duo d'étudiantes Zerguine Khaoula et Hati Afef, un sujet d'actualité avec le matraquage systématique des chaînes de télévision satellitaires que nos foyers reçoivent H/24.

Du nouveau pour la prochaine rentrée scolaire

Du nouveau pour la prochaine année scolaire, en effet et afin de pallier aux insuffisances, en matière de volume horaire, concernant certaines disciplines considérées comme étant basiques dans le cursus éducatif, les services de l'Education comptent, ainsi, introduire dès la rentrée 2013- 2014, à travers la programmation des heures supplé-

mentaires, de soutien pédagogique, des séances dites de travaux dirigés qui concerneront en fait trois matières : l'anglais, l'arabe et les maths, dans le second palier, à raison d'une à deux heures par semaine et ce, pour les écoliers inscrits en 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> années moyennes. Signalons que ces cours seront réservés uniquement à des exercices d'application,

a-t-il été souligné à la direction de l'Education. Autre nouveauté proposée durant l'exercice 2013-2014, l'introduction d'une troisième langue étrangère, en l'occurrence l'italien, dans la filière 'Langues étrangères', une opération pilote qui concernera, dans un premier temps, cinq lycées : deux à Tébessa et rois à Ouenza, Bir El Ater et Cheria.

A. C.

Saisie de fruits et légumes destinés à la contrebande

Les services de la police ont intercepté, avant-hier sur la route reliant Cheria à Bir El Ater, un camion chargé de 80 quintaux de fruits d'importation destinés à la réexportation frauduleuse vers la Tunisie. Par ailleurs et toujours, dans la région de

Bir El Ater, à 95 km au sud de Tébessa, un chargement de 4.610 pièces de vêtements, prêts-à-porter, a été saisi à bord d'un véhicule utilitaire, sans papiers.

Ce lot de vêtements devait être acheminé aux frontières et serait

d'une valeur de 900 millions de centimes. Les 2 convoyeurs de la cargaison ont été arrêtés et comparaitront devant la justice, a-t-on appris de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

A. C.

MILA

Seize autorisations de pêche dans les barrages

Seize autorisations de pêche dans les plans d'eau des barrages de la wilaya de Mila, notamment celui de Beni Haroun (15 autorisations), ont été délivrés à ce jour, a indiqué, mardi, le directeur de la Station locale de la pêche et des ressources halieutiques, Ahmed Bendjeddou. La production de pêche continentale a décuplé, dans cette wilaya, de 2008 à 2010, passant de 30 à 300 tonnes, avant de faire un bond

considérable pour atteindre 600 tonnes en 2012, a-t-il indiqué. En 2011, une opération d'ensemencement de 800.000 alevins avait été effectuée dans le barrage de Beni Haroun, a rappelé le responsable, estimant que le volume de poissons pêchés est appelé à «s'accroître davantage». Sept espèces de poissons d'eau douce, dont notamment la carpe argentée, la carpe royale et le barbeau, peuplent les barrages de Beni Ha-

roun et Oued Athmania, est-il noté. Les trois ouvrages hydrauliques de la wilaya de Mila dont celui de Beni Haroun (le plus grand du pays avec un milliard de m<sup>3</sup> emmagasinés), s'étendent sur 4.600 ha, a encore indiqué M. Bendjeddou. L'ensemencement de ces plans d'eau est de nature à favoriser «un plus grand développement de la pêche continentale qui occupe actuellement 48 personnes», a-t-il dit.

GHARDAÏA

Agressions, contrebande, accidents...

Aïssa Hadj Daoud

Dans son bilan de ce premier trimestre de l'année 2013, la Sûreté nationale de la wilaya de Ghardaïa a traité, lors de ces différentes activités, pas moins de 203 affaires qui ont concerné 287 personnes dont 04 femmes et 13 Sud-Africains, incriminés dans différents délits. Ce bilan trimestriel vient alourdir celui des services de la Gendarmerie nationale, pour la même période, prouvant l'implacable lutte quotidienne contre la criminalité, sous toutes ses formes. Citons entre-autres, les associations de malfaiteurs, les agres-

sions, les détournements de deniers publics, la contrebande, les coups et blessures volontaires, l'émigration clandestine, l'insécurité, et ce, à travers les 13 communes de la wilaya de Ghardaïa. Selon ce rapport, établi par la cellule d'information de la Sûreté nationale, 76 accidents de la route ont été déjà recensés, durant ce premier trimestre 2013, et qui ont causé 88 blessés et 01 décès. Quelles sont les causes de ces accidents ? Le non respect du code de la route, les comportements néfastes des usagers, les excès de vitesse, mais aussi la vétusté du parc roulant et celle des routes. Ce rapport révèle également

que 2.288 interventions ont été effectuées sur le terrain, par les unités compétentes des services de la Sécurité routière, durant lesquelles 7.345 véhicules et 473 personnes ont été contrôlées. Il est à noté aussi que pas moins de 160 permis de conduire ont été retirés au cours de ces sorties. Ainsi, ce premier bilan trimestriel de l'année 2013, fait ressortir que 284 personnes ont été présentées devant les tribunaux de la wilaya de Ghardaïa.

C'est dire que les services de la Sûreté de wilaya ne ménagent aucun effort pour lutter contre toutes les formes de criminalité.

ALGER

Les auteurs du vol d'un bureau de poste arrêtés

La brigade criminelle de la section du Centre, relevant de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya d'Alger, a arrêté une bande de malfaiteurs qui ont subtilisé des fonds publics, dans un bureau de poste à Bab El-Oued en utilisant le double de clés, a indiqué, mardi, un communiqué des services de Sûreté. Les prévenus ont subtilisé des fonds pu-

blics dans le bureau de poste sis rue Rachid Kouach, à Bab El-Oued, en se servant du double des clés, ajoute la même source.

La brigade criminelle a pu remonter à l'auteur principal, le jour même du méfait. L'enquête a révélé que l'accusé principal (feronnier) a confectionné un double de la clef de la porte de secours. Il a mis la main sur

une somme de 550 millions de centimes qu'il a remis à son complice avant que ce dernier ne les confie à un troisième acolyte, un repris de justice, en fuite, dans cette affaire. Les prévenus ont été présentés devant le procureur de la République, près le tribunal de Bab El-Oued, le 06 mai 2013 qui a ordonné leur mise en détention préventive.

BLIDA

Un nouveau plan de circulation

La mise en application du plan de circulation de la ville de Blida est «imminente», selon un élu de l'Assemblée populaire de cette commune. «La mise en oeuvre de ce plan, dont l'adoption est intervenue, dernièrement, permettra, dans un premier temps, de réduire, même de façon relative, l'intense trafic caractérisant la ville de Blida», a indiqué, à l'APS, le vice-président de l'APC, M. Hassan El Bey. Selon cet élu, l'étude relative à ce plan, portant sur l'organisation de la circulation au chef-lieu de la wilaya, a duré «près de trois années. Elle (étude) a englobé tous les axes routiers de la commune et tous leurs points noirs», a-t-il souligné, signalant que cette mise en application «concernera d'abord les solutions préconisées sur le court terme». Parmi ces solutions, applicables à court terme, le président de la Commission de transport et de la circulation, M. Bekalem Mohamed, a cité l'installation de feux rouges, au niveau de 10 carrefours, où transitent 3.000 véhicules/heure, aux heures de pointe. Une dotation de près de 95 millions de DA est affectée à cette opération, selon la même source. «L'étude a préconisé l'installation de signaux lumineux au niveau de 32 carrefours, dont les équipements sont hors-service, depuis une vingtaine d'années, mais nous avons sélectionné une dizaine de carrefours seulement, pour cette première étape », a relevé M. Bekalem. Cette première étape d'application du plan de circulation de Blida englobera, aussi, la «matérialisation de tous les parkings de véhicules », une opération dont l'entame est prévue, dès le parachèvement des travaux en cours, sur les grandes artères de Blida, à l'instar des boulevards

Amara Youcef, Larbi Tebessi et Takerli, parallèlement à la pose de panneaux signalétiques. A moyen terme, ce plan prévoit l'aménagement d'évitements qui permettront aux automobilistes d'éviter le centre-ville, notamment aux boulevards Larbi Tebessi, 11 Décembre et Mohamed Boudiaf, où la circulation se fera dans les 2 sens, suivant les solutions préconisées par ses concepteurs (du plan), qui ont, également, abordé le problème des parkings anarchiques, actuellement au nombre de 35, dans la commune de Blida. Il est signalé, à ce titre, une opération en cours pour l'octroi « de 44 autorisations temporaires », aux jeunes exerçant dans ces espaces. A ce jour, 32 parmi eux ont bénéficié d'autorisations, pour exercer en tant que gardiens de parkings pour une «durée de 3 mois », dans l'attente des résultats de l'enquête administrative exigée par les services de la commune en vue de leur accorder « une autorisation définitive ». Selon M. Bekalem, la commune entend réaliser, à moyen terme, 6 parkings pour véhicules, d'une capacité unitaire de 500 à 700 places, à travers différents sites de Blida, dont la cité 'Aboudi' et la gare routière.

Le premier de ces parkings est déjà en chantier à 'Bab Dzair' et sera « très prochainement réceptionné », a-t-il assuré. S'agissant des solutions prévues pour le long terme, le plan de circulation de Blida a préconisé la réalisation de 5 trémies sur les boulevards principaux du chef-lieu, dont les chantiers devront démarrer l'année prochaine, selon la même source. Le parc roulant a carrément quadruplé, en une dizaine d'années, à Blida, passant actuellement à près de 40.000 véhicules.

BLIDA

Ils terrorisaient les citoyens à l'aide d'épées, 3 arrestations

C'est au cours d'une patrouille de routine, effectuée par les éléments de la 4<sup>ème</sup> Sûreté urbaine de Blida, au quartier Benboulaid, que leur attention fut attirée par un véhicule de marque Peugeot 106, garé au centre-ville et à bord duquel se trouvaient 3 individus. A l'approche des policiers, ces derniers tentèrent de prendre la fuite mais furent très rapidement rattrapés et arrêtés. La fouille du véhicule permit de découvrir 5 épées ainsi qu'une cagoule qui servaient, à ces individus, pour terroriser les citoyens. Présentés au parquet de Blida, les suspects ont été placés en détention préventive, sous le chef d'inculpation de détention d'armes blanches prohibées.

Deux faux policiers sous les verrous

Faisant suite à un appel téléphonique d'un citoyen, reçu à 3h du matin, faisant état d'une tentative de vol par la force sur sa personne, à l'intérieur d'un café au centre-ville d'El Affroun, commise par deux individus qui s'étaient présentés, comme faisant partie des services de sécurité, une patrouille de police se dirigea aussitôt vers l'endroit indiqué. A leur arrivée, les deux suspects étaient déjà partis et les policiers, après avoir reçu leur signalement, organisèrent des rondes à travers les rues de la ville. Finalement, ils furent repérés au marché de fruits et légumes de la ville où les policiers les arrêterent. C'est alors que ces derniers ont été pris à partie par quelques personnes qui ont tenté d'empêcher ces arrestations. Heureusement que le savoir-faire et l'entraînement des policiers leur permirent de procéder à l'arrestation des deux suspects sans heurts.

Présentés auprès du procureur de la république d'El Affroun les deux prétendus policiers ont été placés en détention préventive sous les chefs d'inculpation de tentative de vol, en utilisant la force, et usurpation de fonction.

Tahar Mansour

Horaires des prières pour Alger et ses environs

28 jomada ethani 1434				
El Fedjr 04h06	Dohr 12h44	Assar 16h33	Maghreb 19h47	Icha 21h17









Préavis de grève  
sur le chantier  
du Transrhumel

A. Mallem

C'est de nouveau le clash entre le partenaire social et la direction de l'entreprise brésilienne, Andrade Gutierrez, chargée de la réalisation du pont transrhumel. Le syndicat d'entreprise vient de déposer un préavis de grève de 8 jours dont le délai court à partir du 7 mai dernier. Contacté hier, M. Soualmia, secrétaire général de la section syndicale de cette entreprise a confirmé l'information en exposant les motifs ayant conduit les travailleurs à recourir au droit de grève. «Il faut d'abord dire aux Constantinois et à l'opinion publique que les travailleurs et le syndicat du Transrhumel ont tout fait pour éviter le recours à la grève qui, nous le savons pertinemment, n'arrange personne et ne fait que retarder la réalisation du projet. Malheureusement, les travailleurs souffrent d'une situation inacceptable provoquée par le partenaire brésilien». Et le représentant syndical d'expliquer que les responsables de l'entreprise Andrade Gutierrez s'obstinent depuis presque une année à ne pas appliquer certaines dispositions contenues dans la convention collective signée entre les deux parties, tout en refusant catégoriquement le dialogue avec le partenaire social. «Hier, nous avons pris contact avec notre tutelle syndicale, l'Union territoriale Ouest (UTO) de l'UGTA de Constantine, pour lui faire part de cette situation, explique M. Soualmia, et le responsable chargé des conflits sociaux s'est déplacé avec nous à la base de l'entreprise située dans le quartier du Bardo pour discuter avec le responsable brésilien, mais ce dernier a refusé de le recevoir». Le secrétaire de l'UTO chargé des conflits sociaux, M. Bilami Hamza, en l'occurrence, a confirmé ajoutant qu'il a réussi à forcer, pacifiquement, l'entrée du bureau du responsable en lui faisant la lecture des revendications insatisfaites des travailleurs et en l'informant du dépôt du préavis de grève.

Selon M. Bilami, les travailleurs du Transrhumel réclament l'application des dispositions de la convention collective concernant l'octroi de la prime de rendement in-

dividuelle et la prime de rendement collectif (PRI-PRC) que l'employeur s'obstine à ignorer. Aussi, le rappel de l'indemnité d'expérience professionnelle (IEP) à partir de l'année 2009, pour le non-paiement des jours fériés œuvrés ou leur récupération par un repos, pour la méthode de calcul non réglementaire des heures supplémentaires œuvrées au-delà du seuil de 44 heures, pour la discrimination constatée entre les travailleurs algériens et étrangers dans l'application des consignes de sécurité édictées par la sécurité sociale, etc. Le représentant de l'UGTA ajoute que les travailleurs algériens accusent les responsables brésiliens du chantier de ne pas appliquer les lois algériennes en matière de recrutement. «Et c'est tout à fait juste, affirme notre interlocuteur, actuellement, le chantier du transrhumel compte un nombre de travailleurs étrangers bien supérieur à celui des locaux, dans la proportion de 200 contre 150». «Alors, la question se pose : qui a délivré les permis de travail à ces étrangers ?» s'est interrogé M. Bilami tout en signalant que «l'entreprise brésilienne s'applique, depuis quelque temps déjà, à mettre fin systématiquement aux contrats des travailleurs locaux pour les remplacer par des travailleurs expatriés». Il a terminé en indiquant que des copies du préavis de grève ont été envoyées au wali, à l'inspection du travail, à la direction des travaux publics en sa qualité de maître d'ouvrage, ainsi qu'au ministère du Travail. Enfin, le secrétaire général de la section syndicale de l'entreprise, M. Soualmia, est revenu pour signaler qu'il allait informer les travailleurs, dans la journée même, du dépôt du préavis de grève. «Il se peut aussi qu'il y ait une rencontre de conciliation entre les deux parties qui se déroulera dimanche prochain à l'inspection du travail de Constantine comme cela m'a été indiqué par l'inspecteur lui-même. En tout cas, mardi prochain 14 mai, avant l'expiration du préavis de grève, nous provoquerons une assemblée générale des travailleurs pour décider de déclencher ou non la grève».

Hier, dans la journée, il nous a été quasiment impossible de joindre un responsable brésilien d'AD.

Un système de monitoring sera installé  
Le pont de Sidi Rached sous surveillance

Le pont de Sidi Rached, à Constantine, sera doté d'un «système de monitoring» pour mieux contrôler dans la durée l'état de cet ouvrage d'art construit en 1912, a indiqué mardi à l'APS le directeur de wilaya des Travaux publics (DTP), M. Djamel Eddine Bouhamed.

Avec l'installation de ce système de surveillance, l'état de cette structure emblématique sera soumis à un contrôle «permanent et minutieux», permettant aux responsables concernés de détecter en temps réel la moindre anomalie (fissures ou relâchements) pouvant apparaître, a indiqué le responsable soulignant l'impact de ce procédé sur la préservation de ce monument historique de la cité du Vieux Rocher.

Ce système de surveillance, adopté pour la première fois en Algérie, permettra de contrôler à toute heure, de jour comme de nuit, la température de l'ouvrage, la dilatation des matériaux, les vibrations et la force du vent, a encore souligné M. Bouhamed.

L'installation de ce système aura lieu aussitôt après l'achèvement des travaux en cours portant sur la réhabilitation de ce pont, a-t-il ajouté Les capteurs, devant être installés au titre de ce système de monitoring, permettront aux techniciens concernés «d'avoir constamment l'œil», même sur les endroits dont l'accès est difficile, a également souligné le DTP. D'une longueur de 447 mètres, le pont de Sidi Rached, considéré lors de sa construction comme le plus haut

La rue Larbi Ben-M'hidi encombrée

La circulation automobile et piétonne est devenue très difficile sur la rue Larbi Ben-M'hidi 'trik lejdidâ', artère commerçante de la 'ville des ponts'. En effet, depuis quelque temps, celle-ci est encombrée par le stationnement des véhicules, de petit et moyen tonnages, qui stationnent sur les deux côtés de la voie, réduisant, considérablement, l'espace pour la circulation des piétons. La réglementation en vigueur, depuis toujours, édicte pourtant, que le stationnement se fait alternativement, durant quinze jours, sur l'un ou l'autre côté de la rue. Aussi, cette situation anarchique n'a pas manqué de provoquer l'ire des commerçants riverains qui se posent la question sur le silence de l'autorité chargée de faire appliquer cette réglementation.

«150 ans d'action  
humanitaire et 50 ans  
d'indépendance»

Comme chaque année, le Croissant-Rouge algérien (CRA) célèbre la Journée mondiale des Croix et Croissants rouges. Selon un communiqué, diffusé hier, par le comité de wilaya du CRA de Constantine, le thème retenu, cette année, est «150 ans d'action humanitaire et 50 ans d'indépendance». Aussi, à l'occasion, le CRA organisera, les 11 et 12 mai, une exposition de ses activités au siège du comité local de l'organisation, sis rue Sedira Lemtayche de Ain Smara. L'inauguration de cette exposition aura lieu le samedi 11 mai à 10h.

Le Tourisme  
et l'Artisanat  
se préparent  
à l'évènement

Le conseil exécutif du secteur du Tourisme et de l'Industrie traditionnelle, chargé de l'élaboration du programme de la manifestation «Constantine, capitale de la Culture arabe 2015», concernant ce secteur tiendra, aujourd'hui, jeudi, à 14h, sa première réunion dans ce cadre, a annoncé, hier, un communiqué diffusé par la cellule de communication de la wilaya. A. M.

Une inspection pour voir  
«ce qui se passe réellement  
à Constantine»

A. Zerzouri

Après deux jours de contrôle à travers les Directions techniques et celle des Ressources humaines de l'APC de Constantine, - deux directions ciblées en particulier comme nous l'avions annoncé dans un précédent article - l'inspection dépêchée le 6 mai dernier par le ministère de l'Intérieur a clôturé sa mission et a regagné la capitale comme elle est venue, en toute discrétion.

Arrivée le 6 mai dernier, l'inspection en question dont la tâche n'était pas régulière ou routinière, comme présenté, a entendu en solo plusieurs responsables, parmi lesquels le maire et le secrétaire général de l'APC de Constantine. Ces deux derniers ont été sollicités, chacun en ce qui le concerne, pour répondre aux différentes questions des membres de la commission d'inspection, lesquelles questions portaient sur des chapitres de la gestion des affaires de la commune en général et des relations (tumultueuses) entre l'assemblée élue et l'administration en particulier. Globalement, «la commission voulait s'enquérir de la situation au niveau de la commune de Constantine», l'une des plus importantes du pays. Interrogé sur la présence de cette inspection, M. Nadir Bettine nous confiera «qu'on veut savoir, au ministère de l'Intérieur, ce qui se passe réellement à Constantine».

Notre interlocuteur ajoutera à ce propos que les membres de la commission ont écouté chaque responsable à part, et que pour ce qui le concerne, le débat a tourné autour de la relation entre les élus et l'administration, une relation tendue qui, faut-il le rappeler, a fait couler

beaucoup d'encre. Ce volet des relations «pas au beau fixe» depuis l'installation de l'assemblée inquisite, vraisemblablement, la tutelle. «Beaucoup de rapports des services de sécurité compétents et d'articles de presse qui ont disséqué ces liens tendus entre les deux parties (administration - assemblée élue, ndlr) ont amené le ministère de tutelle à s'intéresser de plus près au problème», estiment des agents des Renseignements généraux. Pour sa part, le SG de la commune nous dira que «la commission a posé des questions sur les raisons qui ont motivé les récentes mutations de plusieurs cadres et si l'administration a été associée à ces décisions». La même question a été posée au maire, selon l'un des ses vice-présidents, M. Moudir Barka en l'occurrence. Ce dernier nous a indiqué que le P/APC a donné toutes les explications nécessaires sur ce sujet aux membres de l'inspection. Notre interlocuteur nous a appris que le volet des retards accusés par certains projets a été, aussi, au centre des discussions entre le maire et les membres de la commission. De même, des questions ont été posées autour d'autres projets réceptionnés, «et qui n'ont pas donné satisfaction», comme l'aménagement de la place Kerkeri, et celle qui fait face au palais Salah-Bey. Il est, donc, certain que l'inspection en question est arrivée à Constantine avec une feuille de route tracée préalablement sur la base de données en possession des services du ministère de tutelle. Apparemment, en haut lieu, on ne veut aucune turbulence qui viendrait perturber la sérénité de la préparation de l'évènement «Constantine, capitale de la culture arabe 2015».

Près de 300 affaires  
de coups et blessures  
et agressions en un mois

A. El Abci

Les affaires liées «aux coups et blessures volontaires et autres agressions» constituent le gros des activités de la police durant le mois d'avril dernier. Dans un communiqué qui nous a été transmis, hier, il est indiqué que les services de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya de Constantine ont enregistré au mois d'avril dernier 297 affaires impliquant 379 individus, dont 296 parmi eux ont été présentés devant la justice (207 ont été placés en détention préventive, 69 ont été appelés à comparaître en citation directe, 14 laissés en liberté provisoire, 01 placé sous contrôle judiciaire et 05 en état de fuite). Dans la seule rubrique des coups et blessures volontaires, insultes et agressions par arme blanche figurent, donc, pas moins de 108 affaires dans lesquelles sont impliqués 136 individus, dont 14 mineurs et 12 femmes. 93 d'entre eux ont été présentés devant la justice, dont 36 ont été placés en détention préventive, 09 ont bénéficié d'une liberté provisoire, 47 de citation directe et 01 placé sous contrôle judiciaire.

Concernant les vols, agression suivie de vol et destruction volontaire

de biens d'autrui, 36 affaires ont été traitées durant la période considérée impliquant 46 individus, dont 05 mineurs et une femme. 41 mis en cause ont été présentés devant les tribunaux, dont 27 ont été placés sous mandat de dépôt, 10 ont bénéficié de citation directe et 04 de liberté provisoire. Dans le chapitre des associations de malfaiteurs, de mendicité et de vagabondage et autres crimes et délits contre l'ordre public, 13 affaires ont été traitées avec implication de 27 individus, dont 19 ont été présentés devant la justice. Alors que dans celui de la lutte contre les stupéfiants et les psychotropes, 68 affaires ont été traitées avec l'implication de 94 individus, dont 89 ont été arrêtés et présentés devant la justice (77 ont été placés sous mandat de dépôt, 11 ont été appelés à comparaître en citation directe et 01 laissé en liberté provisoire). Sur ce registre, il est indiqué la saisie de près de 06 kilogrammes de drogue, de 524 comprimés de psychotropes et de 68 ampoules de médicaments. Pour ce qui a trait au port d'armes prohibées, 27 affaires ont été traitées impliquant 76 individus, dont 04 mineurs, 08 couteaux de différentes marques, 03 couteurs et 15 sabres ont été saisis.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

28 jourmada ethani 1434				
El Fedjr 03h54	Dohr 12h30	Assar 16h19	Maghreb 19h33	Icha 21h02



## MCA-Ghrib radié à vie Deux ans de suspension pour Menad et Chaouchi, un an pour Babouche



Kamel Mohamed

Les sanctions de la Ligue de football sont tombées hier, radiant à vie le coordinateur du club, Omar Ghrib avec une amende de 200 000 DA (20 millions de centimes). Ce dernier est tenu comme le premier responsable du boycott de la cérémonie protocolaire de remise des médailles lors de la finale de la coupe d'Algérie, perdue par le Mouloudia devant l'USMA (1-0). La suspension de Ghrib était prévisible dans la mesure où la FAF avait rejeté le dossier de ce dirigeant en tant qu'élu, il y a deux années. Son dossier ne lui permet pas d'occuper un poste d'élu au MCA, mais la FAF a contourné les règlements en l'agréant comme dirigeant «désigné» du MCA. Le temps aura rattrapé Ghrib qui se voit ainsi radié du mouvement sportif national. C'est dire que



la faute incombe dès le départ à la FAF puis à Sonatrach pour avoir maintenu un dirigeant dont le rôle essentiel est celui d'éduquer. Ce qui n'est pas le cas et les hautes autorités civiles et militaires de l'Etat l'avaient vérifié à leur détriment lors de la finale de la coupe d'Algérie. Les sanctions ont également touché l'entraîneur Djamel Menad qui a écopé d'une année ferme et une autre année avec sursis, alors que le gardien de but Chaouchi, a écopé de deux années fermes. Chaouchi avait tenu des propos désobligeants devant le ministre de la Jeunesse et des Sports et le conseiller du Premier ministre. Ce dernier (Hamid Berdja) était chargé de la communication à la FAF et Chaouchi l'avait pris pour un émissaire de Raou-raoua, ce qui explique les gentillesse qu'il lui a assénées dans les vestiaires du stade du

5-Juillet après la finale. Le capitaine de l'équipe, Reda Babouche a également été suspendu pour une année. Tous les suspendus ont écopé d'une amende de 100 000 DA (10 millions de centimes). Le président du conseil d'administration de la SSPA-MCA Kamel Amrouche n'a écopé que d'une amende de 200.000 DA. Quant au club, il a été épargné dans la mesure où des sanctions clémentes ont été prises à l'encontre du Mouloudia qui sera privé de l'indemnité octroyée par la FAF aux finalistes de la coupe d'Algérie. Il n'y aura pas de défalcation de points dans le championnat et le MCA continuera de participer à la coupe d'Algérie et aux compétitions internationales. A la FAF, on a expliqué ces sanctions clémentes en raison du «bon comportement» des supporters du MCA lors de la finale.

### Division nationale amateur Est Une dernière journée sans enjeu

M. Benboua

L'ultime journée du championnat dans ce groupe, prévue demain après-midi, comptera pour du beurre, dans la mesure où les jeux sont déjà faits tant pour l'accession que pour la relégation. Leader incontestable et champion du

groupe, l'US Chaouia effectuera le déplacement à Touggourt pour affronter le NRBT, dans un match sans enjeu, alors que le dauphin, l'US Biskra, qui était loin du compte cette saison, jouera à Aïn-Beïda, certainement sans ses titulaires. Dans le ventre mou du classement, Hamra Annaba tentera de ter-

miner la saison sur une bonne note à domicile en donnant la réplique à l'Entente de Collo, tandis que la JSM Skikda, qui a réalisé un parcours en deçà des attentes, se mesurera à l'AS Aïn-M'illa, dans un match favorable aux locaux. De son côté, la lanterne rouge, la JSD Jijel évoluera à domicile pour un dernier baroud d'honneur devant le DRB Tadjenanet, avant de faire ses adieux officiels à cette division. Enfin, le match entre l'USM Khenchla et le NC Magra s'annonce indécis, même si les deux équipes sont déjà en vacances.

#### Vendredi à 15h00

Aïn-Beïda:	USMAB	-	USB
Skikda:	JSMS	-	ASAM
Annaba:	Hamra	-	E.C
Khenchela:	USMK	-	NCM
Touggourt:	NRBT	-	USC
Jijel:	JSD	-	DRBT

### Inter-régions Centre-Est Le CRB Dar El-Beïda à un point du bonheur

Fouad B.

C'est demain en fin d'après-midi que le rideau tombera dans ce groupe à l'issue de cette dernière journée qui devrait officialiser l'accession du CRBDB, lequel emboîtera le pas au leader l'USOA et à son dauphin l'USFBBA qui seront exempts. Donc à priori, tous les regards seront braqués vers

Mouzaïa où les banlieusards n'auront besoin que d'une seule unité pour arracher la meilleure troisième place des quatre groupes confondus que lui contestait jusque là, le CRB Bougtob dans le groupe ouest.

Ce qui est certain, c'est que les banlieusards comptent se présenter à Mouzaïa en conquérants avec la possibilité de

rafler même la seconde place aux dépens des Bordjis grâce à un meilleur goal-average général. Il suffit de voir l'ambiance qui règne autour du club du côté du stade des frères Benrabah pour comprendre que le Chabab est bien placé pour faire ses adieux à l'inter-régions. Le reste des rencontres pour cette ultime journée se jouera sur un air de vacances. Il faut tout de même rappeler que c'est la JSBT qui rétrograde en division inférieure, une sentence qui a condamné les gars de Tadjenanet au purgatoire avant terme suite à la décision de la commission de discipline.

#### Vendredi à 15h00

Mouzaïa:	IBM	-	CRBDB
Ras El-Oued:	ROC	-	WAR
Aïn Djasser:	CRBAD	-	NRBA
Ouargla:	MBR	-	USD
Barika:	ABB	-	FCBEA
Alger (20 août 55):	OMR	-	CAK

### Cyclisme- Courses à Sidi Bel-Abbès Pour la relance de la petite reine

Kadiri M.

La wilaya de Sidi Bel-Abbès renouera avec la petite reine durant deux journées demain et après demain. Cette information nous a été confirmée par le président de la nouvelle ligue de wilaya, Fertous Belabès. Cette manifestation sportive est organisée par ladite li-

gue avec l'étroite collaboration de la DJS locale. Toutes les dispositions matérielles et humaines ont été garanties pour la pleine réussite de ce rendez-vous. Ce vendredi, c'est à Sidi Bel-Abbès ville que les cyclistes de la catégorie seniors représentant neuf wilayas du pays, Alger, Oran, Constantine, Batna, Mostaganem, Chlef,

Relizane, Aïn-Defla et Sidi Bel-Abbès, se donneront la réplique à travers un circuit de 6 km 200 mètres en quinze tours soit 90 km. Le lendemain, une course en ligne est programmée. Les cyclistes auront à couvrir 110 km et prendront le départ de Sidi Bel-Abbès et rallieront Sfise, M'cid et Tenira avant le retour à Sidi Bel-Abbès.

### CS Constantine D'anciens présidents montent au créneau

A. Mallem

La sortie médiatique faite en ce début de semaine par d'anciens présidents du CSC n'a laissé personne indifférent dans la ville des rochers, surtout les sanafirs. Composé d'Ahmed Boudjériou, Mourad Mazar, Hocine Tafer et Abdelkrim Bencheikh-Lefgoun ce quatuor d'anciens dirigeants ont annoncé lundi au cours d'une conférence de presse organisée à la maison des syndicats de Constantine qu'ils viennent de créer un comité qu'ils ont appelé «comité de rétablissement de la légalité» au sein du club amateur du CSC. S'adressant à l'opinion publique, ils ont exposé les motifs qui les ont conduits à se manifester en disant vouloir «protéger l'histoire et le patrimoine du CSC tout en reconstituant le club amateur et faire renaître son lustre d'antan». Dans la foulée, ils ont dénié toute légitimité à la direction actuelle du club amateur présidée par Yacine Fersadou ainsi qu'aux membres de l'assemblée générale qui l'a

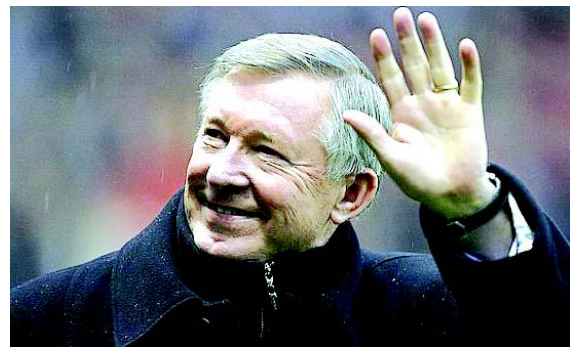
élu, estimant que cette dernière «ne répond à aucune loi régissant les associations». Pour sa part, Mourad Mazar, qui s'est référé aux lois de la République, a affirmé catégoriquement qu'il est le seul président légitime du CSC. Aussi, pour rétablir la légalité, estime Mazar, faut-il aller à une assemblée générale légitime. Il ne manquera pas aussi de préciser que «notre action concerne le club amateur», tout en ajoutant que «cela ne veut pas dire qu'on n'a pas un droit de regard sur l'équipe professionnelle qui porte quand-même le sigle CSC, ce sigle prestigieux qu'il faut protéger contre toute atteinte malfaisante». Ils ont mis aussi un accent particulier sur la récupération du patrimoine du club laissé à l'abandon, et ce en relançant les autres sections sportives à l'instar du handball, du basket-ball, du cyclisme et de la boxe qui faisaient naguère la fierté du club. Affirmant que de grandes personnalités de la ville sont derrière l'initiative

qu'ils viennent de prendre et que celle-ci a été mûrement réfléchie et a fait l'objet d'étude, de débats et de concertation avec deux-cent cinquante personnes appartenant à la famille du CSC, les conférenciers ont déclaré qu'ils sont déterminés à aller jusqu'au bout de leur projet, et ce quel que soit le temps que cela prendrait.

Le retour sur les devant de la scène de ces anciens dirigeants à ce moment précis n'a laissé aucun supporter du CSC indifférent et les commentaires vont bon train. Toutefois, la réponse la plus significative est venue de l'actuel président du CSA/CSC, le Dr. Yacine Fersadou. Ce dernier n'a pas commenté la sortie des anciens présidents, mais il a déclaré quelques heures plus tard au cours d'une autre conférence de presse organisée dans l'après-midi par la direction de la SSPA/CSC autour de l'organisation générale de l'équipe professionnelle, qu'il était démissionnaire du club amateur. Affaire à suivre..

### Manchester United - Mourinho, Klopp ou Moyes pour lui succéder Alex Ferguson prend sa retraite

L'Ecosais Alex Ferguson, le plus grand entraîneur de l'histoire du football britannique, a décidé de quitter son poste à Manchester United et de prendre sa retraite à la fin de la saison à l'âge de 71 ans. Même si la rumeur courait depuis mardi soir, cette annonce a surpris le football anglais car Sir Alex s'était toujours refusé à évoquer son départ ces dernières années. Ferguson quitte Manchester United en pleine gloire, après un règne de 26 ans, durant lequel le club a accumulé un palmarès sans équivalent dans le pays. MU vient de décrocher il y a dix-sept jours son vingtième titre de champion d'Angleterre, le treizième de l'ère Ferguson, marquée aussi par deux Ligues des champions (1999, 2008), cinq FA Cups et quatre Coupes de la Ligue. Ferguson dirigera son dernier match de Manchester United le 19 mai contre West Bromwich en Championnat d'Angleterre. Il s'agira de son 1500e match à la tête des «Red Devils». Le nom du successeur de Ferguson n'a pas été annoncé. Les personnalités les plus



souvent citées par les médias britanniques sont l'entraîneur du Real Madrid, le Portugais José Mourinho, celui du Borussia Dortmund, l'Allemand Jürgen Klopp et surtout celui d'Everton David Moyes, Ecosais comme lui. Quel que soit l'élu, il aura fort à faire pour gagner le respect des supporters tant la figure d'Alex Ferguson est devenue légendaire de son vivant du côté d'Old Trafford, un stade où il a d'ores et déjà une statue à son effigie et une tribune portant son nom. Arrivé en 1986 après une modeste carrière de joueur en Ecosse et une première expérience d'entraîneur à Aberdeen déjà récompensée par deux titres nationaux,

Ferguson a pris ManU au milieu d'une des pires crises de son histoire pour en faire l'un des grands du monde du football. Sir Alex, anobli par la reine en 1999 après le triplé Ligue des champions, Championnat d'Angleterre, FA Cup, a fait grandir plusieurs générations de footballeurs, parmi lesquelles des stars comme Eric Cantona, David Beckham ou plus récemment Cristiano Ronaldo et Wayne Rooney. L'Ecosais, marié et père de trois enfants, va pouvoir se consacrer à son autre passion, les courses de chevaux. Il conservera toutefois des fonctions dans l'encadrement de Manchester United en tant que directeur et ambassadeur.

### Real Madrid Zidane assistant d'Ancelotti ?



Zinedine Zidane, conseiller de Florentino Pérez au Real Madrid, avait déclaré fin mars vouloir «se rapprocher du terrain». Le souhait du double Z pourrait être exaucé. Le quotidien espagnol As révèle en effet qu'en cas de venue de Carlo Ancelotti chez les Merengues, Zinedine Zidane pourrait obtenir un poste de coach-assistant. Un double ticket, et un double avantage. D'abord, Zidane et Ancelotti se connaissent bien, le premier ayant évolué sous les ordres du second à la Juventus entre 1999 et 2001. L'actuel entraîneur du PSG avait d'ailleurs affirmé que le Français était le «joueur le plus fort qu'il a jamais entraîné». Si jamais Ancelotti hésite encore à faire son choix, l'argument Zidane pourrait faire pencher la balance. Deuxième force : la cote de popularité de Zidane chez les supporters madrilènes. D'après un sondage récent de Marca, 64% d'entre eux ne souhaitent pas l'arrivée d'Ancelotti à la Maison Blanche. Une association avec leur ancien numéro 5 aiderait donc à mieux faire passer la pilule. Zidane sur le banc du Real, c'est peut-être pour demain.

DU 21 AVRIL AU 10 JUILLET 2013

## CE PRINTEMPS OSEZ LES COULEURS !

Changez votre intérieur optez pour les couleurs ! visitez nos points de vente et profitez de nos promotions produits et nos conseils déco



\*Offre valable dans tous nos points de vente, dans la limite des stocks disponibles.  
L'offre concerne les produits suivants en teintes vives : Pantinox, Freitaaque color, Soydor, Primwood.

SEIGNEURIE MARQUE DU GROUPE PPG

**DIRECTION GÉNÉRALE :**  
(023) 23 92 43 38/39/40  
**REGION OUEST**  
**COMPTOIR SEIGNEURIE ORAN**  
(041) 53 03 37  
**SEIGNEURIE STUDIO TLEMCEEN**  
(043) 38 48 21, (0560) 01 99 94  
**SEIGNEURIE STUDIO ORAN**  
(0550) 09 39 99

**SEIGNEURIE STUDIO ORAN**  
(0798) 84 93 73  
**SEIGNEURIE STUDIO SIDI BELABES**  
(0770) 61 69 51, (048) 57 93 71  
**REGION CENTRE**  
**COMPTOIR SEIGNEURIE**  
**DAR EL BEIDA**  
(021) 75 47 33 à 35  
**SEIGNEURIE STUDIO BLIDA**  
(0661) 524 085

**Seigneurie**  
PEINTURES & REVETEMENTS  
[www.ppgalgerie.com](http://www.ppgalgerie.com)

**SEIGNEURIE STUDIO AIN BENIAN**  
(0698) 03 31 12, (021) 30 08 88  
**SEIGNEURIE STUDIO TEKASRAINE**  
(0770) 40 24 65  
**REGION EST**  
**COMPTOIR SEIGNEURIE SETIF**  
(036) 66 63 16  
**SEIGNEURIE STUDIO CONSTANTINE**  
(031) 63 92 39 - (0558) 33 98 60

**SEIGNEURIE STUDIO OUM EL BOUAGHI**  
(0770) 11 40 22, (0770) 11 40 27  
**SEIGNEURIE STUDIO BATNA**  
(0555) 03 32 63  
**SEIGNEURIE STUDIO BISKRA**  
(033) 75 67 70, (0770) 76 33 26  
**SEIGNEURIE STUDIO JUEL**  
(0661) 33 50 62, (0661) 53 32 65



**lae** s.a.r.l  
LAB-ANALYSE & ENGINEERING

**SPÉCIALISTE DU SCIAGE DE BÉTON ARMÉ**

**SCIAGE PAR SCIE MURALE**  
(Jusqu'à 45cm d'épaisseur)  
**CAROTTAGE ET FORAGE DE BÉTON ARMÉ**  
(Tous Diamètres)  
**MARTEAUX PIQUEURS & BURINEURS**  
**FIXATIONS ET ANCRAGES**  
**HABILITATION À TRAVAILLER EN MILIEU ÉLECTRIQUE**

**(HILTI TS20 et TS05)**

Tél/Fax: 043 38 07 26  
e-mail: [contact@lae-dz.com](mailto:contact@lae-dz.com)  
[www.lae-dz.com](http://www.lae-dz.com)



**ARKAS ALGERIE** annonce à son aimable clientèle  
l'ouverture de sa nouvelle agence à Oran  
située au 16, Rue Vasco de Gama  
(actuellement la rue Djamilia)  
au niveau des HLM Gambetta, Oran  
[www.arkas.com.tr](http://www.arkas.com.tr)

Sous le patronage de  
Monsieur le Wali d'Alger

**algeria boat show**  
3<sup>ème</sup> édition 2013

Proposé par :  
ExpoEd et IC2 Création

Mobiles : +213 (0) 661 542 800 / 553 922 833 / 771 839 576  
Tél / Fax : +213 (0) 21 270 293 - [algeriabootshow.dz@gmail.com](mailto:algeriabootshow.dz@gmail.com)

**SALON INTERNATIONAL DES ÉQUIPEMENTS ET SERVICES POUR LE NAUTISME ET LA PLAISANCE**

Avec la participation de :  
**IPMARINE**  
Algérie  
Constructeur naval

**Du 14 au 18 Mai 2013**  
Port «El Djamilia» (ex. La Madrague)  
Ain Benian - Alger

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE MONSIEUR LE MINISTRE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION  
ET DE MONSIEUR LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET SOUS L'ÉGIDE DE MONSIEUR LE WALI DE LA WILAYA D'ORAN

**SIF tech**

**14<sup>ème</sup> Salon International du Futur Technologique**  
Pour un Avenir Numérique Partagé

Organisé par **KRIZALID**  
[www.krizalid-dz.com](http://www.krizalid-dz.com)

**13/15 mai 2013**  
**Centre de Conventions - ORAN**

**de 10h à 19h**

- Le plus important RDV annuel des Technologies de l'Information  
- 3 Jours pour découvrir les dernières innovations dans les T.I.C.  
- Un tremplin de lancement des projets pour l'école numérique

Partenaires média



**L'école numérique**



**INFORMATIONS/INSCRIPTIONS : Tél./fax : 021 31 08 90 - 041 27 39 84 - Mob.: 0661 51 46 61 - [www.siftech.info](http://www.siftech.info) - email : [ittissal@siftech.info](mailto:ittissal@siftech.info)**



**07.15** Sabah El-Kheir  
**09.00** Saïdati  
**10.00** El mousaedoune el djaouloune  
**10.30** Rami wa oulkar  
**10.45** Yaoumiat moudir aâme  
Feuilleton  
**11.30** Documentaire  
**12.30** Azehar wa hikayat  
Documentaire  
**13.00** Journal télévisé  
**13.40** Maoussim El-Matar  
Feuilleton  
**15.00** Mahla di el aâchia  
**16.30** El djazaïr tarikhe wa hadhara  
**17.30** Dounia el toyour  
Documentaire  
**17.50** Hadith dini  
**18.00** Journal télévisé amazigh  
**18.20** Taqdar tarbah  
**19.00** Waqaïe  
**20.00** Journal télévisé  
**20.45** 50sana 50 imaraa  
**21.00** Saharat El-Madina  
**22.30** Film  
**00.00** Journal télévisé



**19.50 Jo**



**- Place Vendôme**  
**Avec Jean Reno, Jill Hennessy**  
Sur l'un des parkings de la place Vendôme, les policiers dégagent d'une voiture un corps calciné. Ils ne tardent pas à identifier Philip Roquin, un contrôleur de gestion qui travaillait dans l'une des luxueuses bijouteries de la place. L'enquête les mène jusqu'à l'épouse de la victime, dont l'attitude leur paraît suspecte.



**JEUDI**



## 19.45 Carnet de voyage d'Envoyé spécial



**Présenté par Guilaïne Chenu, Françoise Joly**

Ryanair, embarquement à bas coût ? 75 millions de passagers ont voyagé sur Ryanair l'année dernière, faisant de cette compagnie aérienne le premier transporteur européen. Enquête sur son patron, l'Irlandais Michael O'Leary, qui a fait fortune avec des vols à petits prix • Le Harlem Shake, dans les coulisses d'un buzz planétaire. De courts films musicaux montrant un personnage déguisé de façon ridicule, qui gigote puis est rejoint par d'autres, se multiplient sur le web.



## 19.45 Les pleins pouvoirs



**Avec Clint Eastwood, Ed Harris**

Luther Whitney, gentleman cambrioleur, s'introduit dans la splendide demeure de Walter Sullivan, l'un des hommes les plus influents de Washington, qui est supposé être parti en voyage avec sa ravissante épouse Christy. Dérangé par un bruit étrange, Luther se cache derrière une glace sans tain et aperçoit avec stupeur la jeune Christy dans les bras d'Allen Richmond, le président des Etats-Unis !

## 19.50 Body of Proof



**- Maltraitance**

**Avec Jamie Bamber, Dana Delany**

L'équipe est chargée d'autopsier un couple apparemment sans histoire qui a été assassiné à son domicile. Ils laissent derrière eux, Greg, un adolescent bouleversé par le drame. Bud et Sam interrogent l'associé du défunt avec qui il dirigeait une bijouterie de luxe. Le vol semble être le mobile de ce meurtre... jusqu'à ce que Megan fasse une découverte.



## 19.45 X-Men Origins : Wolverine



**Avec Hugh Jackman, Liev Schreiber**

Au milieu du XIXe siècle, après avoir tué l'assassin de son père, le jeune James fuit avec son frère Victor. Tous les deux mutants dotés de pouvoirs de régénération, ils traversent les décennies et les guerres. Ils sont bientôt approchés par le colonel Stryker, qui veut les enrôler dans un programme ultrasecret, Weapon X.

**CANAL+**

## 19.55 Scandal



**- Tueur un jour, tueur toujours**

**Avec Kerry Washington, Guillermo Díaz, Darby Stanchfield**

Le cabinet reçoit une lettre anonyme avec un message codé qui contient le nom de Huck. Celui-ci a peur d'être rattrapé par son passé de tueur. Olivia met tout en oeuvre pour le protéger. Parallèlement, elle espionne Abby et David Rosen pour tenter de freiner leurs découvertes. Les relations entre Cyrus et James sont de plus en plus tendues depuis que ce dernier a repris ses activités journalistiques.



## 19.45 FBI : portés disparus



**- Un avenir brillant**

**Avec Anthony LaPaglia, Enrique Murciano, Poppy Montgomery**

Tara Patterson, 16 ans, a disparu mystérieusement. Cette lycéenne brillante étudiait dans une école très réputée de Manhattan, avec l'espoir d'entrer à Harvard. Tara a été vue pour la dernière fois par son petit ami devant un arrêt de bus. Le matin de la disparition, elle avait renoncé à se rendre à un cours avec ses amies.



**09.00** Bonjour d'Algérie «week-end»  
**10.30** Dessins animés  
**11.00** Parlons-en  
**12.00** Journal en français  
**12.25** Massadjid oua tarikh  
**13.20** Prière du vendredi (direct)  
**13.45** Association founoun el djazaïr  
**15.15** Match à l'affiche en direct  
**17.40** Kayfa souni'ate  
**18.00** Journal en amazigh  
**18.20** Dar da Meziane  
**18.45** Martyrs de la guillotine  
**19.00** Journal en français  
**19.30** Canal azur  
**20.00** Journal en arabe  
**20.45** Travelling  
**21.30** Trésors d'Algérie «Mostaganem»  
**22.30** Islma culture et mémoire  
**23.20** Mohamed El Amraoui  
Concert  
**00.30** Journal en arabe



## 19.45 Candice Renoir



**- Malheur à celui par qui le scandale arrive**

**Avec Cécile Bois, Raphaël Lenglet**

Lorsque le corps d'un adolescent de 17 ans est retrouvé, ainsi qu'une importante quantité de cannabis, au beau milieu d'un terrain vague, le capitaine Dumas penche pour la piste d'un trafic de drogue. Mais Candice, persuadée que la victime n'a pu se livrer à des activités illicites, privilégie l'hypothèse romantique. Elle découvre en effet que l'adolescent était épris d'une jeune fille qui venait de le quitter pour intégrer une église évangéliste.



**VENDREDI**



## 19.50 Les experts : Miami



**- La guerre froide**

**Avec David Caruso, Emily Procter**

Ivan Sarnoff a été empoisonné par de la mort-aux-rats à la cafétéria de la prison. L'ambulance qui le transporte de toute urgence à l'hôpital est attaquée et finit sur une voie de chemin de fer. Sarnoff, dans un état critique, parvient néanmoins à s'enfuir, laissant derrière lui le chauffeur et un agent de police morts. Il réussit également à semer les agresseurs, membres de la mafia russe. En examinant les images de l'attaque filmées par les caméras de surveillance des alentours, Calleigh découvre qu'Alex, le père d'Eric, se trouvait parmi les assaillants.

## 22.20 Vendredi, tout est permis avec Arthur



**- Les moments forts**

**Présenté par Arthur**

L'animateur propose de revoir les meilleurs moments de son émission. Régulièrement, il invite des personnalités à participer à des épreuves d'improvisation. Dans des conditions souvent périlleuses, et toujours amusantes, ils doivent danser et chanter ou encore jouer des scènes sur un décor incliné à 22,5 degrés.

## 19.50 NCIS : Los Angeles



**- La force adverse**

**Avec Chris O'Donnell, LL Cool J**

L'équipe est chargée de procéder à une mission de simulation avec des armes modifiées. Il s'agit de s'entraîner à la préparation d'une embuscade. L'exercice consiste à contrer une autre équipe censée incarner les terroristes et dont on soupçonne que l'un d'eux est un traître. Kensi et Deeks sont un peu tendus car c'est la première qu'ils participent à ce genre de mission. Hélas la première étape se révèle être un échec.



## 19.45 Thalassa



**Vendredi 10 Mai à 20h45**

**Présenté par Georges Pernoud**

Bermudes : le triangle maudit. Des disparitions de navires ou d'avions demeurent inexplicables, dans l'Atlantique, entre l'archipel des Bermudes, Miami et Porto Rico • La légende du Hollandais volant. L'histoire de ce capitaine, condamné à errer sur les mers jusqu'à la fin des temps, a inspiré Victor Hugo et les scénaristes de Pirates des Caraïbes • Bretagne : les arbres sous la mer.

**CANAL+**

## 22.00 Contrebande



**Avec Mark Wahlberg, Ben Foster, Kate Beckinsale, Giovanni Ribisi**

Ancien criminel, Chris Farraday vit aujourd'hui tranquillement avec sa femme Kate et leurs deux fils. Mais Andy, son jeune beau-frère, se retrouve dans des sales draps. En relation avec Briggs, un dealer, il a perdu la cargaison de drogue dont il avait la charge. Briggs menace de le tuer s'il ne paye pas sa dette. Chris décide de reprendre du service et monte une opération pour faire passer des faux billets, du Panama aux Etats-Unis.


**arte**

## 19.50 Kaddish pour un ami




**Avec Ryszard Ronczewski, Neil Belakhdar, Sanam Afrashteh**


Ali, 14 ans, a grandi dans un camp de réfugiés palestiniens au Liban. Après quatre ans passés dans un foyer de demandeurs d'asile allemand, sa famille emménage dans le quartier multiculturel de Kreuzberg à Berlin. Pour être accepté par les autres jeunes, Ali participe au saccage de l'appartement d'Alexander, un octogénaire juif d'origine russe.

**Devenir** 21-05 du 20-04  
 Il y aurait beaucoup à dire sur un sujet qui vous préoccupe. Regardez-y à deux fois avant de prendre position. Vous avez raison de vouloir en parler publiquement mais vous savez aussi que toute vérité n'est pas toujours bonne à dire surtout en de telles circonstances.




 Vous aurez beaucoup de choses à faire. Heureusement la grande forme est là. Vous pourrez compter sur l'aide efficace d'une personne qui voudra vous aider.




 Votre honnêteté ne sera pas mise en cause malgré des ragots colportés deci-delà. Faites le point avec la personne qui vous semble concernée par cette affaire.




 Votre pouvoir de persuasion vous permet d'obtenir ce que vous voulez. C'est le bon moment pour demander un entretien car on sera à votre égard dans de bonnes dispositions d'esprit.




 Vous subissez une légère baisse de régime ce qui n'a rien de dramatique en soi. Vous vous ressaisissez facilement car vous avez la chance inouïe de pouvoir garder votre calme face à une provocation arrogante. Votre victoire sera facile mais non sans gloire.




 Vous serez sensible à l'opinion de quelqu'un pour qui vous avez beaucoup de considération. Les relations superficielles que vous avez eues jusque-là vont s'améliorer.




 Il y a des instants décisifs dans la vie où il faut savoir faire un choix. On ne sait pas ce qu'il convient de faire ou de ne pas faire. C'est sans doute le moment d'envisager des changements déterminants ou même repartir à zéro.



 Une décision importante vous concernant pourrait bien se prendre sans vous prochainement. Vous pensez devoir vous préparer pour en connaître tous les détails.




 Il y aurait beaucoup à dire sur un sujet qui vous préoccupe. Regardez-y à deux fois avant de prendre position. Vous avez raison de vouloir en parler publiquement mais vous savez aussi que toute vérité n'est pas toujours bonne à dire surtout en de telles circonstances.



 Un événement ou un désaccord pourrait vous atteindre au cœur d'une rencontre amicale. Faites preuve de patience et de compréhension. Restez calme et regardez les choses sous leur vrai jour et ce sera pour vous une journée réussie.



 Vous avez suffisamment la grande forme pour vous sortir de votre routine journalière. Il faut aller franchement de l'avant.



 Votre énergie sera à son maximum car vous aurez la chance de pouvoir recharger facilement vos batteries. Vous aurez l'occasion de passer un moment agréable en bonne compagnie. Évitez tout conflit éventuel car cela pourrait entamer votre potentiel d'énergie.

CROISÉS N° 5007

1. Où on ne peut apprécier les choses qu'avec du recul.
2. Passer le fauchet.  
Au monde.
3. Note renversée.  
A fond la forme !
4. Telles la ciguë de Socrate.
5. Jeune du hihan.  
Toute faite.
6. Ver à soi.  
Crier en va-et-vient.
7. Commis de l'état.
8. Possessif. Excitation.  
Pronom.
9. Herbes folles. Porte.
10. Des œufs sur le plat  
pour les petits ! Etablis.

**A.** Sorties du public.  
**B.** Reconduit. Dix sur dix pour l'œil du mètre.  
**C.** Conjonction. Neuvième heure romaine. Note.  
**D.** Calme.  
**E.** Blanc bonnet ou bonnet blanc ! Faire ses premières en débutant.  
**F.** « L'Arabie opulente », selon la Bible, devenue « l'Arabie heureuse ». Une taupe m'sieur dame !  
**G.** Piquer. Touche à la sainte touche.  
**H.** Courant. Filet de pêche.  
**I.** Exécuté avec brio.  
Encore et encore !  
**J.** Abandonnées.

D	E	F	E	N	D	U	R
E	T	A	T	A	S	I	E
S	U	R	F	E	L	U	
H	I	D	E	U	S	E	N
O	S	E	T	A	M	I	
N	E	P	C	H	E	R	
O	G	E	T	I	D		
R	I	E	N	A	V	I	S
A	B	S	A	L	E	T	E
N	I	E	E	I	R	N	
T	E	U	T	V	A		
R	A	S	E	X	I	T	

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
O	R	G	A	S	U	N	E	T	L	I	H	M
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
X	C	B	P	F	V	D						

1 P	2 L	3 U	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

**CODÉS N° 5007**

						BONBON AU FAIT	
				PROFI- TABLE	POTE		
	ECLAT DE RIRE		PRONOM		ARTICLE		
	EN SUITE		ENTÈRES		PRIX DU SILENCE		
	CELEBRA- TION		TELE- GRAMME OFFICIEL			DOUBLE JE	
	AU FOND DU PUIT		FIN DE GROUPE			POSSESSIF	
CHANT D'OISEAU		N'EST PAS FICHU DE					SONNETTE D'ALARME
LIMONADES			MILIEU				GLACEE DE FROID
			TYPES D'ASSEM- BLEES				
	TOUCHÉE					PRESTI- GIEUX PRIX	
	PRÉCIS					NOTE	
	BU A LA RENVERSE		PAYS DE L'UE		RÈGLE		APPORT DE MAIRIE
			COUPLE		SUD-OUEST		TRADITIONS
				IVRE			
				EXCES			
				LETTRES AU ROI			
	IN- CROYABLE						EN SOLO (MIEUX QUE D'ETRE MAL ACCOMPA- GNÉ)
	TAXES						

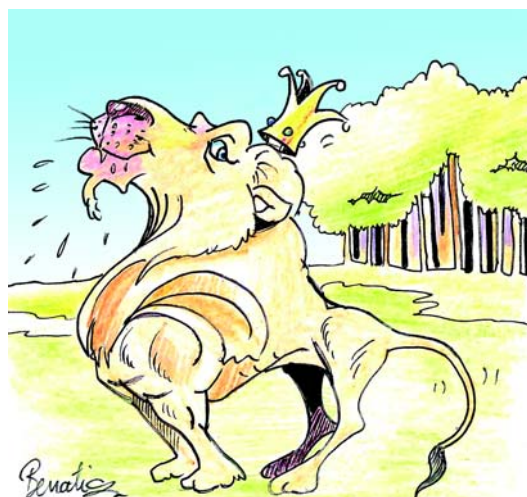
**FLÉCHÉS N°5007**

ALESER - ALLUSION  
- AMENUISER -  
AMITIE - AMOUR -  
APPRECIER -  
BLAMER -  
CELEBRITE -  
CHOEUR - CIGARE -  
CINQUANTE -  
CITADELLE -  
CONJUGAISON -  
CUBE - DICTION -  
EPERVIER - FLEUR -  
FONTAINE -  
FORMULE - GREVE -  
JOIE - JOKER -  
LANGUE -  
LICENCIEMENT -  
LITIERE - LIVRER -  
LOUPER - MALLE -  
MARI - NAVET -  
NOUBA - PATRIE -  
PEREMPTION -  
RAGE - RANCON -  
ROITELET -  
SANGLIER - TOLE -  
VASE - VERITE

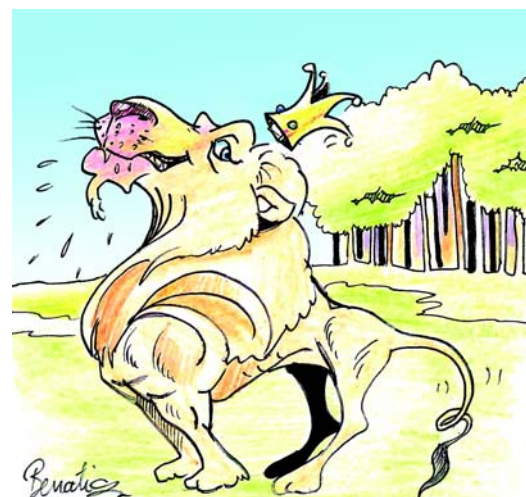
A	F	F	T	N	E	M	E	I	C	N	E	C	I	L
B	A	O	L	R	R	E	S	I	U	N	E	M	A	F
U	L	R	N	E	E	R	E	S	E	L	A	N	O	E
O	L	A	E	T	U	P	E	V	E	R	G	R	C	I
N	U	E	M	R	A	R	U	B	I	U	M	N	H	R
O	S	B	A	E	V	I	R	O	E	U	L	O	O	T
S	I	U	L	E	R	I	N	E	L	E	I	I	E	A
I	O	C	L	R	T	E	L	E	T	N	T	T	U	P
A	N	O	E	E	E	L	I	N	O	E	I	P	R	N
G	T	K	V	G	E	E	A	C	L	R	E	M	E	O
U	O	A	A	D	R	U	N	E	E	S	R	E	I	I
J	N	R	A	A	Q	A	T	V	A	R	E	R	T	T
N	O	T	G	N	R	E	I	V	R	E	P	E	I	C
O	I	I	I	R	E	I	L	G	N	A	S	P	M	I
C	C	C	E	F	L	I	O	U	R	U	O	M	A	D

- Mon 1er opéra.
- Mon 2e, c'est une bête sauvage.

Mon tout est un homme malhonnête, sans scrupules.



## 7 ERRORS



## 55 morts dans des attaques au Nigeria



Le Nigeria a de nouveau été frappé par une série d'attaques coordonnées menées mardi par le groupe islamiste Boko Haram à Bama, faisant 55 tués et au cours desquelles les insurgés ont libéré 105 prisonniers, a indiqué l'armée. Ces attaques ont visé des casernes, une prison et plusieurs postes et commissariats de police mais aussi une clinique, a précisé un porte-parole militaire nigérian. «Des terroristes lourdement armés d'armes de guerre ont lancé des attaques vers 05H00 locales contre des casernes de l'armée, commissariats de police et prisons, a affirmé le porte-parole militaire Musa Sagir, à Maiduguri - considérée comme le berceau du groupe Boko Haram - située à 67 km de Bama. «Dans ces attaques, 55 personnes ont été tuées, dont deux soldats, des gardiens de prison, des policiers et des civils», a ajouté le porte-parole.

«Certains des hommes armés ont attaqué les casernes, mais ont été repoussés. Dix d'entre eux ont été tués et deux ont été arrêtés. Mais des hommes en armes ont pénétré dans la prison, libérant 105 détenus, tuant tous les gardiens qu'ils ont repéré à l'exception de ceux qui ceux qui avaient pu se cacher», a-t-il dit.

## Les députés jordaniens réclament l'expulsion de l'ambassadeur israélien



Les députés jordaniens ont réclamé mercredi au gouvernement l'expulsion de l'ambassadeur israélien Daniel Nevo, après l'interpellation du mufti de Jérusalem, a rapporté l'agence officielle Petra. «Les (150 membres) de la chambre basse du Parlement ont exigé unanimement que le gouvernement demande à l'ambassadeur israélien de quitter la Jordanie et rappelle l'ambassadeur jordanien en Israël», Walid Obeidat, a indiqué l'agence. Petra a précisé que le vote était intervenu «en réponse aux mesures d'occupation israéliennes à la mosquée Al-Aqsa». Cité par l'agence, le Premier ministre jordanien Abdullah Nsour a déclaré aux députés que son gouvernement considérerait de façon «très sérieuse» ces «violations israéliennes». «Le conseil des ministres a discuté ce matin de (la décision) de permettre à des colons juifs extrémistes de pénétrer sur le site de la mosquée d'Al-Aqsa et l'arrestation du mufti de Jérusalem cheikh Mohammad Hussein», a-t-il indiqué.

M. Nsour a ajouté que l'ambassade jordanienne à Tel-Aviv «va prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre à ces crimes horribles».

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## «Accord» Russie-Etats-Unis sur la Syrie

Le médiateur international Lakhdar Brahimi a salué mercredi comme un «premier pas très important» le fait que Moscou et Washington se sont mis d'accord pour inciter le régime et les rebelles à trouver une solution au conflit qui ensanglante la Syrie. Dans le même temps, quatre observateurs philippins de l'ONU qui patrouillaient au Golan, dans la zone-tampon entre Israël et la Syrie, étaient toujours retenus par des rebelles syriens les ayant capturés la veille. Evoquant l'entente entre les Etats-Unis et la Russie sur la Syrie annoncée mardi, M. Brahimi a souligné qu'il s'agissait de «la première information optimiste depuis très longtemps», selon un communiqué de son bureau. «Les déclarations faites à Moscou constituent un premier pas en avant très important. Ce



n'est néanmoins qu'un premier pas», a ajouté l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe dont un collaborateur a récemment indiqué qu'il «songeait» à démissionner. La Russie et les Etats-Unis se sont entendus à Moscou pour inciter le régime syrien et les rebelles à trouver une «solution politique» au conflit, et pour encourager la tenue «au plus vite»

d'une conférence internationale sur la Syrie. «Nous pensons que le communiqué de Genève est la voie à suivre pour mettre fin à l'effusion de sang», a déclaré M. Kerry. Cet accord, conclu le 30 juin par les grandes puissances mais jamais appliqué, prévoit une transition en Syrie, sans se prononcer sur le sort du président Bachar al-Assad.

## Sécurité renforcée en France après les menaces d'Aqmi



Les mesures de précaution ont été renforcées en France après les menaces d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), a indiqué mercredi le ministre français de la Défense tout en soulignant que ces menaces ne devaient pas non plus être exagérées.

«Toute menace d'Aqmi doit être prise au sérieux», a déclaré Jean-Yves Le Drian sur RMC-BFMTV, mais «la médiatisation des messages est une arme dont se servent les responsables d'Aqmi pour provoquer l'inquiétude». «Il faut donc être vigilant, mais il ne

faut pas non plus exagérer cette déclaration qui intervient à un moment où Aqmi a subi de sérieux revers au Mali», a poursuivi le ministre. «Donc, précaution», a-t-il déclaré : «C'est ce que fait (le ministre de l'Intérieur) Manuel Valls en assurant Vigipirate renforcé en France. C'est ce que nous faisons dans nos ambassades. Laurent Fabius a donné des consignes très précises pour assurer la sécurité de nos ambassades, on a vu que c'était nécessaire après ce qui s'est passé en Libye», où l'ambassade de France à Tripoli a été la cible d'un attentat le 24 avril. Selon M. Le Drian, le ministère de la Défense assure pour sa part «une vigilance très précise sur l'ensemble des lieux» où se trouvent les forces françaises.

## Immigration : nouveau tour de vis en Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique du conservateur David Cameron, sous pression de son aile droite et du parti populiste anti-européen UKIP, a annoncé mercredi un nouveau tour de vis en matière d'immigration, présenté comme une priorité de son agenda législatif dévoilé par la reine au Parlement. Le Royaume-Uni veut «s'assurer qu'il at-

tire des gens qui contribuent» à la vie du pays «et fermer la porte aux autres», a déclaré la reine Elisabeth, venue en carrosse jusqu'à Westminster, pour lire aux parlementaires la feuille de route de l'exécutif. Le gouvernement entend ainsi introduire des mesures encadrant l'accès des immigrés au service public de santé et obligeant les visiteurs de

passage au Royaume-Uni à s'acquitter d'une contribution quand ils se font soigner. Il veut aussi empêcher les clandestins d'obtenir un permis de conduire, augmenter les amendes des entreprises qui emploient des immigrés au noir et demander aux propriétaires de vérifier que leurs locataires étrangers ont des papiers en règle.

## EDITORIAL

Par M. Saadouné

### RADICAUX ET MODÉRÉS

manière ouverte les «partis du pouvoir» comme le FLN ou le RND. Ceux qui posent de manière «radicale» la question de l'autonomie des partis ne sont pas des gens qui appellent à la violence ou à l'insurrection. Et encore moins à faire fonctionner une rue rendue aisément manipulable par le travail de dépolitisation systématique. Les «radicaux» n'ont rien d'extrémistes, ils sont dans une démarche politique pacifique qui consiste à ne pas accepter que les états-majors puissent être contrôlés du dehors des partis.

Feu Abdelhamid Mehri disait par exemple du FLN qui a été mis de manière brutale dans la «maison de l'obéissance» qu'il était devenu «indépendant de la volonté de ses militants». Il était «radical» mais dans le sens de l'affirmation d'une vision sérieuse et digne de la vie politique et partisane. Pour certains partis comme le FFS, cela a été une règle qui exprime une méfiance absolue à l'égard d'une scène politique hyper-contrôlée par le régime. On a parlé aussi de «radicalisme», voire

de «paranoïa» à l'égard du FFS... Pour le MSP, et cela n'a rien d'une spéculation, la participation à «l'alliance présidentielle» et donc au gouvernement a été faite de manière contrainte. La situation a atteint un niveau caricatural puisque le président du parti avait rang de ministre d'Etat sans fonction particulière. Sauf de «surveiller» et de brider son parti afin d'étouffer les velléités d'affirmation d'une ligne indépendante.

L'implication du MSP dans «l'alliance présidentielle» n'avait rien de «naturel» comme cela peut être le cas pour le RND ou le FLN. Elle n'exprimait pas une «modération» mais un renoncement à une existence autonome. Et bien entendu ce renoncement a été favorisé par le souci de certains de ses membres d'accéder à des postes et à une sorte de reconnaissance du pouvoir. Ils ont ainsi servi d'alibi à la décision du régime de geler complètement la vie politique même si la devanture offre une multitude de partis et des institutions élues. Ce nouveau positionnement va-t-il permettre au MSP de contribuer à l'effet de «libération» de la vie politique en Algérie qui reste un enjeu essentiel ? That's the question !

## Convention Nedjma-Algérie Poste

Algérie Poste et Nedjma ont signé, hier à Alger, une Convention-cadre renforçant leurs synergies et augmentant la disponibilité des services de proximité en faveur des consommateurs, indique un communiqué de cet opérateur. La convention paraphée par MM. Mohand Laïd Mahloul, DG d'Algérie Poste et Joseph Ged, DG de Nedjma, établit les fondements d'un partenariat public-privé innovant et sous-tendu par la volonté de garantir l'égal accès des citoyens aux différents services offerts sur tout le territoire national. La convention introduit une innovation majeure en matière de services de proximité grâce au nouveau concept «FiDarek» (chez vous) qui permet aux abonnés d'avoir accès à des rechargements électroniques STORM chez eux par l'intermédiaire des facteurs d'Algérie Poste. Les clients de Nedjma pourront également accéder aux services de leur opérateur au sein des bureaux de poste.

## Egypte: acquittement pour les accusés dans la «bataille des chameaux»



Un tribunal égyptien a rejeté mercredi un recours du Parquet contre l'acquittement de responsables de l'ancien régime, accusés d'être impliqués dans l'un des épisodes de violence les plus connus du soulèvement qui a renversé Hosni Moubarak début 2011. Cette décision est un revers pour le président Mohamed Morsi, qui avait promis que les accusés seraient rejugés et que justice serait rendue pour les personnes tuées pendant la révolte. Les 24 accusés, dont font partie deux piliers de l'ancien régime -les anciens présidents de l'Assemblée du peuple et du Sénat-avaient été acquittés en octobre après un long procès. «La Cour de Cassation (...) a rendu un verdict définitif appuyant la décision de la cour pénale d'acquitter tous les accusés dans l'affaire du meurtre de manifestants les 2 et 3 février» 2011, a rapporté l'agence officielle Mena.